

Nom : KAMBALE
Post-nom : LEUSA
Prénom : IBRAHIM FRIEDRICH
Lieu et date de naissance : GOMA, le 23 Aout 19.....
Nationalité : CONGOLAISE
Téléphone : (+243) 81 979 8850 ; 9 94 029 213 ; 89 71 12 681
E-mail : ibrahimleusa2014@ gmail.com



- 2011-2012 Université Pédagogique Nationale * Licencié en **gestion financière** Faculté Des Sciences Economiques et gestion. Avec mention **DISTINCTION**
- « *Esquisse sur la perte du pouvoir d'achat de la monnaie nationale et ses incidences sur le PIB du congolais de 2006 à 2010* » (**Mémoire de licence**).

O. Introduction

O.1. Problématique

Certains accompagnateurs des objectifs du millénaire pour le développement causent des problèmes pour les pays en développement tel que le commerce international, le commerce en tant qu'un instrument indispensable aux pays en développement. Pour le développement des nations, les objectifs du millénaire pour le développement ont été conçus afin de mesurer, à l'aide de cibles quantifiées, les aspects les plus essentiels du développement.

Ces objectifs jouent deux rôles. Ils sont d'abord une fin en soi : réduire la faim, assurer l'égalité des sexes, améliorer la santé publique et l'éducation et élargir l'accès à l'eau potable au moyen d'assainissement. En suite, les OMD apportent aussi une contribution en capital à la croissance économique et à la poursuite du développement. Etant donné le faible développement du commerce international congolais, le PIB de ce dernier est en baisse vis-à-vis des francs congolais, la fluctuation du taux de change de francs congolais face aux devises pour dire que le taux de change est instable, il y a une dévalorisation de la monnaie nationale.

En favorisant l'investissement et l'emploi, des échanges commerciaux accrus peuvent faire progresser les revenus des habitants de ces pays et améliorer leurs moyens de subsistance et leur accès à des services essentiels. En apportant aux pays en développement une base de recettes fiscales large, l'accroissement des échanges commerciaux peut permettre d'augmenter la fourniture des services sociaux.

L'aide au commerce soutient les pays pauvres et vulnérables dans la mise en place des infrastructures et outils économiques de base dont ils ont besoin pour faire du commerce un moteur de croissance économique et de développement. Cela nous rappelle qu'il ne suffit pas aux pays les plus pauvres d'avoir accès aux marchés du monde riche pour prospérer.

Dans notre pays, la République Démocratique du Congo, son échec n'est pas dû au libre-échange mais plutôt au manque de capacité commerciale qui freine jusqu'à l'esprit d'entreprise le plus moderne et le plus déterminé. Concrètement malgré l'existence de petites et moyennes entreprises soit distant usines ou industries dans certains coin du pays et dans la capitale, la population ne parvient pas à vivre comme il faut, les chômeurs sont nombreux et les salariés se lamentent car ils ne sont pas bien rémunérés, les ONG manquent de soutien à leurs projets pour apprendre à la population de s'auto prendre en charge, le PIB du congolais est en baisse.

En choisissant ce thème, nos préoccupations majeures sont les suivantes :

- Comment se comporte le PIB du congolais vis-à-vis de la monnaie nationale ?
- Quelles actions mènent pour valoriser notre monnaie nationale ?
- Quelles stratégies adopter pour élever le PIB du congolais ?

Telles sont les questions qui orienteront nos investigations et auxquelles nous tenterons de répondre. Néanmoins, l'hypothèse de notre étude mérite d'être évoquée.

0.2. Hypothèse du travail

Selon Hachette encyclopédique, l'hypothèse est « une explication plausible d'un phénomène naturel, provisoirement admise et destinée à être soumise au contrôle méthodique de l'expérience ».¹

D'après P. RONGERE, l'hypothèse de recherche est « une proposition de réponses aux questions que l'on se pose sur l'objet de la recherche ».²

En réponse aux interrogations qui guident notre étude, nous retenons comme hypothèses de recherche formulées en ces termes :

- La monnaie nationale aurait tendance à rabaisser le PIB du congolais ;
- La valorisation de notre monnaie nationale dépendrait de la stabilité du taux de change et l'arrivée sur terrain des investisseurs étrangers et nationaux et surtout la sécurité frontalière de notre pays et celle des expatriés et leurs biens ;
- Le PIB du congolais serait élevé si les actionnaires nationaux et étrangers placent leurs actions sur la marche ici en RDC, les investisseurs nationaux et étrangers s'i l'investissaient ici et que la RDC ayant une sécurité totale ; le PIB du congolais serait élevé si encore la population elle-même se prend en charge (renforcement du facteur travail) en exploitant la terre fertile, minière de la RDC.

¹ Hachette, volume 5, Paris 2002, P. 793

² P. RONGERE, cité par Ibrahim KAMBALE, TFC, UPN 2010

0.3. Choix et intérêt du sujet

L'objet de notre étude indique déjà la motivation de notre recherche, mais nous devons dire en plus que notre option pour ce sujet a été dictée par son importance dans le domaine de la gestion financière, car, dans un environnement où il faut discuter de la perte du pouvoir d'achat de la monnaie nationale, la recherche des solutions de la valorisation des francs congolais par l'autorité monétaire (Banque centrale) s'avère très importante, d'une part, et d'autre part, en tant qu'apprenant dans ce domaine, nous aimerions acquérir certaines informations relatives à de telles questions, étant donné que dans un avenir proche, nous aurons à embrasser le monde professionnel où les questions dont nous traitons aujourd'hui seront celles auxquelles nous aurons à répondre.

0.4. Méthodes et techniques

0.4.1. Méthodes

La méthode se définit selon Hachette encyclopédique, comme étant « une démarche rationnelle de l'esprit pour arriver à la connaissance ou à la démonstration de la vérité ; l'ensemble de procédés, de moyens pour arriver à un résultat ». ³

Pour mieux cerner la réalité de notre étude, nous nous sommes servis des méthodes analytique et déductive.

La méthode analytique nous a été d'un grand apport pour analyser, interpréter les données que nous avons eu afin de vérifier si celles-ci sont conformes aux réalités sur terrain. La méthode déductive nous a servi pour faire des déductions à partir de quelques vérités ou postulats en vue d'aboutir à des conditions par l'utilisation d'un raisonnement rigoureux. ⁴

0.4.2. Techniques

Une technique dans la recherche est, d'après R. CHIBENDA, un ensemble des procédés et opérations, rigoureux, bien définis, transmissibles, susceptibles d'être appliqués à nouveau dans les mêmes

³ Hachette, *op. cit.*, p.

⁴ MOKONDA BONZA, notes de cours d'économie politique UNIKIN, inédit, 2003, P.15

conditions et adaptées aux genres des problèmes et des phénomènes en causes.⁵

Pour la réalisation de cette étude, nous avons recouru à la technique documentaire qui nous aura permis de consulter des ouvrages, des articles des journaux, des mémoires et travaux de fin d'études, des notes de cours et d'autres publications en rapport avec le thème choisi. A elle nous avons adjoint celle d'interview qui nous a permis d'interroger différentes personnalités que nous avons rencontrées pour compléter nos sources d'informations. La technique statistique nous a aussi d'un secours indispensable, tant elle nous a permis de réunir les informations chiffrées et de traiter ces dernières pour dégager des tableaux, graphiques, ...

0.5. Délimitation spatio-temporelle

La coutume scientifique exige de délimiter le travail dans le temps et dans l'espace. Du point de vue spatial, notre réflexion s'est focalisée sur la RDC en général et, sur le plan temporel, la période allant de 2006 à 2010.

0.6. Division du travail

Outre l'introduction, notre étude est subdivisée en quatre chapitres : le premier traitera de la clarification des concepts, le second abordera la relation entre le produit intérieur brut et la croissance économique, le troisième met en exergue l'évolution du P.I.B. du congolais et son impact sur la monnaie nationale de 2006 à 2010.

CHAPITRE I: CLARIFICATION DES CONCEPTS

Nous élucidons ici les concepts qui pourront rendre aisée la compréhension de nos écrits auprès de nos lecteurs. Nous avons ainsi pensé aux concepts *monnaie, taux de change, politique de change, déflation et inflation*.

Section 1. MONNAIE

⁵ R. CHIBENDA, cité par Ibrahim KAMBALE, TFC, UPN-Kinshasa, 2010, p. 3

Nous évoquons tour à tour, pour ce concept, sa définition, son historique, sa création, ses fonctions ainsi que ses variétés.

1.1. Définition de la monnaie

La monnaie, c'est tout moyen d'échange accepté à grande échelle en paiement de biens ou de services et en règlement de dettes. La monnaie sert aussi d'étalon de valeur pour mesurer le prix relatif de divers biens et services. Le nombre d'unités de monnaie nécessaires à l'achat d'une marchandise en constitue le prix. Enfin, la monnaie constitue un instrument de réserve de valeur: elle peut être stockée, épargnée, pour être utilisée à une date ultérieure à son acquisition. Mais l'unité monétaire choisie pour mesurer la valeur n'est pas nécessairement, en tout ou partie, un moyen d'échange utilisé à grande échelle. Lors de la conquête de l'Amérique du Nord, la livre sterling anglaise servait d'étalon de valeur alors que l'un des moyens d'échange importants était la devise espagnole.⁶

1.2. Historique de la monnaie

Des couteaux de bronze en miniature, des haches et d'autres outils, utilisés à la place d'outils réels qui servaient de monnaie d'échange, circulaient en Chine dès 1.100 av J.-C. Des pièces en électrum commencèrent à circuler vers le VI^e siècle av J.-C. dans le royaume de Lydie en Asie Mineure. Sa monnaie est un exemple pur de monnaie-marchandise avec une valeur fixée par son poids en métal. Les pièces se répandirent bientôt dans les économies les plus développées du monde. Monarques, aristocrates, cités et institutions se mirent à frapper des monnaies à leur effigie, certificat d'authenticité attestant de la valeur en métal des pièces. Certaines des premières pièces eurent une composition très stable, comme la drachme émise par Athènes à partir du VI^e siècle av. J.-C., avec un poids à peu près constant de 65-67 grains d'argent fin, ou encore le *qian* chinois (espèces rondes en cuivre) introduit au IV^e siècle, qui resta la pièce étalon pendant 2 000 ans. Mais les possesseurs de pièces rognèrent toujours leur métal précieux, ce qui amena peu à peu les autorités émettrices à réduire la

⁶ Microsoft encarta 2009 DVD 2010

frappe de pièces, épargnant à court terme, en diminuant le poids de métal précieux. Les pièces de bronze ou de cuivre sans grande valeur furent une réelle monnaie fiduciaire, car leur valeur dépendait du nombre de pièces d'or ou d'argent contre lesquelles on pouvait les échanger. Les pièces d'or ou d'argent notamment circulaient souvent hors de leur pays d'émission en raison de leur valeur intrinsèque; c'est ainsi que le peso d'argent espagnol se rencontra en Chine dès le XVI^e siècle.

Une fois répandues, les pièces créèrent un système monétaire dont les caractéristiques restent essentiellement les mêmes depuis des millénaires, certaines subissant des changements comme le crénelage des pièces européennes au XVII^e siècle pour décourager les rognures. La monnaie de papier fut d'abord introduite en Chine vers le IX^e siècle sous forme de bons de rachat émis pour le gouvernement de la dynastie Tang par les banquiers privés. Garantie par l'autorité étendue de l'État chinois, cette monnaie conserva la même valeur à travers l'Empire, mettant en évidence les besoins en transport du fait du poids de l'argent. Devenu monopole d'Etat sous la dynastie Song, le papier-monnaie traversa l'histoire de la Chine malgré les bouleversements provoqués par les changements politiques et l'émission de billets non garantis en argent ou en autres réserves. Le problème de la dépréciation des billets fit que l'argent est longtemps resté l'étalon pour les grosses transactions. Le papier-monnaie est apparu en Occident au XVI^e siècle sous forme de billets à ordre émis par les banques contre la somme déposée et gardée en banque. Ces effets proliférèrent : les autorités coloniales françaises du Canada utilisèrent des cartes à jouer signées par le gouverneur comme promesse de paiement dès 1685 pour compenser la lenteur des navires convoyant la monnaie de France.

À partir du XVIII^e siècle, on utilisa de plus en plus le papier-monnaie, qui n'en demeura pas moins un moyen de crédit, émis contre des dépôts d'or ou d'argent. À son apparition, la monnaie fiduciaire constituait une mesure d'urgence en temps de guerre, comme le dollar américain. Les banques centrales remplacèrent peu à peu les banques privées dans le rôle

d'autorité émettrice des billets. A la fin du XIX^e siècle, la valeur de l'or chuta; ce fait entraîna la création d'un étalon-or international où toutes les devises étaient convertibles en or et leur valeur monétaire (et non les prix) fixée par la parité or acceptée de la devise. Presque tous les gouvernements suspendirent la convertibilité de leur devise pendant la Première Guerre mondiale, et les tentatives de réintroduction de l'étalon-or international échouèrent à la suite de la crise économique de 1929. La Grande-Bretagne délaissa l'étalon-or en 1931, et la généralisation mondiale des devises en monnaie fiduciaire, avec des valeurs fixées entièrement par la demande du marché, s'acheva avec l'abandon de la parité or du dollar nord-américain en 1971.

1.3. Création de la monnaie

Si, à l'origine, les banques ne pouvaient prêter que la somme en monnaie métallique qu'elles détenaient, elles disposent aujourd'hui du droit et des moyens pour accorder des crédits (à des entreprises ou à des particuliers) sans que ces derniers soient gagés sur des dépôts reçus. Elles créent de la monnaie en prêtant des sommes qu'elles ne possèdent pas (par simple « jeu d'écritures » dans le bilan de la banque et dans celui du demandeur de crédit). Les crédits accordés favorisent l'activité économique, et entraînent donc la création de nouveaux dépôts dans les banques : ce sont, selon l'expression consacrée, « les crédits qui font les dépôts » et non plus l'inverse.

1.4. Fonction de la monnaie dans l'économie

Les fonctions de la monnaie en tant que moyen d'échange, étalon de valeur et instrument de réserve, facilitent grandement l'échange des biens et des services, et la spécialisation de la production. Sans l'utilisation de la monnaie, le commerce serait réduit au troc ou à l'échange direct d'une marchandise contre une autre; ce moyen était utilisé chez les peuplades dites primitives et il est toujours en vigueur dans certaines parties du monde. Dans une économie de troc, toute personne ayant quelque chose à vendre doit trouver quelqu'un qui recherche et possède une autre chose acceptable à offrir en échange. Dans une économie monétaire, le propriétaire d'un bien peut le vendre pour de l'argent, que l'on accepte en paiement de marchandises. On peut donc dire que la monnaie est l'un des pivots de la vie économique moderne.

1.5. Types de monnaie

Les principaux types de monnaie sont la monnaie marchandise, la monnaie scripturale et la monnaie fiduciaire. La valeur de la *monnaie marchandise* équivaut à peu près à la valeur de la matière qu'elle contient. On a surtout utilisé l'or, l'argent et le cuivre pour ce type de monnaie. Autrefois, les objets fabriqués de ces métaux, de même que ceux en fer ou en bronze, servaient de monnaie tandis que les peuplades dites primitives utilisaient les coquillages, perles, défenses d'éléphants, fourrures, peaux, esclaves ou bétail comme monnaie d'échange.

La monnaie scripturale comprend l'ensemble des dépôts à vue détenus par les agents économiques, circulant par le biais de chèques et de virements par cartes de crédit.

La *monnaie de papier*, c'est-à-dire les billets de banque, convertibles en toute autre monnaie et dont la valeur est fixée par simple décret gouvernemental s'appelle monnaie fiduciaire. Les petites pièces en circulation forment la monnaie fiduciaire; la valeur du métal qui les compose est en général inférieure à leur valeur monétaire.

Les diverses formes de monnaie sont en principe légalisées par décret gouvernemental afin que tout créancier accepte la monnaie en règlement de dettes; cette monnaie devient alors la monnaie légale. Si la masse monétaire ne dépasse pas les besoins du commerce et de l'industrie, et que les consommateurs croient en la poursuite de cette situation, la valeur de leur devise restera acceptable et relativement stable.

En revanche, si l'Etat émet trop de monnaie pour financer ses dépenses, la confiance du consommateur sera détruite, et la devise perdra rapidement de sa valeur. Une telle dépréciation est souvent suivie par une dévaluation de fait, ou par la réduction de la valeur officielle de la devise, par décret gouvernemental.

L'unité monétaire de base d'un pays, dans laquelle d'autres formes de monnaie peuvent être converties et qui fixe la valeur des autres types de monnaie, s'appelle monnaie étalon.

Les étalons modernes ont été tour à tour des étalons marchandises dans lesquels l'or ou l'argent servaient surtout de monnaie légale, ou des étalons fiduciaires représentés par des unités de compte en papier inconvertibles en or ou en argent. Les formes les plus répandues d'étalon-or sont l'étalon de pièces or, l'étalon de lingots or dont la valeur en or est déterminée et l'étalon de change, dans lequel la devise est convertible en d'autres devises appartenant au système de l'étalon-or.

La Grande- Bretagne utilisa l'étalon de lingots or de 1925 à 1931, tandis que la plupart des pays d'Amérique latine utilisaient l'étalon de change dollar. Les étalons argent ont été utilisés au cours des siècles passés, en orient principalement. Un étalon bimétallique, fonctionnant dans le cadre du bimétallisme, a aussi été en vigueur dans quelques pays, où les pièces d'or et d'argent constituaient la devise de référence.

Les notions jusque là évoquées renvoient à la monnaie, alors que nous avons aussi pensé d'élucider le concept taux de change.

Section 2. TAUX DE CHANGE

Nous ne nous limitons pas à définir ce concept, mais nous abordons également les concepts qui lui sont voisins, que nous trouvons utiles quant à la compréhension de notre sujet.

2.1. Notions et définition

La plupart des pays du monde possédant leur propre monnaie nationale : le dollar pour les Etats-Unis, le real pour la Brésil ou la roupie pour l'Inde. L'Union Européenne fait exception, puisque douze pays (en 2004) ont une monnaie commune, l'euro. Les échanges commerciaux entre pays impliquent des échanges de dépôts bancaires libellés en différentes monnaies. Lorsqu'une entreprise européenne achète à l'étranger des biens, des services ou des actifs financiers, des euros (ou des dépôts bancaires en euros), doivent être transformés en devises (ou en dépôts bancaires en monnaie étrangère) avec lesquelles il faut payer les biens, services ou actifs financiers achetés.

Les échanges d'espèces et de dépôts bancaires libellés en monnaies différentes se déroulent sur le marché des changes. Les opérations réalisées sur ce marché déterminent le taux auquel s'échangent les monnaies les unes contre les autres, d'où la dénomination de taux de change⁵. Ce taux détermine le coût d'achat des biens, des services ou des actifs financiers étrangers. Cela étant, qu'est-ce qu'un taux de change?

Le taux de change désigne la valeur de la monnaie exprimée en monnaie étrangère. Le taux de change se fixe sur le marché de change où les devises sont offertes et demandées contre la monnaie nationale⁶. Les offres de devises proviennent des exportations et des entrées de capitaux de l'étranger (conversion de devise en monnaie nationale), les demandes de devises proviennent des importations et des sorties de capitaux (conversion de la monnaie en devises).

Ainsi les variations du taux de change proviennent de la situation de la balance des paiements qui entraîne une tendance à la baisse de la monnaie nationale ou un excédant une tendance à la hausse.

Le taux de change est coté par rapport à une unité de monnaie étrangère (à l'incertain), sauf à Londres où il est coté au certain. Il existe deux types d'opérations de change. Les plus courantes sont les opérations au comptant, caractérisées par un dénouement immédiat (ou presque, la pratique voulant que l'opération soit dénouée sous deux jours ouvrés). Ce dénouement passe par l'échange de dépôts bancaires libellés en différentes monnaies, il se fera à une date ultérieure déterminée. Le taux de change au comptant est donc le taux de change à terme celui qui s'applique aux opérations de change à terme. Quand la valeur d'une monnaie augmente, elle connaît une appréciation. Dans le cas contraire, on parle de dépréciation.

2.2. L'importance des taux de change

Les taux de change sont importants car ils affectent le prix relatif des biens d'un pays donné par rapport aux biens étrangers. Le prix en euros par exemple d'un bien fabriqué aux Etats-Unis est déterminé par deux facteurs : le prix en dollars de ce bien, et le taux de change euro dollar. Quand la monnaie d'un pays s'apprécie (sa valeur relative aux autres monnaies augmente), les biens domestiques vendus à l'étranger deviennent plus chers et les biens étrangers importés deviennent moins chers. Inversement, quand la monnaie d'un pays subit une dépréciation, ses exportations deviennent plus compétitives, alors que les biens importés voient leurs prix augmentés.

L'appréciation de la monnaie d'un pays rend ses exportations moins compétitives. En outre, la concurrence dans ce pays entre les produits domestiques et les produits étrangers s'intensifie, parce que ces derniers voient leur prix baissé. Ainsi, entre 1980 et 1985, l'appréciation du dollar a posé de graves problèmes aux industries américaines, en particulier aux entreprises sidérurgiques.

En effet, au cours de cette période, leurs exportations ont chuté, et les importations aux Etats-Unis d'acier étranger ont augmenté. Cette appréciation a pourtant profité aux consommateurs américains, le

prix en dollars des biens importés étant bas : les vacances en Europe où les magnétoscopes japonais étaient bon marché, puis que le dollar était fort.

2.3. Les opérations de change

Il n'existe aucun lieu précis au monde dans lequel se formeraient les taux de change. Les monnaies ne sont pas échangées de manière centralisée comme c'est le cas pour les actions. Le marché de gré à gré sur lequel interviennent plusieurs centaines de vendeurs ou d'acheteurs (principalement des banques) de dépôts bancaires libellés en différentes monnaies.

Ces intervenants sont en contact permanent les uns avec les autres pour téléphone, fax ou par l'intermédiaire d'ordinateurs. Le marché des changes est très compétitif, et dans les faits, il n'est pas très différent d'un marché centralisé.

Il est important de noter que lorsque des banques, des études ou des entreprises parlent d'acheter ou vendre des devises sur le marché des changes, ils n'échangent pas des espèces, des billets en euros (dollars) émis par la banque centrale contre des billets émis par d'autres banques, une très grande majorité des transactions passe par l'achat ou à vente de dépôts bancaires libellés en des monnaies différentes.

Quand on dit qu'une banque achète des dollars sur le marché des changes, on vend en fait dire que la banque achète des dépôts bancaires libellés en dollars. Le volume des échanges sur ce marché est tout à fait considérable.

Les échanges sur le marché des changes ont constitué d'opération d'un montant supérieur à 1million de dollars. Le marché sur lequel se déterminent les taux de change n'est donc pas celui sur lequel les individus vont chercher les devises nécessaires à un voyage touristique à l'étranger. Le marché des changes sur lequel il est possible d'échanger de très petites sommes est un marché de détail, où les coûts de transaction sont élevés. Un particulier paie donc toujours plus cher ses devises qu'une banque

intervenant sur le marché de gros; en d'autres termes, il obtient moins d'unités monétaires étrangères pour un même montant d'euros échangés.

2.4. Détermination du taux de change

2.4.1. Les taux de change à long terme

Comme les prix de tous les actifs sont librement échangés sur un marché, les taux de change sont déterminés par la loi de l'offre et de la demande. Pour simplifier l'analyse de la détermination des taux de change peuvent être menés en deux parties.

On s'intéressera tout d'abord à la façon dont sont déterminés les taux de change à long terme. La connaissance des déterminants des taux de change à long terme pourrait ensuite permettre de mieux comprendre les facteurs influençant les taux de change à court terme.

Le point de départ pour appréhender les déterminants des taux de change est une idée simple appelée la loi du prix unique. Si deux pays produisent un bien identique, si les coûts de transport et les barrières commerciales sont négligeables, le prix du bien dans le deux pays doit être identique.

2.4.2. La théorie de la parité des pouvoirs d'achats

La théorie de la parité des pouvoirs d'achat (PPA) est une des théories de change les plus importantes. Cette théorie affirme que le taux de change entre deux monnaies s'ajuste pour tenir compte des variations des niveaux des prix des prix des deux pays.

La théorie de la parité des pouvoirs d'achat est simplement une application de la loi du prix unique au niveau général des prix plutôt d'un bien spécifique.

2.4.3. Les facteurs qui influencent le taux de change à long terme

L'analyse précédente montre qu'à long terme quatre facteurs principaux affectent le taux de change : le niveau général des prix relatifs les barrières commerciales (taxes et quotas à l'importation), la préférence des consommateurs pour les produits domestiques et enfin les différentiels de

productivité. Examinons l'impact de chacun de ces facteurs sur le taux de change.

Le raisonnement fondamental est le suivant tout ce qui accroît la demande de biens domestiques au détriment des produits étrangers provoque l'appréciation du taux de change (la hausse de la d'être achetés même si la valeur de la monnaie nationale augmente. Réciproquement tout ce qui augmente la demande de biens étrangers aux dépens des produits domestiques provoque la dépréciation du taux de change, parce que les produits domestiques ne seront achetés que si la valeur de la monnaie nationale baisse.

a) Le niveau général des prix relatifs

D'après la théorie de la PPA, quand le prix des biens européens augment alors que le prix des biens japonais reste constant, la demande des produits européens continuent à se vendre.

Inversement, quand les prix des biens japonais augmente alors que le prix des biens européens reste constant, la demande des produits japonais baisse, et l'euro a tendance à s'apprécier parce que les produits européens continuent à se vendre même avec un euro qui s'apprécie sur le long terme, une augmentation du niveau général des prix dans un pays (relativement au niveau général des prix de l'autre pays) provoque une dépréciation de la monnaie nationale, et une baisse relative du niveau général des prix dans un pays contribue à l'appréciation de sa monnaie.

b) Les barrières commerciales

Qu'elles soient tarifaires (taxes sur les produits importés) ou quantitatives (quotas à l'importation), les barrières au commerce international affectent le taux de change.

Supposons que l'union européenne augmente les taxes supportées par l'acier japonais on diminue ses quotas d'importation.

Ce renforcement des barrières commerciales se traduit par une hausse de la demande d'acier européen, et l'euro a tendance à s'apprécier,

parce que l'acier européen continuera à se vendre même avec un euro qui s'apprécie. L'augmentation des barrières commerciales dans un pays provoque donc une appréciation de sa monnaie sur le long terme.

C) La préférence pour les biens domestiques

Si le Japon développe un grand appétit pour les produits européens — par exemple, les fromages français, la bière anglaise ou les voitures allemandes — la demande de biens européens augmente (exportations), ce qui provoque une appréciation de l'euro les produits européens continuent à se vendre même si la valeur de l'euro augmente. De même, si les Européens se mettent à préférer les voitures japonaises aux européennes, la demande accrue de produits japonais (importation) déprécie la monnaie nationale et provoque l'accroissement des importations étrangères provoque une dépréciation de la monnaie nationale.

d) La productivité

Si un pays devient plus productif que les autres, il est possible que les entreprises baissent leurs prix (relativement aux prix des autres pays), tout en réalisant des profits identiques.

Par conséquent, la demande de biens nationaux augmente et la monnaie nationale a tendance à s'apprécier.

Inversement, si les gains de productivité d'un pays sont moindres que ceux des autres pays, ses produits deviennent relativement plus chers, et la monnaie a tendance à se déprécier. Sur le long terme, plus un pays devient productif par rapport aux autres, plus sa monnaie s'apprécie.

2.4.4. Les taux de change à court terme

Nous avons présenté une théorie explicative des mouvements du taux de change à long terme. Toute fois pour comprendre les variations du taux de change au jour le jour, qui peuvent être importantes (parfois plusieurs points de pourcentage), il faut compléter cette théorie du long terme par une théorie explicative des mouvements du taux de change au comptant à court terme.

Pour comprendre les mouvements du taux de change à court terme, il faut remarquer que le taux de change est le prix des dépôts bancaires libellés en monnaie nationale, exprimé en dépôts libellés en devises. Le taux de change est donc le prix d'un actif en termes d'un autre actif. Les déterminants de long terme du taux de change présentés ci-dessus jouent un rôle important dans l'approche de court terme.

Les premières études sur la détermination du taux de change insistaient sur le rôle de la demande d'importations et d'exportations. L'approche plus moderne en terme marché d'actifs n'insiste pas autant sur le commerce international est de peu d'importance relativement aux montants des dépôts bancaires domestiques et étrangers.

Ainsi, les opérations de change aux Etats-Unis représentent plus de 25 fois le montant des importations et exportations américaines. Sur des périodes courtes (une année, par exemple), les décisions de garder des dépôts libellés en monnaie nationale ou de les échanger contre des dépôts en monnaie étrangère jouent donc un rôle beaucoup plus important que la demande d'importations ou d'exportations.

Section 3. POLITIQUE DE CHANGE

3.1. Système de change flexible

Le taux de change d'une monnaie évolue également selon qu'il existe ou non une politique de change de l'État dont la monnaie est cotée. Dans un système de change dit *flexible*, on dit qu'une monnaie flotte lorsque son cours est fixé par les seules règles du marché. Plus la monnaie est demandée, plus son cours, c'est-à-dire son taux de change, est élevé. Rares sont toutefois les pays qui se désintéressent de la valeur de leur monnaie. L'intervention des banques centrales sur le marché monétaire agit sur le cours des monnaies : on parle dans ce cas de flottement impur.

3.2. Système de change fixe

Ce système s'oppose au mécanisme dit de change *fixe*. Dans ce cas, ce sont les autorités politiques d'un pays qui déterminent le taux de change officiel de leur monnaie respective. Elles interviennent alors sur le marché

des changes afin de maintenir ce niveau officiel. Ceci ne signifie pas que le cours de change n'est pas affecté par les variations de marché et reste constant.

Le mécanisme d'étalon de change mis en place à la suite des accords de Bretton Woods, qui a fonctionné jusqu'en 1971, était un système de change fixe qui autorisait une fluctuation limitée du cours des monnaies, autour d'une parité, qui, elle, demeurait stable. Cette parité reposait sur la convertibilité d'une monnaie par rapport au dollar, dollar lui-même convertible en or. Lorsqu'un pays ne peut maintenir le taux de change officiel de sa monnaie, il doit alors agir sur la parité officielle de sa monnaie en dévaluant ou en réévaluant celle-ci.

Section 4. LE DOLLAR ET LA DEVALUATION

4.1. Définition et sortes de dollars

Le dollar, est une monnaie qui constitue l'unité de compte des systèmes monétaires d'Australie, du Canada, de Hong Kong, de Nouvelle-Zélande, de Singapour, des Etats-Unis et d'autres Etats. Le mot *dollar* vient de l'ancien mot allemand *Daler* ou *Taler*, abrégé de *Joachim St Haler*, nom d'une pièce d'argent pressée à l'effigie de saint Joachim, frappée pour la première fois en 1519 en Allemagne.

4.2. Présentation, causes et effets de la dévaluation

4.2.1. Présentation

La dévaluation, en économie, est un acte officiel de réduction du taux de change qui permet la conversion d'une devise sur les marchés monétaires internationaux. Un gouvernement peut choisir la dévaluation monétaire lorsqu'un déséquilibre chronique de sa balance commerciale ou de sa balance des paiements existe, compromettant l'acceptation internationale de la monnaie ayant cours légal. La diminution de la valeur d'une monnaie par dévaluation peut se produire lorsqu'un pays a maintenu un taux de change fixe par rapport aux principales devises étrangères. En revanche, quand un taux de change flexible est maintenu, c'est-à-dire, lorsque la valeur de la devise n'est pas prédéterminée, mais fluctue sous les

effets des forces du marché, la diminution de la valeur d'une monnaie est appelé dépréciation.

4.2.2. Causes

Dans un marché libre, la valeur d'une devise nationale est déterminée par l'interaction des deux facteurs suivants : l'offre et la demande. Si la demande de devises est supérieure à l'offre, le pays bénéficie d'une balance des paiements excédentaire. Si la demande de devises est inférieure à l'offre, la balance des paiements est déficitaire. La demande qui s'exprime pour la monnaie d'un pays dépend du volume de ses exportations, de ses investissements intérieurs et de ses avoirs (ou réserves) détenus en devise locale. L'offre ou la circulation de monnaie nationale sur les marchés dépend en partie du volume des importations du pays considéré, de ses investissements à l'étranger et de ses avoirs détenus en monnaie étrangère. Enfin, l'offre dépend de la politique monétaire nationale ; si un pays émet trop de monnaie, provoquant une inflation intérieure, la balance des paiements enregistre un déficit.

Dans un système de taux de change fixe, un pays peut ajuster sa balance des paiements en échangeant sa devise nationale contre des devises étrangères où contre de l'or. Si la balance des paiements demeure excédentaire, le gouvernement peut décider d'acquérir davantage de devises étrangères ou d'or pour revenir à l'équilibre. Inversement, en cas de déficit, le gouvernement peut vendre une partie de ses réserves en monnaie étrangère ou en or, de façon à faire remonter la valeur de la devise nationale. Les réserves nationales en or ou en autres devises étant limitées, le gouvernement peut choisir de remédier à un déséquilibre en modifiant le cours officiel de sa monnaie. Une telle dévaluation est habituellement réalisée par loi ou par décret. Dans un système de taux de change flexible, les modifications du taux de change peuvent aider une nation à atteindre l'équilibre de sa balance des paiements.

4.2.3. Effet de la dévaluation

La dévaluation monétaire affecte principalement la balance commerciale d'un pays, qui représente la différence entre la valeur de ses exportations et celle de ses importations. Une dévaluation diminue la valeur de la devise nationale par rapport aux autres devises; par conséquent, à la suite d'une dévaluation, un pays devra changer une quantité plus importante de sa propre devise pour obtenir la même quantité de devises étrangères. Ce phénomène entraîne une hausse du prix des importations et rend les produits nationaux plus attractifs sur le marché intérieur. Dans, la mesure où il faut moins de devises étrangères pour obtenir un montant identique exprimé en devise dévaluée, le coût des exportations nationales baisse, ce qui rend celles-ci plus attractives pour les consommateurs étrangers.

Une dévaluation doit diminuer le volume d'importations arrivant dans le pays, et augmenter la demande extérieure pour les exportations partant du pays : son efficacité dépend de l'influence d'un changement de prix sur le consommateur et le producteur (élasticités de l'offre et de la demande). L'amélioration de la balance commerciale nationale devrait entraîner un nouveau flux de monnaie étrangère dans le pays, et finalement une amélioration de la balance globale des paiements du pays considéré.

L'effet global d'une dévaluation monétaire dépend des élasticités réelles de l'offre et de la demande de produits de consommation. Plus la demande d'importations et d'exportations de biens commerciaux est élastique, plus grand est l'effet de la dévaluation sur le déficit commercial du pays et, par conséquent, sur sa balance des paiements ; moins la demande est élastique, plus l'amplitude de la dévaluation visant à corriger le déséquilibre constaté est importante.

La dévaluation est souvent dénoncée comme étant une pratique monétaire inflationniste, car elle augmente la valeur, exprimée en monnaie locale, des importations et des exportations. La dévaluation est une politique impopulaire, surtout dans les petits pays très dépendants de leurs importations pour la satisfaction de besoins alimentaires ou structurels. –

4.3. Dévaluation du Dollar Américain

Ce système fonctionna de façon satisfaisante jusqu'au milieu des années 1960, lorsque les États-Unis commencèrent à enregistrer un déficit important de leur balance des paiements. L'offre de dollars dépassait la demande, et certains pays réclamaient une dévaluation du dollar. Les États-Unis et certaines nations la refusèrent, en invoquant le statut privilégié du dollar, au centre du système monétaire international.

La permanence des déficits de la balance des paiements américaine entraîna une baisse de la confiance dans le dollar, se traduisant par la suspension de la convertibilité du dollar en or, décidée par le président Richard Nixon le 15 août 1971. En décembre 1971, les dix plus grandes puissances économiques se réunirent à Washington, pour corriger le système mis au point à la conférence de Breton Woods. L'accord final, appelé Smithsonian Agreement (1971), élargit l'intervalle autorisé pour la fluctuation d'une monnaie, à 2,25 p. 100 au-dessus ou en dessous de son cours légal. A la suite de cette réunion, les États-Unis appliquèrent une dévaluation de 8 p. 100 à leur monnaie, et la valeur de la livre sterling fut également revue à la baisse.

La dévaluation du dollar intervenue en 1971 n'eut aucun effet positif immédiat sur la balance commerciale des États-Unis, en raison de la faible élasticité du prix des importations et des exportations américaines. Les chiffres témoignent même d'une aggravation, le déficit commercial passant de 2,3 milliards de dollars en 1971 à 6,4 milliards en 1972. Simultanément, le gouvernement menait une politique monétaire excessivement expansionniste, l'abondance de l'offre en dollars atteignant des niveaux historiques. Les forces du marché poussant donc le dollar à la baisse, celui-ci subit une nouvelle dévaluation de 10 p. 100 en février 1973. Les États-Unis enregistrèrent un excédent commercial en 1973, mais leur balance commerciale fut très affectée, jusqu'à la fin de la décennie, par la forte hausse des cours du pétrole décidée la même année. Les États-Unis commencèrent en 1973 à promouvoir la doctrine des taux de change flexibles, selon laquelle le cours d'une devise est seulement fonction du

rapport entre l'offre et la demande. Dans les faits, ce choix signifiait la fin du système de Breton Wood.

Selon les principes de ce système de taux de change flexible, le dollar s'est apprécié d'environ 100 p. 100 vis-à-vis des devises des dix pays les plus industrialisés, entre juin 1980 et mars 1985. L'appréciation du dollar a finalement conduit à la constitution d'un très important déficit commercial américain. En septembre 1985, les représentants du Royaume-Uni, de la République fédérale d'Allemagne, de la France, du Japon et des États-Unis décidèrent d'unir leurs efforts pour faire baisser la valeur du dollar; une année suffit pour atteindre une baisse de 40 p. 100 face au mark allemand, et de 50 p. 100 face au yen japonais.

Le Système monétaire européen, rassemblant les membres de la Communauté économique européenne (aujourd'hui Union européenne), autour du principe des taux de change fixes, cessa de fonctionner sous l'effet d'attaques spéculatives en septembre 1992. En quittant le système, l'Italie et le Royaume-Uni acceptèrent la dévaluation de leurs devises, que les spéculateurs considéraient comme surévaluées ; l'intervention concertée des banques centrales, au niveau mondial, ne permit pas d'obtenir une appréciation de ces monnaies. Depuis, aucune tentative d'établissement d'un système strictement fondé sur un taux de change fixe ne s'est produite.

Section 5. DEFLATION ET INFLATION

L'inflation et la déflation, en économie sont des termes désignant la diminution ou l'augmentation du pouvoir d'achat de la monnaie en biens et services.

5.1. INFLATION

L'inflation est une augmentation ample et soutenue du niveau général des prix, mesurée par un index du coût de différents biens et services. Une augmentation répétée des prix érode le pouvoir d'achat de la monnaie et des autres actifs financiers à valeur fixe, provoquant ainsi de graves distorsions et incertitudes économiques. L'inflation apparaît lorsque des

pressions économiques et l'anticipation de certains événements font monter la demande en biens et en services au-delà de l'offre disponible aux prix existants, ou lorsque la production disponible est réduite par une productivité défailante ou par les contraintes du marché.

5.2. DEFLATION

La déflation est une baisse soutenue du niveau général des prix, comme celle qui est survenue au cours de la crise économique de 1929. Elle est généralement associée à une érosion prolongée de l'activité économique et à un niveau de chômage élevé. Néanmoins, les baisses de prix généralisées sont aujourd'hui très rares, et l'inflation est devenue la principale variable macroéconomique affectant la planification économique, publique ou privée.

5.3. Types d'inflation

Une inflation rampante, de quelques points de pourcentage par an, ne constitue pas une menace grave pour le progrès économique et social. Elle peut même stimuler l'activité économique. En effet, l'illusion d'une augmentation du revenu au-delà de la productivité réelle encourage la consommation, et l'investissement dans l'immobilier s'accroît par l'anticipation d'une future hausse des prix. Dans l'activité commerciale, l'investissement en usines et en équipements s'accélère car les prix montent plus vite que les coûts, et les particuliers, les entreprises et les organismes publics emprunteurs prennent conscience que les prêts seront remboursés avec de l'argent porteur de moins de pouvoir d'achat. Plus grave est le modèle de *l'inflation chronique*, caractérisé par une hausse des prix plus importante atteignant des taux annuels compris entre 10 p. 100 et 30 p. 100 dans certains pays industrialisés et parfois même 100 p. 100 ou plus dans quelques pays du tiers monde.

L'inflation chronique tend à devenir permanente et installe un cercle vicieux. Pour s'adapter à l'inflation chronique, les activités économiques normales se dérèglent : les consommateurs achètent des biens et des services pour éviter de payer des prix encore plus élevés dans le futur ; la

spéculation immobilière s'accroît ; les investissements commerciaux se concentrent sur le court terme; les incitations à épargner, ou à souscrire à une assurance, à un plan de retraite ou à des obligations à long terme sont restreintes, car l'inflation réduit le pouvoir d'achat à terme de ces produits financiers les gouvernements accroissent rapidement leurs dépenses dans l'attente de revenus gonflés ; les nations exportatrices voient la compétitivité de leur commerce compromise et sont contraintes de recourir au protectionnisme et à un contrôle arbitraire de la monnaie.

Dans sa forme extrême, la hausse chronique des prix devient de *l'hyperinflation* et provoque la chute du système économique entier. Comme, l'hyperinflation qui frappa l'Allemagne après la Première Guerre mondiale eut pour effet de multiplier le volume de la monnaie en circulation par plus de 7 millions et les prix par 10 millions sur les seize mois qui précédèrent novembre 1923. D'autres exemples d'hyperinflation se produisirent aux États-Unis et en France à la fin du XVIIIe siècle, en URSS et en Autriche après la Première Guerre mondiale, en Hongrie, en Chine et en Grèce après la Seconde Guerre mondiale, et dans quelques pays du tiers-monde au cours de ces dernières années. Au cours d'une période d'hyperinflation, la monnaie et le crédit s'accroissent à un rythme exponentiel, détruisant tous les liens existant entre valeur réelle et valeur nominale et rendant nécessaires des systèmes complexes de troc. Les gouvernements recourent à la planche à billets pour financer l'augmentation des programmes de dépenses, et ces financements inflationnistes des déficits budgétaires (*voir* Budget) détruisent la stabilité économique, sociale et politique.

À l'époque du bimétallisme ou de l'étalon or, une forme importante d'inflation était l'adultération de la monnaie, qui consistait pour un souverain à réduire la quantité de métal précieux contenue dans les pièces de monnaie. Si cette opération assurait des profits à court terme à l'État, qui pouvait frapper plus de monnaie pour la même quantité de métal précieux, elle faisait monter les prix à long terme, en raison de la loi de Gresham, qui veut que la « mauvaise monnaie chasse la bonne

Ces adultérations servaient souvent à financer l'effort de guerre, ce qui explique en partie la corrélation qui existe entre l'inflation et les soulèvements politiques. En Europe, l'afflux d'argent venu du Nouveau Monde à partir du XVI^e siècle aurait également contribué à la croissance progressive de l'inflation à partir de cette époque, étant donné que la valeur du métal précieux tendait à diminuer. Les gouvernements actuels procèdent à de telles adultérations lorsqu'ils impriment plus de monnaie où en modifie la valeur par un autre moyen.

5.3. Sortes d'inflation

5.3.1. L'inflation par excès de monnaie

Selon cette approche monétariste basée sur la théorie quantitative de la monnaie, il existe une relation de causalité entre la quantité de monnaie émise et niveau des prix.

5.3.2. L'inflation par la demande

Il y a l'inflation lorsque le niveau de la demande de bien et services devient supérieur à celui de l'offre.

5.3.3. L'inflation par les coûts

Elle correspond d'une hausse des prix provoqués par une augmentation des coûts de production sans excès de demande mais entraînant une baisse de l'offre de quantité en quantité.

5.3.4. La spirale inflationniste

Au fur et à mesure que le phénomène inflation se manifeste, exerce une action réciproque de la demande et des coûts. Coûts et prix réagissant les uns sur les autres. Cette réaction en chaîne s'apparente à une spirale qui, sans mesures appropriées, risque d'être dramatique pour l'économie nationale.

5.4. CAUSES ET CONSEQUENCES

5.4.1. Causes

L'inflation par la demande se produit lorsque le total de la demande excède l'offre disponible, entraînant des hausses de prix et faisant monter

les salaires, le coût des matériaux, ainsi que les coûts d'exploitation et de financement. L'inflation par les coûts se produit lorsque les prix montent pour couvrir le total des coûts et maintenir les marges bénéficiaires. Une spirale coûts-prix finit par se développer lorsque tous les groupes d'intérêt et toutes les entités économiques répercutent chaque augmentation. Une déflation se produit lorsque les effets de la spirale sont inversés.

Pour expliquer comment les composantes de base de l'offre et la demande peuvent varier, les économistes ont proposé trois théories différentes : la quantité de monnaie disponible, le niveau général des revenus, ainsi que la productivité et les coûts comme variables de l'offre. Pour les partisans du monétarisme, les modifications du niveau des prix reflètent les fluctuations de la monnaie disponible, définie traditionnellement par l'argent en numéraire et les comptes de dépôt à vue. Selon eux, pour que les prix soient stables, la masse monétaire doit s'accroître à un rythme stable adapté à la capacité de production réelle de l'économie. Les adversaires de cette théorie rétorquent que les modifications de la masse monétaire sont une conséquence, non une cause, des variations du niveau des prix.

La théorie du niveau général des ressources est fondée sur l'oeuvre de l'économiste britannique John Maynard Keynes, publiée au cours des années 1930. Selon ce dernier, la consommation et l'investissement sont déterminés par les modifications du revenu national. Ainsi les dépenses budgétaires et la politique fiscale d'un gouvernement doivent-elles être utilisées pour maintenir des niveaux optimaux de production et d'emploi. Ensuite seulement, la masse monétaire doit être ajustée de manière à financer le niveau désiré de croissance économique tout en évitant des crises économiques et des taux d'intérêt élevés qui décourageraient la consommation et l'investissement. Ainsi, selon cette théorie, les dépenses publiques et la politique fiscale peuvent être utilisées pour compenser l'inflation et la déflation par un ajustement de l'offre et de la demande.

La troisième théorie se concentre sur les éléments relatifs à l'offre. Ceux-ci incluent le rythme à long terme de l'investissement en capital et le

progrès technologique, les modifications de la composition et de l'âge de la force de travail, le déplacement des activités industrielles, la rapide prolifération des réglementations nationales, le détournement de l'investissement vers des usages non productifs, la rareté croissante de certaines matières premières, les événements sociaux et politiques qui ont réduit les incitations à travailler, ainsi que des chocs économiques divers tels que problèmes monétaires et commerciaux, augmentations importantes du prix du pétrole et récoltes désastreuses dans l'une ou l'autre partie du monde. Ces problèmes relatifs à l'offre peuvent jouer un rôle important dans l'élaboration de politiques monétaires et budgétaires.

5.4.2. Conséquences

Les effets spécifiques de l'inflation ou de la déflation se mêlent et varient dans le temps. La déflation est généralement causée par le ralentissement de la production économique et le chômage. Des prix bas peuvent finir par encourager la consommation, l'investissement et le commerce extérieur, mais seulement à condition que les causes fondamentales de la détérioration initiale aient été corrigées.

L'inflation commence par accroître les bénéfices commerciaux, car les salaires et les autres coûts augmentent moins vite que les prix, ce qui permet plus d'investissements et de plus gros paiements de dividendes et d'intérêts. De plus, les dépenses personnelles augmentent parfois grâce à une anticipation des augmentations futures et, dans l'immobilier, l'espoir de voir monter les prix peut également attirer des acheteurs. L'inflation intérieure peut améliorer provisoirement la balance commerciale dans la mesure où le même volume d'exportations peut être vendu plus cher. Enfin, les dépenses publiques augmentent parce que de nombreux programmes sont, officiellement ou non, indexés sur l'inflation pour maintenir la valeur réelle des services publics et des transferts de ressources. L'État peut également anticiper le paiement de budgets plus importants avec les recettes fiscales provenant de revenus gonflés par l'inflation.

Néanmoins, malgré tous ces avantages temporaires, l'inflation finit par dérégler les activités économiques normales, surtout si son rythme varie. Les taux d'intérêt tiennent généralement compte du rythme d'inflation anticipé qui alourdit les coûts de production, décourage la consommation et fait baisser la valeur des actions et des obligations. La hausse des taux des prêts hypothécaires et l'envolée des prix de l'immobilier découragent la construction. L'inflation érode le pouvoir d'achat réel des revenus et des actifs financiers, ce qui réduit la consommation, surtout si les consommateurs ne peuvent pas ou ne veulent pas utiliser leur épargne ou accroître leurs dettes personnelles. L'investissement souffre du déclin général de l'activité économique et les profits sont limités dans la mesure où les employés demandent à ce que l'inflation qui frappe leurs revenus soit compensée par des mécanismes automatiques de hausse des salaires.

La plupart des matières premières et des coûts d'exploitation réagissent très rapidement aux signaux inflationnistes. Des prix plus élevés finissent par nuire aux exportations, provoquant des déficits dans le commerce extérieur et entraînant des problèmes de taux de change. L'inflation est un élément essentiel dans les booms et récessions des cycles économiques, qui provoquent des distorsions indésirables dans les prix et l'emploi, ainsi qu'une incertitude généralisée quant aux performances futures de l'économie.

Les effets de l'inflation sur chaque individu dépendent de nombreux facteurs. Les catégories de population dont les revenus sont relativement fixes, particulièrement dans les catégories de bas revenus, souffrent de l'inflation, alors que celles dont le revenu est plus flexible ou négociable peuvent le maintenir, voire l'accroître. Ceux qui dépendent d'avoirs à valeur nominale fixe, tels que comptes d'épargne, pensions, assurances ou titres de créance à long terme, souffrent de l'érosion de la richesse réelle. En revanche, ceux dont les avoirs ont une valeur fluctuante, comme les biens immobiliers, les objets d'art, les matières premières et les biens permanents, peuvent maintenir ou accroître la valeur de leur patrimoine.

Les salariés du secteur privé luttent pour introduire des indexations sur le coût de la vie dans leurs contrats de travail. Les emprunteurs bénéficient de l'inflation alors que les prêteurs en souffrent, car les prêts hypothécaires, personnels et commerciaux ainsi que les emprunts d'état sont remboursés avec de l'argent déprécié et les taux d'intérêt parviennent rarement à rattraper les taux d'inflation. Une « psychologie inflationniste » finit par inspirer toutes les décisions économiques, publiques ou privées.

5.4.2.1. Conséquences économiques et sociales

a) L'inflation est la source d'injustice sociale:

Elle peut même provoquer une redistribution des revenus. Elle favorise les débiteurs, l'Etat en particulier, au détriment des créanciers qui reçoivent, en remboursement de leurs créances, une quantité d'unité monétaire, nominalement équivalentes, mais dont les revenus varient en fonction de la hausse des prix, mais sont néfastes pour l'épargnant (euthanasie du rentier). Durant les dernières années, certains pays occidentaux ont connu un taux d'érosion monétaire supérieur au taux d'intérêt des emprunts publics à long terme.

Selon J. Rueff, « elle répartit les hommes en trois classes : ceux qui en souffrent (plus nombreux), ceux qu'elle laisse indifférents, ceux qui en tirent profit. Le ressentiment des derniers. Bien plus que l'idéologie marxiste, l'inflation engendre l'esprit de classe ».

b) L'inflation tue l'esprit d'épargne et nuit ainsi aux investissements:

Bien que source de la croissance, on a cependant pu voir le financement d'investissement par l'inflation : « L'histoire nous apprend que les périodes d'inflation ont toujours été des périodes de renouvellement » des techniques. Elle crée un climat de méfiance, entraîne souvent un accroissement des dépenses et conduit ainsi à l'hyperinflation. Elle provoque le déficit de la balance des paiements en effet, d'une part, la demande intérieure pousse aux importations massives ; d'autre part, la

hausse des prix intérieurs devient un obstacle aux exportations à moins qu'une nouvelle parité de la monnaie ne soit fixée officiellement.

En conséquence, elle est à l'origine de la diminution des réserves de changement d'autant plus que la spéculation risque d'entrer en jeu. Pour l'activité économique, l'inflation peut apparaître comme un stimulant bienfaisant, pour autant qu'elle n'excède pas certaines limites. « Dans un climat moral dégradé, l'inflation entretient une prospérité . . . il n'y a pas de faillites, il n'y a pas de chômage, les profits sont faciles à réaliser. . . Mais cette prospérité est-elle saine ? On peut seulement demander. La facilité ne pousse pas au progrès. On ne rationalise pas en période d'inflation.

5.5. MESURES DE STABILISATION

Tout effort réel de lutte contre l'inflation ne peut être que difficile, risqué et long, parce que la rigueur tend à réduire la production réelle et l'emploi avant même que son efficacité se manifeste, alors que les mesures de relance budgétaires et monétaires commencent au contraire par faire augmenter l'activité économique avant de faire monter les prix. Ce phénomène explique la prédominance des politiques de relance. Les efforts de stabilisation tentent d'annuler les distorsions produites par l'inflation et la déflation en restaurant une activité économique normale. Pour être efficaces, ces efforts doivent être soutenus et ne pas se limiter à des mesures d'ajustement occasionnelles, qui souvent ne font qu'amplifier les variations cycliques. Une condition essentielle de succès est une croissance stable de la monnaie et du crédit ajustée à la croissance réelle et aux besoins des marchés financiers.

À long terme, la banque centrale peut influencer sur la disponibilité et le coût de l'argent et du crédit en faisant varier le seuil des réserves financières obligatoires des banques, mais également par d'autres mesures. Lors des phases cycliques d'expansion, la rigueur monétaire réduit la pression inflationniste. Dans les phases cycliques de récession, au contraire, une politique accommodante contribue à la remise sur pied des finances. Mais les autorités monétaires ne peuvent restaurer la stabilité économique

de façon unilatérale si la consommation et l'investissement privé provoquent des pressions inflationnistes ou déflationnistes ou si d'autres mesures prises par le gouvernement ont un effet opposé aux leurs.

Les dépenses publiques et la politique fiscale doivent être cohérentes avec la politique monétaire pour parvenir à créer la stabilité et éviter des revirements exagérés dans la politique économique. Les déficits budgétaires importants des gouvernements doivent notamment être financés par l'emprunt ou par la planche à billets. Le recours à cette dernière méthode entraîne inévitablement une pression inflationniste. Pour être efficaces, les efforts de stabilisation doivent comprendre des mesures monétaires et budgétaires cohérentes et soutenues.

Pour combattre l'inflation et éviter la stagnation que crée une déflation, il est important d'agir également sur l'offre. Les moyens d'action comprennent une augmentation des incitations à l'épargne et à l'investissement, des efforts financiers dans la recherche et le développement de la technologie, l'amélioration des techniques de gestion et de la productivité du travail par la formation, des efforts importants pour entretenir les sources de matières premières et en développer de nouvelles, ainsi que la réduction des réglementations superflues.

Certains analystes préconisent l'utilisation de diverses mesures sur les revenus pour combattre l'inflation. Ces mesures vont des cadres de réglementation obligatoires fixés par le gouvernement pour les salaires, les prix, les loyers et les taux d'intérêts à de simples propositions facultatives, en passant par des incitations ou des dissuasions fiscales. Les partisans de ces actions considèrent qu'une intervention de l'État peut compléter les mesures monétaires et budgétaires de base. Leurs adversaires soulignent l'inefficacité des programmes de contrôle engagés par les nations industrialisées dans le passé et mettent en question l'aspect positif d'un accroissement des interventions de l'État dans les décisions économiques privées. Il est probable que, dans le futur, les mesures de stabilisation se concentreront sur une coordination des mesures monétaires et budgétaires

et sur un renforcement des actions sur l'offre pour restaurer la productivité et développer de nouvelles technologies.

Tous les problèmes nationaux d'inflation et de déflation, ainsi que les politiques relatives à ces problèmes, prennent une importance accrue dans le contexte de mobilité des investissements et de la spéculation des marchés déréglementés et mondialisés de la fin du XXe siècle. Lorsque les milieux financiers internationaux peuvent changer en quelques minutes la valeur d'une monnaie ou plonger un pays dans la récession parce qu'ils fuient des mesures inflationnistes, la stabilité économique ne peut être préservée que par une gestion rigoureuse.

Chapitre II. RELATION ENTRE LE PRODUIT INTERIEUR BRUT ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE

L'augmentation du PIB est assimilée généralement par un phénomène complexe appelé croissance économique. Par ailleurs, les mouvements de l'activité économique s'accompagnent de nombreux déséquilibres dont les principaux sont : le chômage, l'inflation, les déficits budgétaires et extérieurs. Entre la croissance et le développement la différence est qualitative.

Plusieurs auteurs s'efforcent de donner une définition à ce concept. mais pour cette investigation nous allons prendre celles de François Perroux et Kuznets, pour mieux faire comprendre notre recherche.

Pour François Perroux, la croissance économique est « l'augmentation soutenue durant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension : pour une nation, le produit global brut ou net, en termes réels ». La croissance économique correspond donc à l'accroissement de la quantité de biens et de services produits dans un pays au cours d'une période donnée⁷.

Selon Kuznets⁸ (prix Nobel des sciences économiques en 1971), la croissance économique d'un pays peut être définie comme une hausse de long terme de sa capacité d'offrir à sa population une gamme sans cesse élargie des biens économiques. Cette capacité de croissance est fondée sur le progrès technique et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle requiert.

Plus généralement, la croissance économique est l'accroissement durable du produit global net, en termes réels, d'une économie. C'est donc un phénomène quantitatif que l'on peut mesurer, et un phénomène de longue durée.

La croissance économique est un processus quantitatif que traduit, pour un système productif, l'accroissement de son produit intérieur brut

⁷ KANKWANDA, G., Théories de croissance économique, Manuel à l'usage des étudiants de L1 ECO et G., UNIKIN, 2007, p. 7

⁸ MONTOUSSE, M., Théories économiques, Edition Bréal, Paris, 2003. P.65

(PIB). A cet égard, l'indicateur le plus utilisé pour mesurer la croissance est le produit intérieur brut (PIB) ou le produit national brut (PNB).

Section 1. LES SOURCES ET LES LIMITES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE.

Quand on se demande quelle est la source de quelque chose, cela signifie que l'on recherche son origine. Pourquoi rechercher l'origine de la croissance économique ? Bien sûr, parce que tous les pays courent après et souhaitent obtenir la croissance économique la plus élevée possible. Identifier les sources de la croissance est donc notre premier objectif dans cette section. Mais quand nous aurons vu comment la croissance peut advenir, nous devons nous demander si on a bien raison de courir après cette croissance, et ce qui pourrait, ou devrait, limiter cette poursuite.

1.1.1. Les sources de la croissance.

D'où vient la croissance économique, c'est-à-dire comment expliquer l'augmentation des quantités produites ? Il faut remonter, bien sûr, aux facteurs de production, capital et travail, et surtout à l'efficacité de leur combinaison repérée par la productivité.

La croissance peut provenir d'une main d'œuvre plus nombreuse et/ou plus productive. Le travail est apporté par les hommes (et les femmes). Il s'agit de l'activité qu'ils mettent au service de la production de biens et services. La quantité de travail effectivement utilisée est mesurée par la population active occupée. Si celle-ci augmente dans un pays, il est logique que la production augmente, toutes choses étant égales par ailleurs. Il y aura donc croissance économique.

Remarquons que, dans les sociétés modernes, seul le travail rémunéré est pris en compte : l'activité des bénévoles, même s'ils passent de nombreuses heures, par exemple à animer un club de loisirs ou de sport, n'est pas considérée comme du travail, tout comme le ménage fait par une mère de famille (alors que cela serait du travail si cette femme faisait le ménage dans une école, par exemple, ou dans une autre famille en étant payée et déclarée).

Si le travail est toujours nécessaire pour produire, il est toutefois possible d'accroître la production sans augmenter la quantité de travail utilisée, à condition d'améliorer l'efficacité du travail, ce que l'on appelle plus souvent la productivité du travail⁹.

1.1.2. L'augmentation de la productivité du travail

Répartir le travail entre les travailleurs et les spécialiser permet d'augmenter la productivité. Cela est possible par la division technique du travail. Pour augmenter l'efficacité du travail, on observe qu'il faut répartir entre plusieurs travailleurs, les différentes phases de fabrication d'un produit. Chaque travailleur n'effectuera plus qu'une partie, parfois très petite, de l'ensemble de la fabrication. Il sera spécialisé dans une seule tâche et c'est le collectif des travailleurs qui assurera la production et non plus un travailleur isolé. On divise donc le travail entre autant de travailleurs qu'il y a de tâches différentes dans la production.

Au total donc, la division technique du travail augmente la productivité et permet de produire de beaucoup plus grandes quantités dans le même temps.

1.1.3. L'accumulation du capital et du progrès technique.

a. Le rôle de l'accumulation du capital

C'est l'investissement qui permet cette accumulation de capital productif. L'entreprise, en s'équipant en machines permet à ses travailleurs de produire plus efficacement. Un même travailleur, dans le même temps, produira davantage qu'avant l'introduction des machines. Depuis la révolution industrielle, on observe que le stock de capital par travailleur a considérablement augmenté, y compris dans les services qui étaient restés un peu à l'écart de ces progrès. L'intensité capitaliste de la production s'est accrue, c'est-à-dire que pour produire moins de travail, donc). Cela élève évidemment la productivité du travail.

b. Le rôle du progrès technique

⁹ BRISES TERMINALES : Banque de Ressources Interactives en Sciences Economiques et Sociales : <http://brises.org>

Le progrès technique est à l'origine de nouvelles machines ou de nouveaux procédés de fabrication. Il permet aussi de concevoir des produits nouveaux. En ce sens, il est aussi à l'origine de l'augmentation de la productivité. Il est souvent en amont des investissements, qui viennent le mettre en œuvre.

1.1.4. Les limites de la croissance économique.

Faut-il chercher à tout prix à accélérer la croissance économique ? le pourra-t-on même ? Ce sont les deux questions que nous allons aborder ici : d'abord, quelle signification accorder à l'obtention d'un taux élevé de croissance économique ; ensuite pourra-t-on durablement soutenir cette croissance rapide ?

Avant d'entamer la présentation de ces deux questions, il faut rappeler que l'indicateur mesurant la croissance économique est le taux de croissance annuel du P.I.B. Le P.I.B. est un agrégat de la comptabilité nationale dont la construction, comme celle de tous les indicateurs, n'est pas sans poser des problèmes. De ce fait, la croissance économique ainsi mesurée n'est peut-être pas complètement fidèle à ce qui se passe dans la réalité et les comparaisons que l'on fait entre les pays peuvent aussi être biaisées.

1.1.5. Les causes qui empêchent de poursuivre le processus actuel de croissance

a. L'épuisement des ressources naturelles

La croissance actuelle épuise les ressources non renouvelables comme les matières premières et l'énergie et rejette en quantités grandissantes des déchets qu'elle ne sait pas traiter. Ce ne sont pas seulement les écologistes qui le disent. Tous les experts soulignent les dangers que nous courons en maintenant notre modèle de croissance.

b. Les inégalités de richesses

La croissance actuelle, parce qu'elle est très inégale et très inégalement répartie, exacerbe les tensions entre les pays. Le risque des

conflits majeurs n'est pas à écarter si le fossé qui sépare les pays développés des autres ne tend pas à se résorber, ce qui n'est pas le cas pour le moment, à de rares exceptions près.

c. La controverse de l'indicateur de base : le PIB

Le PIB est un indicateur controversé car bien qu'utile d'un point de vue statistique pour déterminer la croissance d'un pays ou d'une région, il n'intègre pas toutes les composantes qui contribuent à la qualité de vie des habitants¹⁰. Du fait de cette incomplétude, un taux de croissance économique élevé n'est pas forcément révélateur d'une augmentation du niveau de vie.

Par exemple, le PIB enregistre des hausses quantitatives qui peuvent ne pas être en faveur du progrès social comme la production d'alcool et de tabac. De même, une augmentation des frais médicaux relevant de l'accroissement des maladies professionnelles engendre une variation positive de la croissance économique.

Autre source de critique, le PIB ne mesure qu'une partie de l'activité économique, celle du travail monétarisé. Ainsi, le travail domestique non rémunéré n'est pas intégré dans ses composantes. Les impacts écologiques négatifs engendrés par les activités de production ne sont pas déduits des productions comptabilisées dans le PIB.

Le P.I.B. est un indicateur économique, mais il n'inclut pas un certain nombre d'activités essentielles pour le maintien des solidarités entre les membres d'une société, en particulier des services. La richesse d'une nation, est-ce seulement les richesses matérielles qu'elle réussit à produire ? C'est un peu ce que laisse croire le calcul de la croissance à partir du P.I.B. Mais n'est-ce pas aussi l'état de santé (y compris mentale) de la population, son niveau d'instruction, la qualité des rapports sociaux entre les membres de la société, ou d'autres éléments ? Le problème est que ces éléments ne se laissent pas facilement mesurer. Pourtant on sait bien que la qualité de la

¹⁰ GADRY J. et JANY-CATRICE F., Les nouveaux indicateurs de richesses, La découverte, Paris, 2005 disponibles sur www.insee.fr

vie est aussi importante que la quantité de biens dont on dispose (mais les deux ne sont pas indépendants l'un de l'autre, évidemment). Le P.I.B. n'est pas un indicateur de bien être.

Section 2. LES FACTEURS DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Dans cette section il est question de parcourir les facteurs liés à l'offre, ceux liés à la demande. Les facteurs d'ordre psychologique et Le rôle de l'Etat.

2.1.1. Les facteurs liés à l'offre

Les raisonnements en termes d'offre se placent du côté de la structure productive. Comment expliquer qu'une entreprise exemple puisse augmenter sa production ? En fait, cette augmentation peut s'expliquer :

- soit par l'augmentation de la quantité de facteurs de production (capital et travail) utilisés par l'entreprise on parle alors de *croissance extensive*.

- soit par l'amélioration de l'efficacité des facteurs de production utilisés, c'est-à-dire de leur productivité : on parle alors de *croissance intensive*.

Le rôle de l'entrepreneur est essentiel dans la croissance économique car c'est lui choisit la combinaison productive. C'est lui aussi qui prend les décisions d'investissement ou celles concernant la recherche sur des produits nouveaux, par exemple.

L'entreprise cherche à améliorer sa productivité, en particulier parce que cela aura des conséquences favorables sur son profit. Ce faisant, elle contribue à la croissance de la production. Soit en produisant davantage elle-même, soit en économisant des facteurs de production qui seront alors disponibles pour augmenter la production dans d'autres entreprises¹¹.

2.1.2. Les facteurs liés à la demande

¹¹ BRISES-TERMINALES : Banque de Ressources Interactives en Sciences Economiques et Sociales : <http://brises.org>, op-cit

Les raisonnements en termes de demande se placent cette fois-ci du côté des achats. Si une entreprise augmente sa production, c'est pour répondre à la demande qui lui est adressée.

Cette demande, comme le montre l'équilibre emploi/ressources, provient de la consommation, des investissements et du reste du monde.

2.1.2.1. La consommation finale

Celle-ci provient des ménages et des administrations publiques nationales, ce qui constitue la consommation privée et la consommation publique des biens et services d'une nation. Celles-ci peuvent être un facteur très important de la croissance économique en ce sens qu'elles montrent comment les richesses sont consommées au sein d'une économie.

2.1.2.2. L'investissement

L'investissement public ou privé, c'est-à-dire l'augmentation du stock de capital a des effets sur la croissance. Il vise souvent à mettre en œuvre le progrès technique. Traditionnellement, on dit que l'investissement est un facteur de croissance, c'est-à-dire qu'il est un des éléments à l'origine de la croissance économique. Mais l'affirmer ne suffit pas, encore faut-il comprendre pourquoi. Autrement dit, quels sont les mécanismes qui expliquent que les investissements favorisent la croissance ? La réponse ne sera pas la même à court et à moyen terme, et nous verrons aussi que les investissements publics peuvent jouer un rôle spécifique

a. A court terme, L'investissement favorise La croissance en augmentant La demande de biens et services.

Investir, c'est acquérir du capital, c'est-à-dire des machines, des bâtiments, des brevets, etc. En conséquence, puisque investir c'est acheter, l'investissement représente une composante de la demande globale, à côté de la consommation. Si l'investissement augmente, la demande globale augmente : il faut produire davantage de machines, par exemple, pour répondre à la demande d'investissement des entreprises.

Keynes a montré que l'accroissement de l'investissement entraînait un accroissement plus que proportionnel du Revenu National c'est ce que

l'on appelle le mécanisme du multiplicateur. Pour que ce processus puisse se mettre en place, il faut que les capacités de production ne soient pas, à l'origine, toutes utilisées : sinon, il n'aurait pas de possibilité de répondre à l'augmentation de la demande en biens d'équipement, sauf à réduire la consommation ou les exportations ou à augmenter les importations.

Donc, à court terme, l'investissement, parce qu'il est une composante de la demande globale, peut générer de la croissance, sous certaines conditions. On peut remarquer que, bien qu'il représente une part bien plus faible dans la demande que la consommation, l'investissement joue un grand rôle dans les variations de la demande à court terme en effet, la consommation est relativement stable dans le temps, elle a une grande force d'inertie, alors que l'investissement est beaucoup plus instable, il augmente ou diminue en fonction des anticipations des agents. Dans les fluctuations conjoncturelles (à court terme, donc) de l'activité, les variations de l'investissement jouent finalement un grand rôle.

b. A moyen terme, l'investissement favorise la croissance en augmentant les capacités de production.

Investir, c'est acquérir des moyens de production. Donc, une fois qu'elle a investi, l'entreprise a augmenté ses capacités de production. Elle peut donc produire plus de biens et services. A moyen terme, l'investissement agit donc directement sur l'offre. Par ailleurs, l'investissement va permettre de mettre en œuvre le progrès technique, notamment en permettant de mettre en place de nouveaux procédés de production (en achetant une machine plus performante ou un ordinateur "dernier cri"). Il permet ainsi l'accroissement de la productivité permettant la croissance. Il a donc un rôle essentiel dans la croissance, qui est à relier à celui du progrès technique et que nous allons très bientôt étudier.

2.1.2.3. Les échanges extérieurs

Les exportations nettes sont inversement fonction du niveau général des prix. Ainsi, une augmentation du niveau général des prix va engendrer une diminution des exportations nettes car les produits locaux deviennent alors relativement plus cher par rapport aux produits étrangers ; dans ce

cas, les exportations diminuent et les importations augmentent, et donc (X-M) diminue. À l'inverse, une diminution du niveau général de prix entraîne une augmentation des exportations nettes.

En conséquence, les variations du niveau des prix provoquent des variations en sens inverse de la demande globale. Ce qui montre qu'une bonne politique des échanges extérieurs peut être porteur de la croissance économique.

C'est ainsi que Pierre Fortin affirme dans son cours de macroéconomie intermédiaire que la demande mondiale de matières premières, qui détermine les prix de ces dernières et la conjoncture financière internationale, qui secoue périodiquement la répartition mondiale des capitaux flottants et donc les taux de change ont des effets sur les exportations et les importations¹².

2.1.3. Le rôle de l'Etat.

A priori, que l'investissement soit public ou privé ne change rien à ses effets sur l'offre ou la demande. Cependant, l'investissement public présente certaines spécificités en relation avec les domaines qu'il concerne. Il concerne d'abord les infrastructures (de transports, de télécommunications, etc.) qui sont utiles à tous. Il concerne aussi la construction de bâtiments nécessaires à la production de services comme l'enseignement ou la santé (construction d'un hôpital par exemple). Ces investissements présentent l'avantage d'avoir des effets externes positifs importants. Ils ne pourraient être assurés par le secteur privé du fait de leur faible rentabilité à court terme à cause de leur coût.

L'Etat les prend donc en charge, contribuant ainsi à la formation de ce que certains appelle le "capital humain". La décision de faire tel ou tel investissement public relève donc rarement de la rentabilité immédiate. En général, l'Etat raisonne plutôt en termes d'intérêt général. Mais la décision est prise ainsi dans le cadre de la politique conjoncturelle de l'Etat :

¹² PIERRE FORTIN, La demande globale et l'équilibre macroéconomique à court terme, Notes de cours pour Master en Sciences Economiques, Université de Montréal, Automne 2000, p.4.

connaissant les effets économiques des investissements sur la croissance, l'Etat peut décider d'utiliser les investissements publics comme instrument pour relancer une croissance jugée trop molle. Cela entre dans le cadre d'une politique contra-cyclique d'inspiration keynésienne.

L'investissement joue donc un rôle très important dans la croissance économique. Il montre les choix faits par les entreprises pour l'avenir, son volume détermine également pour une partie non négligeable le rythme de la croissance économique.

2.1.4. Les facteurs d'ordre psychologique

L'évolution de la demande, ainsi que celle de la structure productive, dépendent en partie de facteurs psychologiques. Parmi ceux-ci, on met en avant :

- la confiance des agents économiques, qui les pousse à consommer ;
- le développement de la rationalité ;
- le développement de l'esprit d'entreprise via le goût du risque et l'apparition d'entrepreneurs.

Section 3. LES DETERMINANTS DU TAUX DE CROISSANCE¹³

La croissance est le résultat de l'augmentation de la production totale d'une économie, aussi la fonction de production macroéconomique est au centre de son analyse. Une fonction de production macroéconomique est une représentation de l'activité de production au niveau agrégé, c'est donc un résumé de l'ensemble des fonctions de production des firmes. Les fonctions de productions individuelles (celles des firmes) sont évidemment les seules ayant une réelle existence, la fonction agrégée ne peut être qu'une construction analytique.

De nombreux débats ont porté sur la possibilité d'une telle construction dans les années 60 en particulier. On montre facilement, en particulier, que la fonction de production macroéconomique ne peut être

¹³ De BORNIER J. M., La croissance économique, disponible sur <http://junon.univerzanne.fr/gr.pdf>

obtenue par simple addition des fonctions individuelles (la nature des rendements des fonctions individuelles ne serait pas conservée).

La fonction de production macroéconomique, quelle que soit sa méthode d'élaboration, ne peut être qu'une approximation, qui doit être suffisamment fidèle, des conditions de production effective de l'économie.

La fonction de production est souvent notée

$$Y_r = F(K, L)$$

3.1. LA NOTION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE

3.1.1. Définition de la croissance

Le terme de la croissance économique concerne 'ensemble d'une économie, elle désigne l'augmentation régulière des quantités produites. En d'autres termes, c'est un accroissement durable d'une économie.

Au sens strict, elle est souvent définie comme l'augmentation soutenue pendant une période relativement longue d'un indicateur de production en volume (F PERROUX). Selon KABUYA KALALA, la croissance économique est définie comme l'augmentation de dimension, le produit global net, en terme réel rapporté au nombre d'habitant.¹⁴

3.1.2. Typologie de la croissance économique

Dans cette rubrique, il convient de préciser que la croissance économique est catégorisée du point de vue nature et du point de vue technique.¹⁵

Du point de vue nature, il existe :

- La croissance appauvrissante, c'est le cas d'un pays qui connaît une croissance en raison de sa spécification dans la production d'un bien déterminé et que si l'accroissement des exportations de ce bien entraîne une baisse des termes de l'échange, cela conduit en même temps à une baisse du revenu par tête; ce type de croissance fait apparaître deux mots à savoir: la production et la pauvreté cela veut dire qu'une

¹⁴ KABUYA KALALA, technique d'analyses et prévision macroéconomique, université de Kinshasa PTC/DEA économie, année académique 2003-2004.

¹⁵ MANKIWIW G (2003), 3^e éd, de BOECK Université p.272

économie produit mais ne s'enrichit pas et ne sait pas résoudre ses problèmes de société ou de pauvreté ;

- La croissance zéro⁸, c'est celle accompagnée des effets pervers telle que la pollution, l'épuisement des ressources naturelles, et le partage inégal de ses fruits.

Du point de vue technique

- La croissance intensive, celle-ci garde inchangés les facteurs de production. Elle repose sur l'amélioration de l'efficacité de la combinaison productive ;
- La croissance extensive, cette dernière repose sur l'augmentation des quantités des facteurs de production. Ici les gains ne productivités sont imités.

3.1.3. Sources de la croissance et ses déterminants

Sans ce point, nous relierons la production de l'économie aux facteurs de production, capital, travail et à la capacité productive. De ce fait nous allons distinguer trois sources de productions à savoir : accroissement de la force de travail et progrès technologique.¹⁶

A. Accroissement des facteurs de production

Nous étudions d'abord comment les accroissements des volumes disponibles des facteurs de productions contribuent à accroître la production, en supposant l'absence de progrès technologique. En conséquence, la fonction de production Y au capital K et au travail L ne se modifie pas dans temps.¹⁷

$$Y=f(K, L)$$

Dans ce cas, le volume de production ne se modifie que sans l'effet de variations des volumes de capital ou de travail.

¹⁶ Cette approche permet de mesurer le progrès technologique

¹⁷ Le terme environ de cette phrase n'est rien d'autre que une approximation, car la productivité marginale du capital varie : elle baisse lorsque le capital augmente. Si la variation de K n'est trop importante, l'approximation d'une productivité marginale constante est tout à fait acceptable.

- **Accroissement du capital**

Commençons d'abord par examiner la variation du facteur capital. Si son volume croit de Δk unités, pour savoir de combien va croître la production, nous devons rappeler la définition de productivité marginale, P_{mk} .

$$P_{mk} = f(k+1, L) - f(K, L) \quad (1,2)$$

Par la productivité marginale du capital, nous entendons la mesure dans laquelle la production augmente lorsque le volume du capital augmente d'une unité. Autrement dit, la productivité marginale du capital est la production supplémentaire d'une entreprise liée à l'utilisation d'une unité supplémentaire du facteur capital.

Ainsi, lorsque le capital croit de Δk unité, la production augmente environ de $P_{mk} \times \Delta k$ d'où;

$$\Delta Y = P_{mk} \times \Delta k \quad (1,3)$$

Il sied de préciser que la productivité marginale du capital permet donc de convertir des variations du volume de capital en variations de la production.

- **Accroissement de travail**

Si le volume du travail augmente de Δl unités, pour savoir de combien va croître la production, cela s'inspire du même raisonnement que dans le cas du capital. La productivité marginale du travail P_{ml} indique la variation de production induite par une hausse de l'unité de travail, soit :

$$P_{ml} = f(K, L+1) - f(K, L) \quad (1,4)$$

La hausse de Δl unité induit un accroissement de production d'environ $P_{ml} \times \Delta l$ d'où :

$$\Delta y = P_{ml} \times \Delta l \quad (1,5)$$

La productivité marginale du travail permet donc de convertir la variation du volume de travail en variations de productions.

- **Accroissement du capital et du travail**

Maintenant nous envisageons le cas plus réaliste d'une variation de deux facteurs de productions. Les volumes de capital et de travail varient respectivement de Δk et Δl . Il ya maintenant deux sources à t'aide des productivités marginales respectives de l'une et de l'autre.

$$\Delta Y = (Pmk \times \Delta k) + (Pml \times \Delta l) \quad (1,6)$$

Sachant que $Pmk \times \Delta k$ désigne l'accroissement de la production résultant de la hausse du capital et Pml de signe également l'accroissement de la production résultant de la hausse du travail.

Nous souhaiterons maintenant convertir cette dernière équation (1,6) en une forme plus aisément interprétable et l'appliquer aux donnes disponibles. Tout d'abord, un réaménagement algébrique de la fonction donnée.

$$\frac{\Delta Y}{y} = \frac{(pmk \times \Delta k) \Delta k/k}{y} + \frac{pml + \Delta l}{y} \Delta l/l$$

Cette forme de l'équation relie le taux de croissance de la production $\frac{\Delta y}{y}$ au taux de croissance du capital $\frac{\Delta k}{k}$ et au taux de croissance du travail.

Nous devons chercher maintenant la manière de mesurer tes termes entre paramètres de la dernière équation. Nous savons que la productivité marginale d'un facteur de production est égale au prix réel d'acquisition de ce facteur.

En conséquence, $Pmk \times K$ est le rendement total du capital et $(Pmk \times K) / Y$ est la part distributive du capital dans la production. De même, $Pml \times L$, est la rémunération totale du travail, alors que

$(Pml \times L)/y$ est la part distributive dans la production.

Si la fonction de production des rendements d'échelles constants, la théorie d'Euler nous dit que ta somme de ces deux parts distributives est égale à 1. Ceci nous permet d'écrire : $\frac{\Delta y}{y} = \alpha \frac{\Delta k}{k} + (1 - \alpha) \Delta l/l \quad (1,8)$

Où α est la part distributive du capital et $(1 - \alpha)$ la part distributive du travail. Cette dernière équation nous donne une formule simple permettant de montrer comment les des facteurs induisent des variations de la production. En particulier, nous devons pondérer tes taux de croissance des facteurs par les parts distributives.

- **Le progrès technique**

Jusqu'ici, dans notre analyse des sources de la croissance, nous avons supposé que la fonction de production ne se modifiait pas dans le temps. Dans le monde réel, bien entendu, les progrès technologiques modifient la fonction de production.

En effet, à quantités données de chacun de deux facteurs de production, il est possible de produire davantage aujourd'hui qu'hier. Nous interrogerons ci-dessous les impacts du progrès technologique dans l'analyse, grâce à la fonction de production suivante:

$$Y = AF(k, L) \quad (1,9)$$

Où A mesure le niveau actuel de technologie en termes de productivité totale des facteurs. Dorénavant) la production «augmente plus seulement sous l'effet d'accroissement du capital et du travail, mais également en raison de l'amélioration de production de 1%.

L'intégration de l'impact du progrès technologique amène à ajouter un terme à l'équation qui rend compte de la croissance économique.

$$\frac{\Delta y}{y} = \frac{\alpha \Delta K}{K} + \frac{(1-\alpha)\Delta L}{L} + \frac{\Delta A}{A} \quad (1.10)$$

Croissance de la production = contribution du capital + contribution du travail + croissance de la productivité totale des facteurs.

Cette équation joue un rôle central dans l'explication de la croissance. En effet, elle identifie trois sources de la croissance, qu'elle nous permet de mesurer, notamment :

- Variation du volume du capital
- Variation du volume du travail

- Variation de la productivité totale des facteurs

Il est important de préciser que la productivité totale des facteurs n'est pas observable. Elle ne peut être mesurée qu'indirectement. Il suffit de disposer des données sur la croissance de la production, du capital et du *travail*, ainsi que sur la part distributive du capital dans la production (α).

Joint à l'équation explicative de la croissance, ces données permettent de calculer la croissance de la productivité totale des facteurs pour vérifier que les divers éléments explicatifs sont complémentaires :

$$\Delta A/A = \Delta Y/Y - \Delta k/K - (1-\alpha)L/L \quad (1,11)$$

$\Delta A/A$ est la variation de la production non expliquée par des facteurs de production. On calcule donc la croissance de productivité totale des facteurs sous forme d'un résidu constitué par fraction de croissance de la production non expliquée par ses déterminants de la croissance mesurable. Et de fait, l'on appelle quelque fois (résidu de Solow), en terme $\Delta A/A$, c'est en effet Robert Solow qui est le premier monté comment le calculer.

De nombreux facteurs peuvent affectés la production totale des facteurs. L'un des principes est une meilleure connaissance de processus de production. On utilise souvent le résidu de Solow pour mesurer le progrès technologique. Ceci ne peut permettre d'oublier que d'autres facteurs, tels que l'éducation et les réglementations publiques peuvent également affecter cette productivité totale des facteurs. Ainsi, si les dépenses publiques accrues, augmentent la qualité de l'éducation, les travailleurs s'en trouveront plus productifs, rendant possible une hausse de la production, ce qui implique une productivité totale des facteurs accrues. Ou encore si les réglementations publiques imposent aux entreprises d'acquérir des biens d'équipement permettant de réduire leur pollution ou d'accroître la sécurité de leurs travailleurs, le stock de capital s'en trouver accru sans hausse correspondant de production, ce qui traduit un fléchissement de la productivité totale des facteurs. La productivité totale des facteurs intègre tout élément qui modifie la relation entre facteurs mesurables et production mesurée.

De tout ce qui précède, nous pouvons dire que les déterminants de la croissance économique sont de deux types :

- Les premiers déterminants sont ceux qui rendent la croissance économique possible, à savoir les facteurs de production que sont le travail et le capital, ils déterminent la croissance potentielle;
- Les seconds déterminants sont ceux qui indiquent la manière dont la croissance effective tels que l'investissement, le progrès technologique, l'ouverture, le système financier et la quantité des institutions.

3.1.4. Quelques théories de croissance économique

La croissance économique implique une interrelation entre des facteurs économiques, sociaux et politiques. Les premières théories de la croissance économique (Adam Smith, Thomas Malthus, 1798; David Ricardo, 1817) ont mis l'accent sur l'importance de l'expansion quantitative des facteurs de base de la production à savoir: le capital, le travail et la terre, le rôle de la croissance des marchés dans l'amélioration de l'efficacité et de la productivité d'une économie, et le rôle de la demande et [l'effet multiplicateur de l'augmentation de l'investissement et des exportations.

L'avènement des modèles néoclassiques, tel que celui de Solow (1956), a changé le domaine de recherche, en accordant une grande importance au changement technique et au rôle que peuvent jouer des éléments tels que l'amélioration de l'organisation de la production dans la croissance économique. Le modèle de SOLOW, avec l'hypothèse des rendements d'échelle décroissant du capital ; stipule que les économies qui ont un niveau initial du stock de capital par tête plus faible, tendent à avoir des rendements d'échelle et des taux de croissance plus élevés. Ce qui va leur permettre de converger à long terme vers les riches.

Le principal défaut de ce modèle, est l'hypothèse des rendements du capital, qui signifie que la croissance des inputs. L'existence des rendements décroissants fait que l'accumulation du capital ne peut rendre compte d'une croissance soutenue. Ainsi, une croissance de long terme ne

peut avoir lieu, que si l'on ne prend en compte les améliorations technologiques liées au progrès des qualifications et liées à l'innovation.

Donc, l'apparition d'un facteur résiduel qui est attribué au progrès technique est considérée comme exogène. Ce constat, a incité les spécialistes à chercher de savoir comment le taux de croissance peut être déterminé par un facteur exogène. Ainsi, des modèles ont été développés, dans lesquels, les déterminants clés de la croissance ou la théorie de croissance endogène a vu le jour avec des économistes tels que Römer (1986), Lucas (1986), Barrow et Sala-i-Martin (1995) et Gross man et Helpmann (1991).

Ces modèles, ont mis l'accent sur le rôle central de l'accumulation et de la technologie dans la croissance économique. L'existence des externalités technologiques et de cor1ndissdnc viennent contrebalancer l'effet des rendements décroissants de l'accumulation du capital et donc maintenir l'économie dans une croissance soutenue à long terme.

L'avènement de s théorie endogène a encouragé la recherche sur les canaux, par le biais desquels, le capital peut promouvoir la croissance long terme. Puisque, dans le cidre des modèles de croissance néoclassiques de type de Solow, l'effet du capital sur la croissance est limité, vu l'hypothèse des rendements décroissants.

Autrement dit, la principale limite des modèles néoclassiques est que, la croissance à long terme ne peut résulter que du progrès technologique et bu de la croissance de la population, de la force du travail, qui sont considérés comme exogènes.

Le capital affectera la croissance uniquement à court terme, tandis que, à long terme, et raison de la loi des rendements décroissants, l'économie convergera vers un état stationnaire comme si le capital n'avait jamais pris place dans le processus de production et n'affectera en aucune manière le taux de croissance à long terme (De Mello, 1997).

Le capital peut contribuer significativement, non seulement en fournissant de nouveaux procédés de production (changement technique

incorporé), mais davantage, en offrant un nouveau savoir-faire et en améliorant un niveau de qualification (changement technique désincorporé). L'amélioration des qualifications peut avoir lieu par une formation formelle des travailleurs ou par Learning-by-doing un concept mis au point par Arrow, qui veut dire (la productivité d'une personne augmente au fur et à mesure qu'elle le fait le même travail) c'est-à-dire elle augmente avec l'expérience acquise. Le capital, en améliorant le stock des connaissances du pays, aura aussi bien un effet à court terme qu'à long terme (OCDE, 2001).¹⁸

Ainsi donc, plusieurs facteurs (capital humain, l'accumulation du capital, le commerce international et la politique gouvernementale), qui selon la théorie de la croissance endogène explique la croissance en terme, peuvent être stimulé par le capital.

1°. Modèle de Solow et croissance

Le modèle de Solow comporte deux sources de croissances : une source « endogène » l'accumulation du capital, et une source « exogène », la quantité de travail disponible. L'accumulation du capital est déterminée par le modèle (c'est la part non consommée de production), mais tel n'est pas le cas pour le travail disponible (dont on dit qu'il est un « facteur primaire »).

2°. Le modèle de Domar: une considération de croissance équilibrée

Dès 1947, Domar montrait le caractère limite de l'analyse de Keynes qui ne considère l'investissement que comme un créateur de revenu, par intermédiaire l'effet multiplicateur. Or, tout investissement net entraîne, par définition même, une augmentation de la capacité de production. Aussi si l'on veut définir des conditions d'équilibre, on ne peut admettre que les capacités de production. Du même coup, on est amené à une conception dynamique de l'équilibre, le niveau de demande et la capacité de production devant croître simultanément. Le modèle s'écrit très simplement à partir de la prise en considération de deux effets de l'investissement.

¹⁸ Marouane Alaya (2004)* investissement direct étranger et croissance économique*in séminaire doctoral du GDRI EMMA, (mars 2004, Bordeaux, p.4)

L'effet de demande ou effet Keynésien est fonction inverse de la propension marginale à épargnée et fonction directe de l'accroissement d'investissement ΔI et Il est d'autant plus important que la propension marginale à épargner est plus faible ; son importance est donnée par l'application du * multiplicateur keynésien* $k=1/s$ à l'accroissement d'investissement ΔI , soit $K.\Delta I=1/S.\Delta I$.

L'effet de capacité au produit de ϕ , productivité moyenne du capital nouveau, par le montant de l'investissement réalisé, mesure 'accroissement de capacité de production entraîné par l'investissement considéré ;

Il est dès lors évident que pour qu'il y ait croissance équilibrée, il faut que la masse du revenu créée par l'accroissement d'investissement permette d'écouler la masse de biens supplémentaires produits par l'accroissement de capacité.

3°. Le modèle de Harrod: improbabilité de la croissance équilibrée de plein emploi

C'est à Harrow que revient le mérite d'avoir tenté une explication de la croissance économique, à partir d'un modèle qui sera d'ailleurs assez semblable au modèle de Domar, mais beaucoup plus complet et retrouvant dans la perspective de la longue période un certain nombre de problèmes posées par Keynes dans l'optique de courte période.

Le modèle met explicitement l'accent sur l'égalité des décisions d'épargne et d'investissement comme condition d'équilibre d'un modèle de croissance. En outre, sur la base du principe d'accélération, il incorpore une théorie de la fonction d'investissement doit, chez Harrow, être traitée dans une optique de croissance parce que l'épargne est moins en partie, une fonction de la croissance du revenu. Le système sera en situation d'équilibre dynamique stable si le revenu croît régulièrement au taux $g_w=s/v$.

Ce taux de croissance $g_w=s/v$ est dit*'nécessaire*' car ii est ' permettre une ___ expansion équilibrée de la demande globale et de la capacité productive, et donc à satisfaire les espérances *normale* des profits des

entrepreneur-investisseurs ; mais, de même que Keynes avait montré que l'équilibre de courte période pouvait être un équilibre de sous-emploi. Pour faire apparaître cela, Harrow introduit (à côté de ce taux nécessaire) le taux naturel de croissance, que l'on peut définir comme le taux de la croissance du produit, permis à la fois par le taux de croissance de la population et le progrès technique ; c'est donc le taux de croissance de plein d'emploi de l'économie, le taux maximal que l'économie ne peut dépasser en longue période.¹⁹

Les conditions d'équilibre dynamique sont définies comme suit:

On suppose, d'une part que l'épargne est fonction constante du revenu, soit s et y (avec $0 < s < 1$) et, d'autre part, qu'il y a investissement parce que les entreprises ajustent leurs stocks respectifs de capital et leur capacité de production.

Alors on peut écrire la fonction de la demande optimale:

$$Y = C_0 + by + I_0$$

$$Y = C_0 + by + I_0 \rightarrow Y - by = C_0 + I_0 \quad \text{En équilibre (1-b)}$$

$$y = C_0 + I_0$$

$$Y = \frac{1}{(1-b)} (C_0 + I_0) \text{ avec } \frac{1}{(1-b)} \text{ qui est le multiplicateur}$$

Nous trouvons utile d'ouvrir un appendice sur l'optique de revenus qui a comme équation initiale $y = C + S$ pour laquelle, selon Keynes, l'épargne a un *caractère* résiduel parce que c'est a partie du revenu qui ne pas consommée.

$$S = Y - C \text{ alors } S = Y - (C_0 + by)$$

$$= (Y - C_0 - by)$$

$$S = (1-b) y - C_0 \text{ alors } s = 1-b \text{ qui est la propension marginale à épargnée.}^{20}$$

¹⁹ Centre d'étude et de promotion de la lecture par s 19/3; la direction, du Jean,-Pierre Jaunnard; p. 161

²⁰ Jean Claude Sumata, Modèle macroéconomique, université pédagogique nationale, année académique 2010-2011.

4°. Le modèle de Lucas sur le capital humain

Le capital humain s'est constituée de 3 éléments fondamentaux :

- Les compétences
- L'expérience
- Le savoir

Ses éléments conditionnent l'altitude de l'individu à travailler dans l'optique de Lucas, le capital humain est basé sur l'accumulation volontaire des connaissances (éducation) et à une accumulation involontaire des connaissances liées à l'apprentissage ou à la pratique (Learning by doing). Le capital humain peut donc s'accueillir par la formation ou par l'éducation pour se préserver par la suite et même se développer par la formation continue de l'individu. C'est donc un capital car il procure un bénéfice qui se traduit par des revenus perçus lors de la mise en disposition des compétences aux entreprises.

Lucas se place dans un modèle où l'accumulation de la croissance s'effectue entre les générations qui se transmettent leur stock générationnel.

3.1.5 La mesure de la croissance

Pour mesurer la croissance économique, on retient comme indicateur de la production, le produit intérieur brut. La croissance correspond donc au taux de croissance du PIB.

$$\text{Le taux de croissance du PIB} = \frac{\text{valeur du PIB l'an2} - \text{valeur du PIB l'an1}}{\text{valeur du PIB l'an1}} \times 100$$

Ainsi, la croissance du PIB d'une année sur l'autre *provient* d'un effet quantité mais aussi d'un effet prix. Pour mesurer la croissance réelle, il faut calculer le PIB constant (ou en monnaie constante), il convient d'éliminer l'effet de l'augmentation des prix (on dit déflaté) pour retrouver l'augmentation des quantités (mais toujours mesurée en *valeur* car les prix sont une unité de mesure commune).

Indice de la production en monnaie constante

$$\frac{\text{indice de la production monnaie constante}}{\text{indice de prix}} \times 100$$

Il faudrait cependant qu'il soit retenu qu'une croissance économique Levée n'est pas synonyme d'augmentation du niveau de vie.

D'abord la croissance démographique peut être plus rapide que la croissance de la production Si bien que la production par tête diminue. La notion du PIB par tête permet par ailleurs de comparer es pays.

$$\text{Pib par tête} = \text{pib par habitant} = \frac{\text{pib global}}{\text{population totale}}$$

3.2. L'ACCUMULATION DU CAPITAL HUMAIN

3.2.1. Aperçu historique

Le concept capital humain repose sur une double intuition; d'une part, que les individus en tant que producteurs voient leur efficacité améliorée par le recourt des services tels que l'éducation, la formation professionnelle, Les soins médicaux; d'autre part, que les dépenses effectuées à ce titre procure un rendement qui se prolonge dans le futur

L'accumulation du capital humain et la croissance économique en RDC

Le flux de revenu futur supplémentaire, associé à de telles dépenses, peut être capitalisé et converti à un stock de capital, cette procédure offrant une méthode de mesure du capital humain.

La notion de capital humain a suscité divers critique : certains auteurs ont déploré l'accent sur les conséquences matérielles au détriment de 'effet culturel du capital humain; d'autres ont noté la nature ambivalente de la relation qui lie capital revenu. D'autre encore ont contesté la légitimité de l'application au travail d'une conception fisherienne du capital. Il reste, que pour les pays du tiers-monde en particulier, ce concept a l'intérêt de mettre l'accent sur un facteur essentiel du développement. Aussi la mesure du capital humain ou de certains des ce composantes fait-elle l'objet d'utiles recherches.

3.2.2. Mesure de l'accumulation du capital humain

Pour mesurer l'accumulation du capital humain, l'indicateur retenu par PNUD, est l'indice du développement humain (IDH).

3.2.1 Indice de Développement Humain

Le calcul de celui-ci peut se faire avec deux approches.

➤ L'IDH est obtenu en trois étapes, la première consiste à définir une mesure du manque dont un pays souffre dans chacune de ces trois facteurs:

- Espérance de vie à la naissance (X1)
- Taux d'alphabétisation (X2) et,
- P13 par habitant en terme *réels* (X3)

Des valeurs maximales et minimales sont déterminées pour chacune des trois variables, compte tenu des valeurs observées, définissant une échelle compris entre (correspondant à la valeur minimale déterminée pour variable concernée) et 1 (correspond à la valeur maximale).

La mesure du manque observé par rapport au maximum fournit la place du pays sur cette échelle. Ainsi lij est l'indicateur du manque pour le pays j relativement à la variable i et se définit:

$$lij = \frac{(maxXij - Xij)}{(maxXij - minXij)}$$

La deuxième étape consiste à définir un indicateur moyen de privation (lj), en prenant la simple moyenne arithmétique de trois indicateurs

$$\frac{\sum_{i=1}^j lij}{3}$$

La troisième étape qui est la dernière consiste à mesurer 'indicateur de développement humain (IDH) comme 1 moins d'indicateur des manques: (IDH) $j = (1 - lj)$

Il faudrait préciser que dans cette approche, le niveau de savoir est essentiel exprimé par le taux d'alphabétisation.

- Ici L'IDH est défini comme étant un indicateur composite comportant toujours trois éléments: la durée de vie, mesurée par l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation(ou savoir) mesuré par un indicateur combinant pour deux tiers le taux d'alphabétisation des adultes et pour un tiers le taux brut de scolarisation combiné (tous niveau confondu) et le niveau de vie, mesuré d'après le PIB réel par habitant (exprimée en PPA).

De valeur minimale et maximale été fixée pour chacun ces éléments:

- Esperance de vie à la naissance : 25 ans à 85 ans;
- Alphabétisation : 0% à 100%
- Taux de scolarisation : 0% à 100%
- PIB réel par habitant : 100 à 400000 PPA

Tous les indicateurs qui entrent dans la composition de L'IDH se calculent selon la formule suivante :

$$\text{Indice de dimension} = \frac{\text{valeur réelle}_{Xi} - \text{valeur minimale}_{Xi}}{\text{valeur maximale}_{Xi} - \text{valeur minimale}_{Xi}}$$

La composition de l'indice dimensionnel du revenu est un peu plus complexe. La valeur de seuil (Y) est fixée par conversion au revenu mondial moyen, soit 5711dollars (en PPA). (2r), Et tout reveut supérieur à ce seuil est ajusté²¹ en appliquant la formule de l'utilité décroissante du revenu (formule d'AKISON) : $W(y) = y^*$ pour $0 < y < y^*$ (1 17)

$$= Y^* + 2 (y - y^*)^{1/2} \text{ pout } Y^* \leq y \leq 2Y^* \quad (1 18)$$

$$W(y) = y^* \text{ pour } 0 < y < y^*$$

$$= y^* + 2[(y - y^*)^{1/2}] \text{ pour } y^* \leq y \leq 2y^*$$

En effet, la valeur corrigée du revenu maximal de 40000 dollars (PPA) se calcul selon la formule d'ATKISON comme suit :

²¹ Le projet de nations unies de comparaison internationale(PCI) à mis au point des mesures du P18 réel sur une échelle comparable au niveau international en utilisant les parités pouvoir d'achat(PPA), au lieu de taux change comme facteur de conversion, et les exprimés en dollars international.

$$W(y) = y^* + 2(y^* - 1/2) + 3(y^* - 1/3) + 4(y^* - 1/4) + 5(y^* - 1/5) + 6(y^* - 1/6) + 7(y^* - 1/7) + 8[(40000 - 7y^*)/8]$$

Car, ce revenu maximal de 40000 dollars (PPA) se situe entre $7y^*$ et $8y$. D'où, sa valeur corrigée s'établit donc à 6040 PPA.

En fin, l'IDH correspond à la moyenne arithmétique de ces indices dimensionnels. En outre, cet indicateur varie de 0 à 1 (ou 100%) avec cet indicateur, le PNUD classe chaque année quelques pays du globe en fonction des capacités ou de potentialités humaines donc dispose leur population. Trois grandes catégories sont définies :

- Les pays à développement humain élevé dont DH est supérieur ou égal à 0,8 (pays développés);
- Les pays à développement humain moyen dont J.H est compris entre 0,5 et 0,7 (pays en voie de développement);
- Les pays à développement humain dont IDH est inférieur à 0,5 (pays sous-développés).

Section 4. TYPES DE CROISSANCES ECONOMIQUES

On parle généralement de type des croissances suivantes

4.1. La croissance équilibrée:

C'est un type de croissance qui met en mouvement tous les secteurs de l'activité économique, à la fois à une progression assez régulière, qui met sur la demande et qui favorise le rôle du marché national, moteur principal de développement.

4.2. La Croissance déséquilibrée:

La croissance économique déséquilibrée est celle qui fait tout à partir d'un secteur privilégié et dont le mouvement se transmet aux autres secteurs.

C'est aussi celle où la croissance commence par un secteur privilégié et finit par atteindre les autres secteurs.

4.3. La croissance extensive

La croissance économique est dite extensive lorsqu'elle résulte de l'augmentation de facteurs de production : capital et travail, mis en œuvre pour produire.

4.4. La croissance intensive

La croissance économique intensive est celle dont la dynamique repose sur le gain de production²⁰. Elle est obtenue d'une meilleure utilisation des facteurs de productions. Ici, la production réelle par habitant connaît une hausse soutenue.

La croissance économique est un aspect particulier entant qu'une composante dominante d'un processus plus large qu'on peut appeler développement. Celui-ci implique non seulement de la scolarité, de l'infrastructure, de la santé, du logement, de la qualité de vie etc...²²

Pour J. Schumpeter, la croissance économique est un processus de destruction créatrice qui, révolutionne incessamment de l'intérieur la situation économique en détruisant continuellement ses éléments vieillis et en créant continuellement les éléments neufs²³.

Section 5. NOTIONS SUR LE PRODUIT INTERIEURE BRUT (PIB)

5.1. Définition

Le produit intérieur brut (PIB) est le principale agrégat de la comptabilité nationale représentant la somme de toutes les valeurs ajoutées créées par différentes branches de l'économie pendant une année²⁴. Il mesure l'ensemble de valeur ajoutée créer par les unités économiques résidentes et correspondant au montant total de la période donnée quelque soit la nationalité du propriétaire des moyens de productions.

Selon, le professeur TIKER, le PIB est l'ensemble des biens et services au cours d'une période sur le territoire national, quelque soit la nationalité des producteurs, à l'exclusion financière²⁵.

²² Yves de WASSEGE, les mécanismes de l'économie, éd. Vie Louvière² ; v, Bruxelles, 1984, p.214

²³ Jean François Helizon, lexique des termes économiques, éd. Technique et vulgarisation ; Paris 1997, p.85

²⁴ Jean Yves CAPUL, Op.cit, pp 76 - 77.

²⁵ Dalloz, Lexique de l'économie, 3^{ème} éd. 1989, page 450.

Le PIB est un indicateur de développement économique en ce sens qu'il permet une appréciation globale des résultats de l'activité économique nationale.

5.2. Calcul du PIB

Le produit intérieur brut est calculé selon 3 optiques suivantes :

- L'optique de production
- L'optique de revenu
- L'optique de dépenses.

1) Selon l'Optique de production

Ici, le PIB est calculé en faisant la somme des valeurs I ajoutées des différents secteurs de l'économie nationale. La valeur ajoutée est la différence entre la production et la consommation intermédiaire.

Formule: $PIB = \sum VA$

2) Calcul du PIB Selon l'Optique de revenu

Le PIB est égal à la somme de revenu provenant de l'activité économique. Cette façon de calculer s'explique par le fait que la production de la nation a pour contre partie le revenu des facteurs utilisés pour avoir cette production (facteur travail, capital et naturelle).

Formule: $PIB = S + P + A + T_{ind}$

S = épargne

P = production

A = Administration

T_{ind} = impôts indirect

3) Calcul des PIB selon l'optique de dépense

Ici, le PIB est égal à la somme des dépenses finales des agents économiques (ménages, entreprises non financière et l'administration

publique) moins les imputations. En République démocratique du Congo, il existe qu'une seule méthode de calcul du « c'est l'optique de production »²⁶

Le produit intérieur brut est calcul au prix d'échange sur les marchés alors que les valeurs ajoutées sont mesurées hors taxe A et droit de douane).

Nous avons : $PIB = VA + TVA + DROIT DE DOUANE$

Avec VA = Somme des valeurs ajoutées

TVA = Taxes sur la valeur ajoutée

5.3. Le PIB et le produit national brut (PNB)

Le PIB diffère de PNB (produit National Brut) qui est un agrégat regroupant l'ensemble des valeurs ajoutées réalisées par les secteurs institutionnels nationaux sur le territoire national et à l'étranger. Si le produit intérieur brut (PIB) mesure la contribution par exemple, la production d'une entreprise congolaise est exclue du PNB.

La différence entre le PIB et le PNB qui est faible pour un pays du tiers monde, peut être élevée dans un pays en développement où l'activité des entreprises est importante.

$PNB = PIB + \text{Revenus de facteurs en provenance de l'étranger} - \text{revenu de facteur versé à l'étranger}$

Ainsi, nous avons :

➤ Le PIB ET LA DEMOGRAPHIE

La démographie est une étude statistique des collectivités humaines ou encore une étude quantitative des populations humaines et leurs variations.²⁷

Elle traite des caractéristiques sociales d'une population précise et de son développement dans le temps :

- Des conditions physiques;

²⁶ KAWATA BWALUL, cours de comptabilité nationale, G3/UPN, 2006-2007

²⁷ Dictionnaire, Petit Robert

- L'analyse de la population sur base de l'âge
- Des conditions de la position sociale, donnant la taille et la densité de chaque division composante
- Des mutations de la population à la suite des naissances, mariages et décès;
- La statistique démographique sur les migrations, leurs effets et leurs incidences sur les conditions économiques
- La statistique sur la criminalité ;
- Le niveau d'éducation et la statistique économique et sociale;
- La démographie historique.

La croissance économique est Tributaire de la croissance démographique. En d'autre terme, la croissance démographique eut constitué un frein au développement tout comme un tremplin parvenir au développement, tout cela en fonction de l'accroissement de la productivité.

Quelque soit le degré de développement qu'ait atteint une économie ou un pays, le développement est inégal, souvent inégal, entre les régions qui composent cette économie.

Section 6. LE DEVELOPPEMENT

6.1. Définition

Différents auteurs ont défini le concept développement. Quant à Jean-Yves et Olivier, ils définissent le développement comme un ensemble des transformations techniques, sociales et culturelles qui permettent l'apparition et la prolongation de la croissance économique ainsi que l'élévation de niveau de vie.

François Perroux, et son école affirment que le développement est l'ensemble de changement dans la structure mentale et des habitudes sociales d'une population qui mettent celle-ci en état d'augmenter de façon durable son produit réel global.

6.2. Le concept de développement humain

Ce concept a été redécouvert et présenté dans le premier Rapport mondial sur le développement humain en 1990 par l'économiste pakistanais MAHBUB UL HAQ et l'économiste indien AMARTYA SEN. La notion de développement humain associe le développement économique, social et politique. C'est une approche holistique couvrant tous les aspects du développement en ce sens que:

- Il associe les approches de la croissance économique, des besoins essentiels et des compétences;
- Il est à la fois un objectif et un processus d'augmentation des capacités, des libertés et des choix des individus entraînant:
 - Une vie longue et saine;
 - Un accès aux connaissances et à la capacité de les utiliser;
 - Un niveau de vie décent;
 - Une participation active à la communauté et une autonomie dans la prise de décision individuelle.

CHAPITRE III. EVOLUTON DU PIB DU CONGOLAIS ET SON IMPACT SUR LA MONNAIE NATIONALE

Dans les années cinquante, juste après la deuxième guerre mondiale, les principaux déterminants de la croissance économique ont été un des plus importants maillons de la recherche en science économique afin de répondre aux multiples problèmes socio-économiques, et assurer une politique de développement à long terme.

Ainsi en 1956, les travaux de ROBERT SOLOW et HARROD-DOMAR ont eu un impact majeur sur la politique de la croissance économique. Ils ont montré que celle-ci est fonction d'accroissement du facteur capital, de l'augmentation du facteur travail, ainsi que de l'intensité du progrès technique : tous considérés comme exogènes dans le processus de production

Néanmoins, ce choix de l'augmentation uniquement de facteurs de production en faisant abstraction aux comportements qui justifieraient la qualité du facteur utilisé n'a pas connu un long feu. Un exemple à propos du facteur travail est que la capacité du travail à être productive dépend de sa

disponibilité dans l'économie (croissance démographique) et ainsi que de sa qualité (formation de l'agent).

De ce fait, un renouveau de la pensée économique concernant la théorie de la croissance n'a pas tardé d'apparaître pour prendre en considération tous ces éléments justifiant l'inefficacité de la croissance exogène (éducation, santé, etc. cette nouvelle *façon de considérer l'origine et le rôle de la croissance dans* le fonctionnement même du système économique est définie par la croissance endogène fruit des travaux de Paul Rômer en 1986 et Robert Lucas en 1988 .

L'idée de base est que les croissances techniques peuvent être productives en sacrifiant la consommation immédiate c'est-à-dire l'on consacre une partie de temps à l'acquisition des nouvelles compétences qui serviraient le capital humain à contribuer avec à plus d'efficacité à l'amélioration de la production. En effet, il est supposé que la production des connaissances nouvelles améliore la productivité des facteurs travail, capital même du progrès technique.

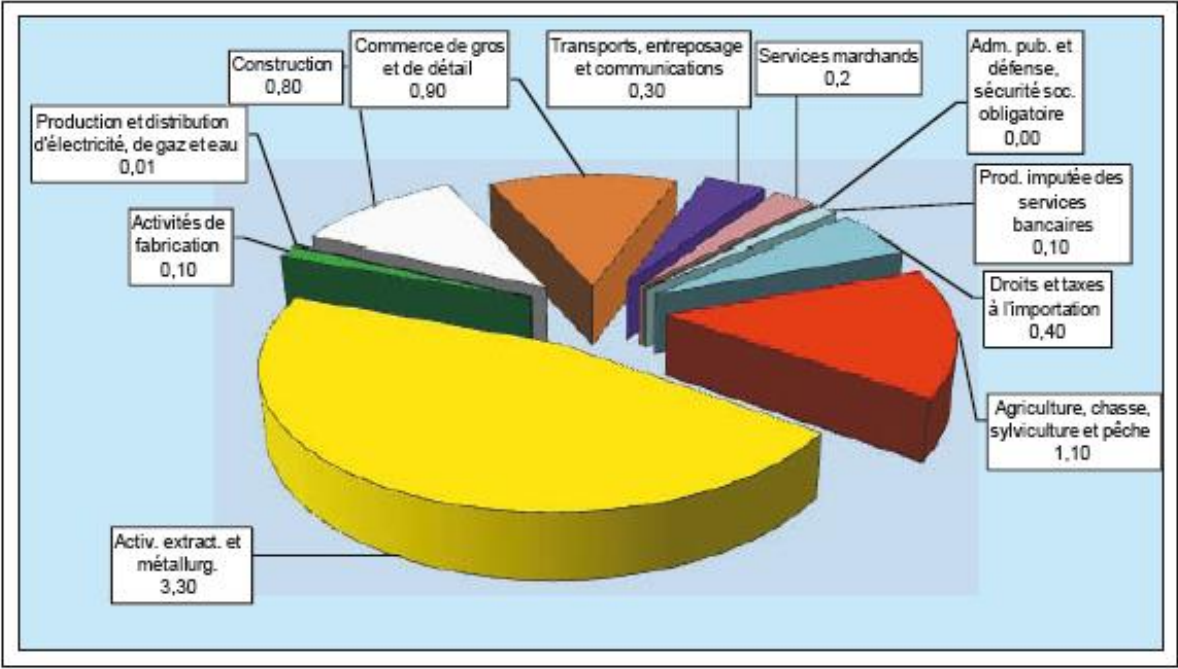
Section 1. PRODUIT INTERIEUR BRUT

La situation économique de la RDC a été caractérisée par une reprise au cours de l'année 2010 comparativement à l'année 2009, attestée par la réalisation d'un taux de croissance situé à 1,1 point au-dessus des prévisions du PEG II. Selon l'optique du produit, cette croissance est soutenue essentiellement par le regain d'activité des «industries minières», du «Commerce de gros et de détail», de l'agriculture ainsi que des «bâtiments et travaux publics». Suivant l'approche par la dépense, la croissance de la production a été tirée essentiellement par la demande intérieure.

Section 2. EVOLUTION DU PIB PAR BRANCHE D'ACTIVITE

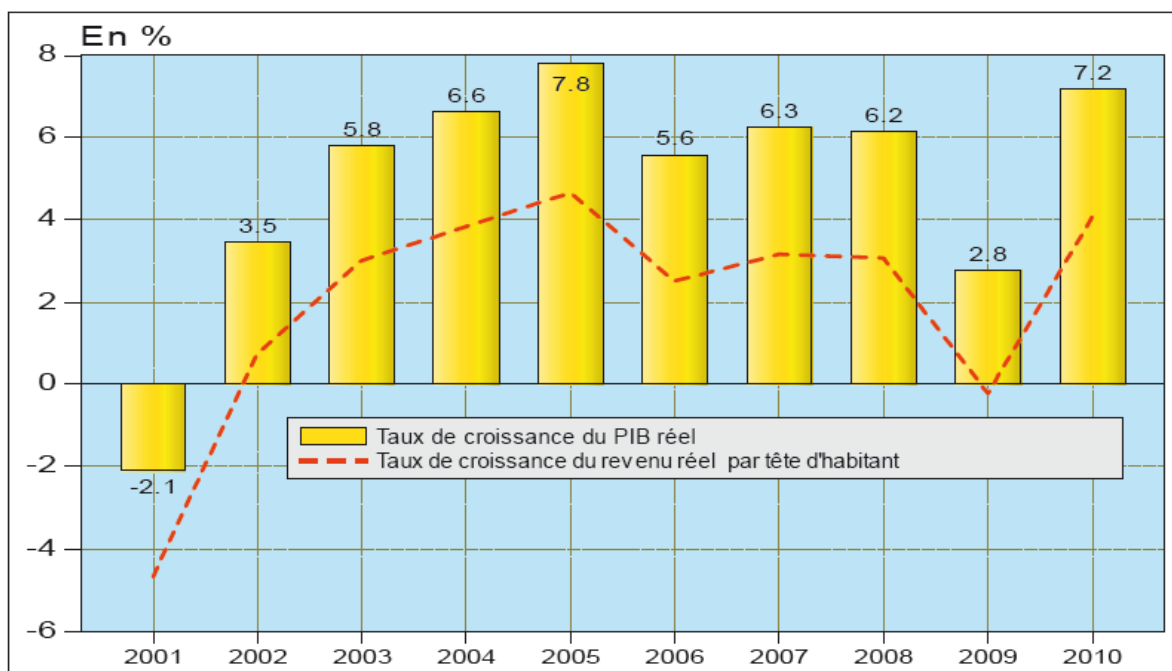
Après avoir connu un ralentissement en 2009, la croissance économique s'est nettement améliorée en 2010, se situant à 7,2 % contre 2,8 %. Selon l'approche par la valeur ajoutée, cette accélération de la croissance a été rendue possible grâce principalement au dynamisme

affiché par les industries extractives, l'agriculture, le commerce de gros et de détail ainsi que la construction. Comparativement à l'année 2009, les contributions de ces secteurs à la croissance se présentent comme suit : industries extractives (3,3 points de pourcentage contre 0,3 point en 2009) ; agriculture (1,1 point de pourcentage) ; commerce de gros et de détail (0,9 point de pourcentage contre 0,8 point en 2009) et construction (0,8 point de pourcentage contre 0,7 point).



Source : Banque Centrale du Congo, Rapport 2010

Cette croissance a également résulté de l'apport des secteurs des transports et communications (0,3 point de pourcentage) et des services marchands (0,2 point de pourcentage).



Source : Banque Centrale du Congo, Rapport 2010

Section 3. EVOLUTION DU PIB SELON LES EMPLOIS

L'analyse du comportement du PIB réel dans l'optique de la dépense indique que l'accélération de la croissance en 2010 par rapport à 2009 repose essentiellement sur le dynamisme de la demande intérieure, dont les contributions respectives à la croissance ont été de 3,1 points contre 1,7 point pour la consommation des ménages, de 3,2 points contre 0,6 point pour la formation brute de capital fixe (FBCF) et de 1,3 point contre 0,4 point pour la consommation des administrations publiques.

En dépit du bon comportement des exportations des biens et services, la demande extérieure nette, par contre, a affecté négativement la croissance à hauteur de 0,3 point, en raison particulièrement de la forte dépendance de l'économie de la RDC aux importations des biens et services.

Tableau I.2 Parts relatives des composantes de la demande globale dans le PIB(en pourcentage)

| | 2006 | 2007 (p) | 2008 (p) | 2009 (e) | 2010 (e) |
|---|-------|----------|----------|----------|----------|
| 1 Consommation finale des ménages | 64,2 | 72,1 | 71,1 | 67,8 | 67,9 |
| 2 Consommation finale des administrations publiques | 21,7 | 18,5 | 17,0 | 10,9 | 11,8 |
| 3 Formation brute de capital fixe | 20,7 | 19,5 | 20,9 | 19,8 | 21,9 |
| 4 Variation de stocks | 1,2 | -6,6 | -3,3 | 17,1 | 12,4 |
| 5 Exportations des biens et services | 35,5 | 65,6 | 66,2 | 44,9 | 67,2 |
| 6 Importations des biens et services | 43,1 | 69,0 | 75,9 | 60,4 | 81,2 |
| 7 Exportations nettes des biens et services | -7,5 | -3,4 | -9,7 | -15,6 | -13,9 |
| PRODUIT INTERIEUR BRUT | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

3.1. Demande intérieure

La demande intérieure en 2010 s'est accrue de 7,5 % contre 2,7 % une année auparavant.

3.2.1. Consommation finale

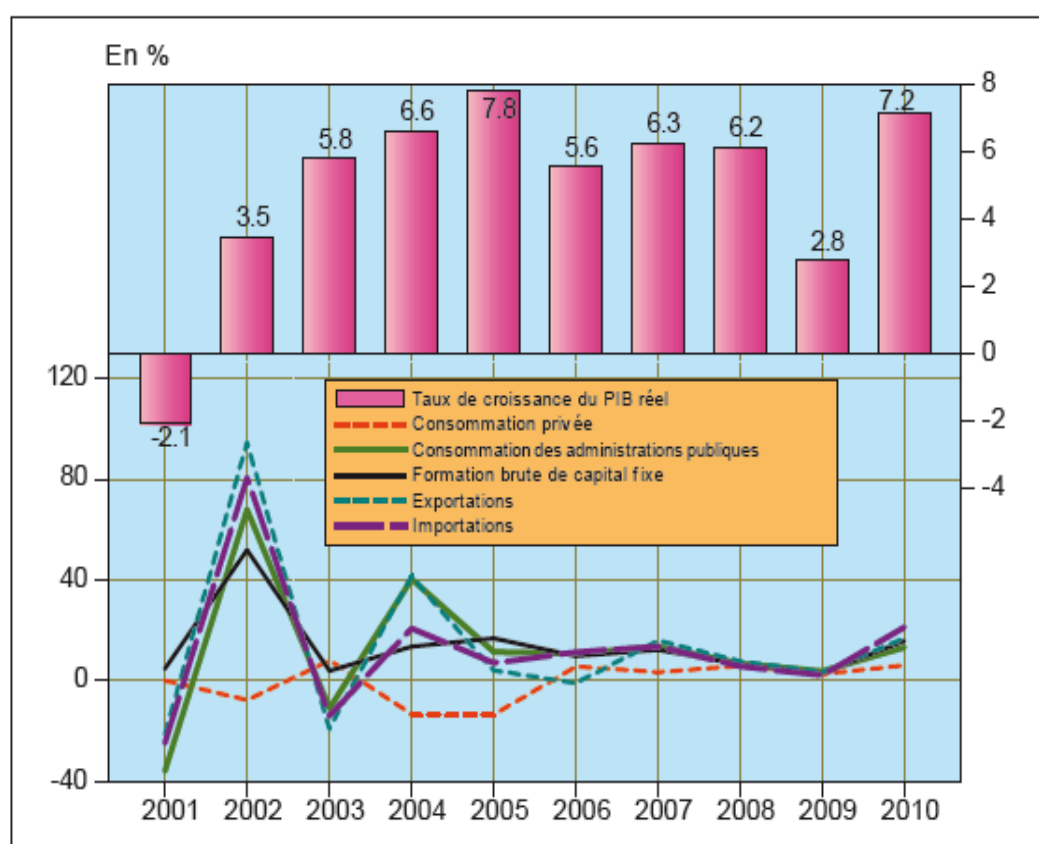
La consommation finale s'est améliorée de 5,6 % contre 2,7 % en 2009. Cette progression a été soutenue d'une part, par la consommation de ménages et d'autre part, par la consommation des administrations publiques.

L'apport de la composante « consommation des ménages » dans la progression du PIB a été principalement dicté par l'accroissement du

revenu induit par la création d'emplois attestée par une baisse de taux de chômage de 10,7 points de pourcentage.

Cet agrégat a connu un accroissement de 5,6 % en 2010 contre 2,6 % une année auparavant.

La contribution de la consommation des administrations publiques à la croissance a été expliquée par l'accroissement des besoins de fonctionnement courant des Institutions et Services publics. Cette composante de la demande intérieure a enregistré une hausse de 12,5 % contre 3,7 % en 2009.



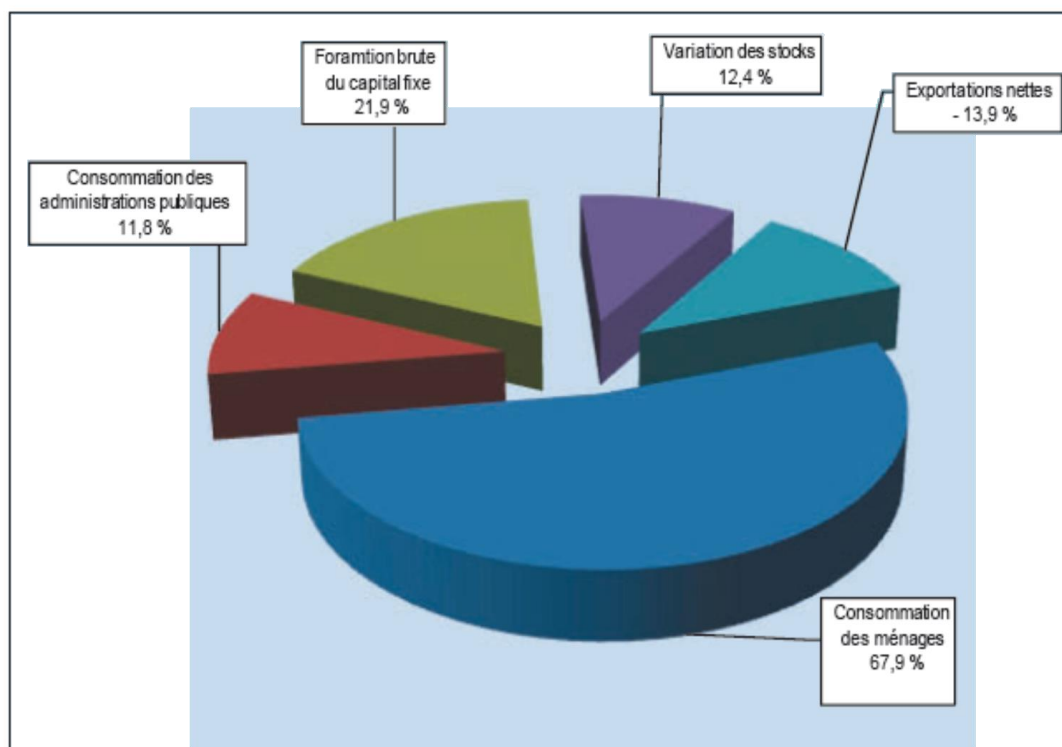
Source : Banque Centrale du Congo, Rapport 2010

3.2.2. Investissements bruts

Après la période de la crise économique mondiale en 2009, la tendance au redressement de la courbe de la croissance du PIB et à l'augmentation du revenu réel est de plus en plus évidente en 2010. C'est dans ce contexte qu'il a été relevé une augmentation significative de l'investissement dont la contribution à la croissance du PIB a été de 3,2 points de pourcentage contre 0,6 point précédemment.

Cette évolution trouverait son origine notamment dans la poursuite des grands travaux d'infrastructures entrepris par le Gouvernement dans le cadre des Cinq Chantiers.

Graphique I.11 Contribution des composantes de la demande globale à la croissance du PIB réel (pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo, Rapport 2010

Les investissements réalisés dans le cadre budgétaire ont augmenté, en nominal, de 24,7 %, passant d'une année à l'autre de 479.972,5 millions de CDF à 598.805,6 millions. Toutefois, la part de ces investissements a baissé de 0,3 point de pourcentage du PIB, reculant à 5,0 % du PIB en 2010 contre 5,3 % en 2009.

L'examen de la structure des dépenses en capital renseigne une prépondérance des infrastructures économiques, totalisant 451.696,7 millions de CDF en 2010 contre 246.406,2 millions en 2009, soit 75,4 % des dépenses en capital contre 51,3 %. A l'instar de l'année précédente, ces dépenses ont été affectées principalement aux besoins de reconstruction et de réhabilitation des infrastructures de base. Le reste des dépenses a concerné notamment les équipements des administrations (13,5 %), la

réhabilitation des bâtiments (2,5 %) et les infrastructures sociales et collectives (2,3 %).

Concernant les investissements privés, il a été enregistré une perte de 3,1 points de pourcentage en 2010. En effet, la contribution de ces investissements au PIB a été de 30,5 % contre 33,6 % une année auparavant.

Il convient de signaler que les projets (de création, d'extension ou de modernisation) agréés par le Conseil de Promotion et d'Agrément de l'ANAPI se chiffrent à 121 en 2010 pour une valeur totale de 2.806,9 millions de USD contre 2.399,2 millions en 2009, soit un accroissement de 17,0 %. La réalisation de ces projets devrait générer 15.843 emplois, dont plus de 80,0 % en faveur des nationaux.

3.3. Demande extérieure

La contribution des exportations nettes des biens et services à la croissance s'est légèrement détériorée, s'établissant à -0,3 point en 2010. Cette évolution résulte d'un accroissement plus rapide des importations des biens et services (10,4 % contre 2,1 % précédemment) comparativement aux exportations des biens et services (6,9 % contre 3,3 % précédemment).

S'agissant des exportations, elles se sont inscrites en hausses à la faveur de la forte augmentation de la demande internationale, notamment en produits de base d'origine minière.

Quant aux importations, leur progression est expliquée principalement par les besoins croissants en biens d'équipement pour l'exploitation minière et pour la poursuite des travaux d'infrastructures.

Section 4. INFLATION GLOBALE

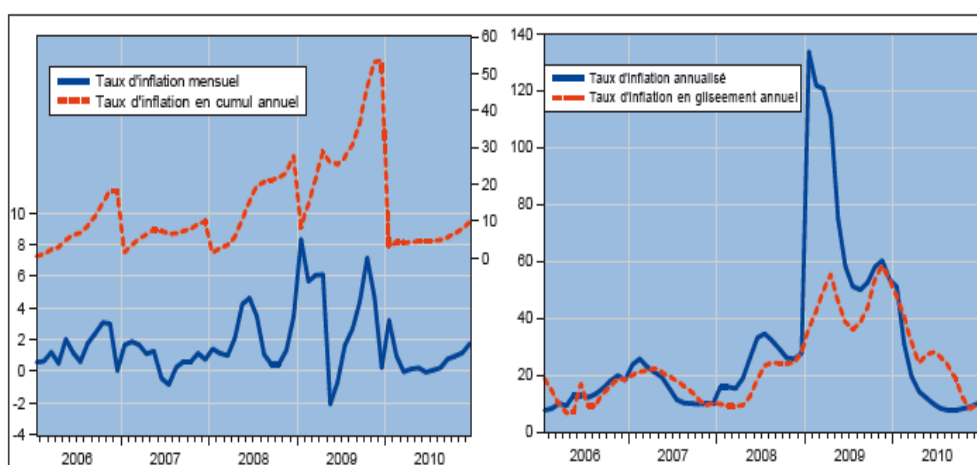
Après une résurgence des tensions inflationnistes en 2009, avec un taux record de 53,4 % jamais atteint depuis 2002, l'évolution du niveau général des prix a été marquée globalement par une tendance désinflationniste au cours de l'année 2010.

En effet, le taux d'inflation annuel s'est situé à 9,8 % contre une cible de 9,9 %. Cette situation est consécutive au renforcement de la coordination des politiques conjoncturelles (budgétaire, monétaire et de change) ainsi qu'à l'amélioration de l'offre des biens et services.

Tableau I.4 Evolution de l'inflation globale en 2009 et 2010

| | Janv. | Fév. | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Sept. | Oct. | Nov. | Déc. |
|-----------------------------|-------|------|------|-------|------|------|---------|------|-------|------|------|------|
| Taux d'inflation mensuel 09 | 8,3 | 5,7 | 6,1 | 6,1 | -2,1 | -0,7 | 1,6 | 2,7 | 4,4 | 7,2 | 4,7 | 0,2 |
| Taux d'inflation mensuel 10 | 3,2 | 0,9 | -0,0 | 0,2 | 0,2 | -0,0 | 0,1 | 0,2 | 0,8 | 0,9 | 1,2 | 1,8 |
| Taux d'inflation cumulé 09 | 8,3 | 14,5 | 21,4 | 28,8 | 26,1 | 25,3 | 27,3 | 30,7 | 36,5 | 46,3 | 53,1 | 53,4 |
| Taux d'inflation cumulé 10 | 3,2 | 4,2 | 4,2 | 4,4 | 4,6 | 4,5 | 4,6 | 4,8 | 5,7 | 6,7 | 7,9 | 9,8 |

Graphique I.12 Evolution des taux d'inflation mensuel, annualisé et en glissement annuel



Source : Banque Centrale du Congo, Rapport 2010

L'évolution du niveau général des prix a connu trois phases au cours de l'année : La première phase, de janvier à février, a été marquée par des tensions inflationnistes, avec un taux de 3,2 %. Cette situation est consécutive notamment à l'excès de la demande des biens et services dans un contexte de baisse des stocks en début d'année et à la dépréciation de la monnaie nationale, induite aussi bien par le déficit infra annuel du secteur public que par les besoins de renouvellement des encaisses en devises des opérateurs économiques.

Au cours de la deuxième phase, de mars à août, les prix à la consommation ont sensiblement ralenti, l'inflation n'étant que de 0,6 %. Des phases de déflation ont même été observées aux mois de mars et de juin. Ce retournement de tendance tient à l'application des politiques conjoncturelles coordonnées ayant conduit au resserrement budgétaire et à la contraction de liquidité, avec pour conséquence une relative stabilité du taux de change, avec une tendance à l'appréciation.

Quant à la troisième phase, de septembre à décembre, elle a été marquée par l'accélération du rythme de formation des prix. En effet, le taux d'inflation a atteint 4,8 % au cours de cette période, à la suite des pressions sur les dépenses du secteur public et l'expansion de la demande des biens et services relative à la rentrée scolaire ainsi qu'à la préparation des festivités de fin d'année. A cela s'ajoutent le choc exogène lié au renchérissement des principaux produits de grande consommation sur le marché mondial et l'alignement des prix des carburants à la pompe.

L'analyse par fonction de consommation indique que les contributions les plus significatives à l'inflation ont été de 60,3 % pour les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, 12,2 % pour la composante logement, électricité et autres combustibles, 8,1 % pour les transports, 5,3 % pour les articles d'habillement et chaussures et 3,8 % pour la santé.

Les contributions les moins significatives ont été de 2,9 % pour les prix des biens et services, 2,0 % pour la restauration et hôtels, 1,8 % pour l'enseignement, 1,4 % pour les meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer, 0,9 % pour la fonction loisir et culture, 0,7 % pour les boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants et 0,6 % pour la communication.

Section 5. INFLATION SOUS-JACENTE

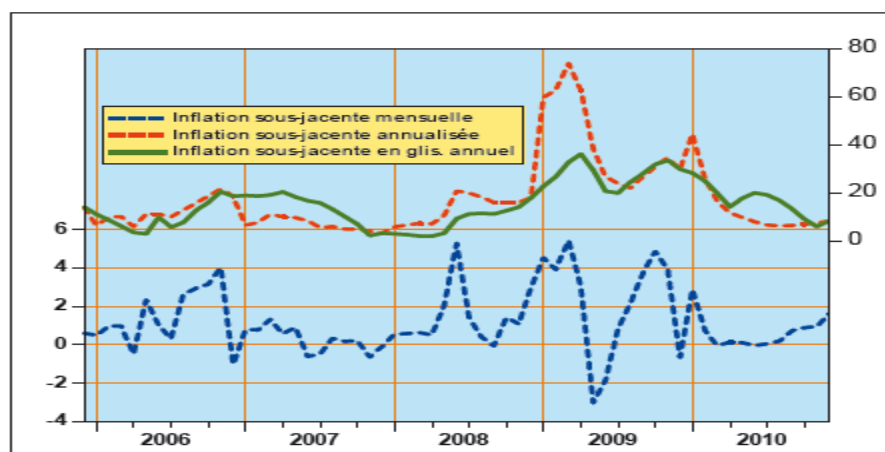
L'année 2010 indique un ralentissement notable de l'inflation sous-jacente, laquelle est descendue sous la barre de 10,0 % en se situant à 8,5 % contre 30,0 % en 2009.

Tableau I.5 Evolution mensuelle des taux d'inflation sous-jacents en 2010

| Mois | Taux mensuel | Taux annuel | Taux annualisé |
|-----------|--------------|-------------|----------------|
| Janvier | 2,88 | 2,88 | 44,63 |
| Février | 0,73 | 3,63 | 26,07 |
| Mars | -0,03 | 3,60 | 16,55 |
| Avril | 0,12 | 3,73 | 11,84 |
| Mai | 0,11 | 3,84 | 9,79 |
| Juin | -0,01 | 3,78 | 7,71 |
| Juillet | 0,05 | 3,90 | 6,76 |
| Août | 0,20 | 4,05 | 6,26 |
| Septembre | 0,73 | 4,81 | 6,47 |
| Octobre | 0,90 | 5,75 | 7,00 |
| Novembre | 0,94 | 6,75 | 7,49 |
| Décembre | 1,62 | 8,47 | 8,47 |

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique I.13 Evolution de l'inflation sous-jacente



Source : Banque Centrale du Congo.

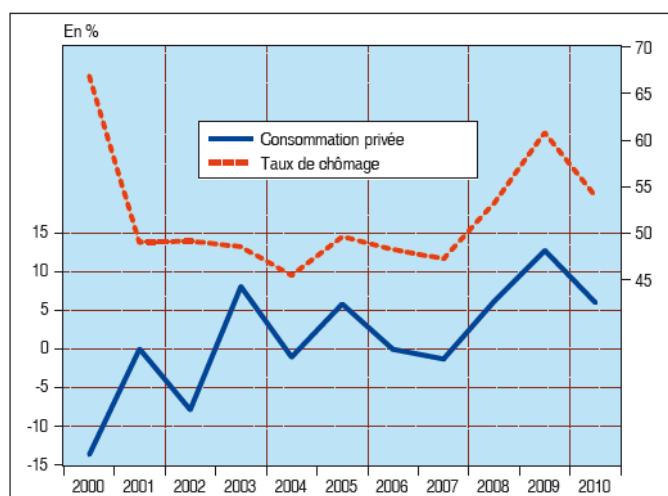
Section 6. EMPLOI

6.1. Secteur privé

L'analyse statistique sur l'emploi renseigne que l'effectif des travailleurs dans le secteur privé, comprenant les affiliés et non affiliés à l'INSS, a atteint 18.326,0 milliers de travailleurs en 2010 contre 13.968,2 milliers une année plutôt, soit un accroissement de 31,2 %. Cette situation est liée à la reprise des activités de bon nombre d'entreprises au lendemain

de la crise financière. Ce niveau d'accroissement indique à suffisance le potentiel de création d'emplois dans ce secteur.

Graphique I.15 Evolution du taux de chômage et de la consommation des ménage



Source : Banque Centrale du Congo, Rapport 2010

Tableau I.7 Evolution de la croissance économique et du revenu réel par tête d'habitant en 2010

| | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| PIB réel (en millions de USD de 2000) | 4358,6 | 4611,0 | 4917,1 | 5300,7 | 5596,6 | 5946,8 | 6312,8 | 6487,9 | 6954,3 |
| Taux de croissance du PIB réel (en %) | 3,5 | 5,8 | 6,6 | 7,8 | 5,6 | 6,3 | 6,2 | 2,8 | 7,2 |
| PIB réel par habitant (en USD) | 79,3 | 81,7 | 84,8 | 88,8 | 91,0 | 93,9 | 96,8 | 96,6 | 100,5 |
| Population (en millions d'habitants) | 55,0 | 56,4 | 58,0 | 59,7 | 61,5 | 63,3 | 65,2 | 67,2 | 69,2 |
| Taux de croissance du PIB réel par tête (en %) | 0,7 | 3,0 | 3,8 | 4,7 | 2,5 | 3,2 | 3,1 | -0,2 | 4,1 |

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.8 Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes
(variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)

| SECTEURS D'ACTIVITE | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009(p) | 2010(e) |
|---|-------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|------------|------------|------------|
| I. Secteur des biens | -3,3 | 3,1 | 4,6 | 6,6 | 7,2 | 3,7 | 3,5 | 4,7 | 3,5 | 8,2 |
| 1. Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et chasse | -3,9 | 0,5 | 1,2 | 0,6 | 2,9 | 3,2 | 3,3 | 3,0 | 3,0 | 3,0 |
| 2. Activités extractives et métallurgiques | 0,8 | 9,9 | 13,2 | 16,4 | 13,6 | 0,9 | 2,5 | 11,4 | 2,5 | 24,6 |
| 3. Activités de fabrications | -16,2 | 6,8 | -3,3 | 24,0 | 5,6 | 0,9 | 5,1 | 2,7 | 1,4 | 1,6 |
| 4. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau | 8,6 | 2,8 | 8,3 | -7,4 | 1,7 | 4,3 | 1,8 | -4,9 | -1,6 | 0,8 |
| 5. Construction | 6,7 | 11,5 | 23,8 | 22,5 | 24,1 | 13,2 | 5,4 | 3,8 | 9,1 | 9,4 |
| II. Secteur des services | -3,5 | 4,9 | 8,0 | 7,5 | 8,7 | 9,1 | 11,1 | 9,8 | 2,4 | 4,1 |
| 1. Commerce de gros et de détail | -0,7 | 1,7 | 3,5 | 5,7 | 9,9 | 8,9 | 13,1 | 12,3 | 4,3 | 4,4 |
| 2. Transports, entreposage et communications | 8,1 | 21,0 | 27,8 | 11,3 | 10,1 | 12,5 | 10,9 | 8,4 | 2,9 | 5,0 |
| 3. Services marchands | -10,0 | 6,1 | 6,2 | 8,1 | 8,5 | 7,5 | 6,9 | 4,8 | 3,5 | 3,1 |
| 4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire | -23,6 | 3,5 | 14,4 | 11,6 | -3,5 | 5,8 | 6,2 | 4,2 | -23,0 | 0,1 |
| Droits et taxes à l'importation | 44,4 | 16,3 | 4,7 | 11,5 | 13,7 | 14,0 | 19,0 | 15,4 | 8,5 | 13,8 |
| Produit Intérieur Brut | -2,1 | 3,5 | 5,8 | 6,6 | 7,8 | 5,6 | 6,3 | 6,2 | 2,8 | 7,2 |

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau I.9 Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut
(en pourcentage du PIB au prix de 2000)

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009(p) | 2010(e) |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 1. AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE ET PECHE | 92,4 | 6,5 | 9,9 | 4,4 | 15,6 | 23,6 | 20,6 | 18,8 | 40,6 | 15,7 |
| 2. INDUSTRIES | 16,1 | 54,3 | 44,8 | 62,3 | 46,9 | 21,5 | 16,1 | 30,0 | 39,8 | 57,6 |
| 1. Activités extractives et métallurgiques | -4,1 | 30,3 | 25,6 | 29,7 | 22,9 | 2,1 | 5,4 | 23,7 | 12,1 | 45,6 |
| 2. Activités de fabrications | 36,9 | 8,0 | -2,4 | 13,9 | 3,2 | 0,7 | 3,4 | 1,8 | 2,0 | 0,9 |
| 3. Production et distribution d'électricité, de gaz et eau | -3,2 | 0,7 | 1,3 | -1,0 | 0,2 | 0,6 | 0,2 | -0,6 | -0,4 | 0,1 |
| 4. Construction | -13,4 | 15,2 | 20,3 | 19,6 | 20,6 | 18,2 | 7,1 | 5,0 | 26,2 | 11,0 |
| 3. SERVICES | 50,5 | 42,1 | 41,5 | 34,4 | 34,5 | 50,6 | 57,2 | 53,5 | 30,6 | 19,8 |
| 1. Commerce de gros et de détail | 6,5 | 9,1 | 11,0 | 15,3 | 22,4 | 28,8 | 38,8 | 39,5 | 32,2 | 13,0 |
| 2. Transports, entreposage et communications | -12,3 | 21,2 | 19,7 | 8,4 | 6,7 | 11,8 | 9,8 | 8,0 | 6,3 | 4,2 |
| 3. Services marchands ⁽¹⁾ | 29,3 | 9,9 | 6,2 | 7,1 | 6,4 | 8,0 | 6,7 | 4,7 | 7,6 | 2,6 |
| - dont services financiers | 22,6 | 13,8 | -10,0 | 8,8 | 0,3 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 4,2 | 0,1 |
| 4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire | 27,0 | 1,9 | 4,7 | 3,5 | -0,9 | 2,0 | 1,9 | 1,3 | -15,5 | 0,0 |
| S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs | 159,0 | 102,9 | 96,2 | 101,0 | 97,0 | 95,7 | 93,9 | 102,4 | 111,0 | 93,0 |
| Production imputée des services bancaires (-) | -33,7 | -11,2 | 2,2 | -4,4 | -0,6 | -1,1 | -1,0 | -8,9 | -19,7 | 1,2 |
| DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION | -25,4 | 8,3 | 1,6 | 3,4 | 3,6 | 5,4 | 7,1 | 6,6 | 8,7 | 5,8 |
| Produit intérieur brut au prix du marché | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Y compris les hôtels et restaurants.

Tableau I.15 Utilisation du produit intérieur brut
(en millions de CDF courants)

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|
| 1. CONSOMMATION DES MENAGES | 1 241 371,1 | 1 750 134,8 | 1 797 262,8 | 1 908 680,3 | 2 373 153,7 | 2 597 465,6 | 3 702 365,4 | 4 904 855,1 | 6 116 851,5 | 8 110 952,4 |
| 2. CONSOMMATION PUBLIQUE | 69 654,7 | 99 954,4 | 275 297,4 | 419 839,5 | 724 612,9 | 882 498,3 | 952 729,4 | 1 107 709,1 | 981 255,5 | 1 405 640,1 |
| 3. FORMATION BRUT DE CAPITAL FIXE | 107 278,7 | 165 079,5 | 286 759,0 | 481 185,0 | 679 861,0 | 841 683,9 | 1 003 506,7 | 1 362 076,0 | 1 789 652,4 | 2 612 194,6 |
| 4. VARIATION DES STOCKS | -169 618,4 | -182 75,8 | 101 436,8 | -6 056,3 | 157 957,5 | 49 809,2 | -337 604,3 | -215 959,7 | 1 546 242,4 | 1 486 081,2 |
| 5. EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES | 252 429,1 | 582 016,9 | 616 505,8 | 923 796,5 | 1 300 948,4 | 1 449 771,7 | 3 379 280,6 | 4 319 420,8 | 4 049 200,3 | 8 031 753,3 |
| 6. IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES (-) | 274 566,3 | 656 809,7 | 778 606,2 | 1 126 445,1 | 1 828 593,5 | 1 754 627,4 | 3 552 104,8 | 4 952 118,6 | 5 456 525,8 | 9 697 314,0 |
| 7. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES | -22 137,2 | -74 792,8 | -162 100,4 | -202 548,6 | -527 645,1 | -304 855,7 | -172 824,2 | -632 697,8 | -1 407 325,5 | -1 665 560,7 |
| PRODUIT INTERIEUR BRUT | 1 407 545,0 | 1 922 200,0 | 2 298 655,5 | 2 601 000,0 | 3 407 940,1 | 4 066 601,3 | 5 148 173,0 | 6 325 982,7 | 9 026 676,3 | 11 949 307,6 |

Source: Banque Centrale du Congo.

Tableau I.13 Contribution des différents secteurs au Produit Intérieur Brut (Prix courants)
(en millions de CDF courants)

| | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009(p) | 2010(e) |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|
| 1. AGRICULTURE, CHASSE, SYLVICULTURE ET PECHE | 826 802,1 | 962 100,0 | 1 102 985,6 | 1 274 900,0 | 1 604 528,9 | 1 880 993,5 | 2 293 924,8 | 2 907 849,8 | 3 714 885,5 | 4 723 197,3 |
| 2. INDUSTRIES | 279 090,4 | 432 300,0 | 515 185,6 | 541 405,0 | 748 547,1 | 888 699,0 | 1 156 207,1 | 1 465 643,7 | 1 982 055,7 | 2 792 625,6 |
| 1. Activités extractives et métallurgiques | 103 352,7 | 166 200,0 | 211 549,5 | 221 802,0 | 307 149,1 | 350 783,1 | 438 441,4 | 555 781,9 | 801 271,1 | 1 252 737,6 |
| 2. Activités de fabrications | 67 326,0 | 102 300,0 | 112 188,8 | 136 525,0 | 178 920,0 | 206 670,3 | 273 956,4 | 347 275,6 | 456 187,0 | 578 326,7 |
| 3. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau | 57 178,1 | 78 300,0 | 97 875,1 | 78 581,0 | 103 032,5 | 126 051,6 | 173 150,7 | 219 491,1 | 270 975,9 | 341 782,1 |
| 4. Construction | 51 233,6 | 85 500,0 | 93 572,1 | 104 497,0 | 159 445,4 | 205 193,9 | 270 658,6 | 343 095,2 | 453 621,7 | 619 779,2 |
| 3. SERVICES | 275 547,2 | 496 900,0 | 630 832,5 | 718 149,0 | 950 233,2 | 1 174 087,4 | 1 593 758,4 | 2 020 297,3 | 2 797 212,9 | 3 625 737,1 |
| 1. Commerce de gros et de détail | 146 015,3 | 297 100,0 | 362 831,8 | 396 372,0 | 530 081,4 | 653 267,5 | 878 673,6 | 1 113 833,8 | 1 575 285,9 | 2 049 662,8 |
| 2. Transports, entreposage et communications | 57 170,6 | 70 800,0 | 88 909,2 | 94 426,0 | 128 679,5 | 165 213,1 | 232 919,7 | 295 256,2 | 407 373,7 | 537 907,4 |
| 3. Services marchands ⁽¹⁾ | 47 555,8 | 79 800,0 | 123 991,9 | 135 949,0 | 181 015,3 | 221 172,2 | 294 691,4 | 373 559,9 | 499 796,5 | 645 501,4 |
| - dont services financiers | -6 710,1 | -700,0 | -8 526,0 | 876,0 | 27 170,6 | 50 021,8 | 76 061,3 | 96 417,7 | 113 037,4 | 145 991,0 |
| 4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire | 24 805,5 | 49 200,0 | 55 099,6 | 91 402,0 | 110 457,1 | 134 434,5 | 187 473,7 | 237 647,4 | 314 756,8 | 392 665,6 |
| S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs | 1 381 439,7 | 1 891 300,0 | 2 249 003,8 | 2 534 454,0 | 3 303 309,1 | 3 943 779,9 | 5 043 890,3 | 6 393 790,8 | 8 494 154,1 | 11 141 560,0 |
| Production imputée des services bancaires (-) | 2 445,0 | -4 900,0 | -1 436,8 | 37,0 | 9 960,9 | -1 154,6 | -87 469,9 | -110 879,5 | -251 677,4 | -292 839,0 |
| DROITS ET TAXES À L'IMPORTATION | 23 660,3 | 35 900,0 | 51 088,5 | 66 509,0 | 94 670,1 | 123 976,0 | 191 752,6 | 243 071,5 | 784 199,6 | 1 100 586,5 |
| Produit intérieur brut au prix du marché | 1 407 545,0 | 1 922 300,0 | 2 298 655,5 | 2 601 000,0 | 3 407 940,1 | 4 066 601,3 | 5 148 173,0 | 6 525 982,7 | 9 026 676,3 | 11 949 307,6 |

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Y compris les hôtels et restaurants

Au cours de l'année sous-analyse, l'importance des Finances Publiques dans l'économie a connu une évolution contrastée. D'une part, la charge brute a été de 13,7 % contre 13,2 % en 2009, suite essentiellement à la légère hausse de la pression fiscale sur les activités intérieures. En effet,

cette dernière est passée de 8,3 % à 8,8 % d'une année à l'autre, sous l'impulsion de l'impôt sur les « revenus » et sur les « biens et services ».

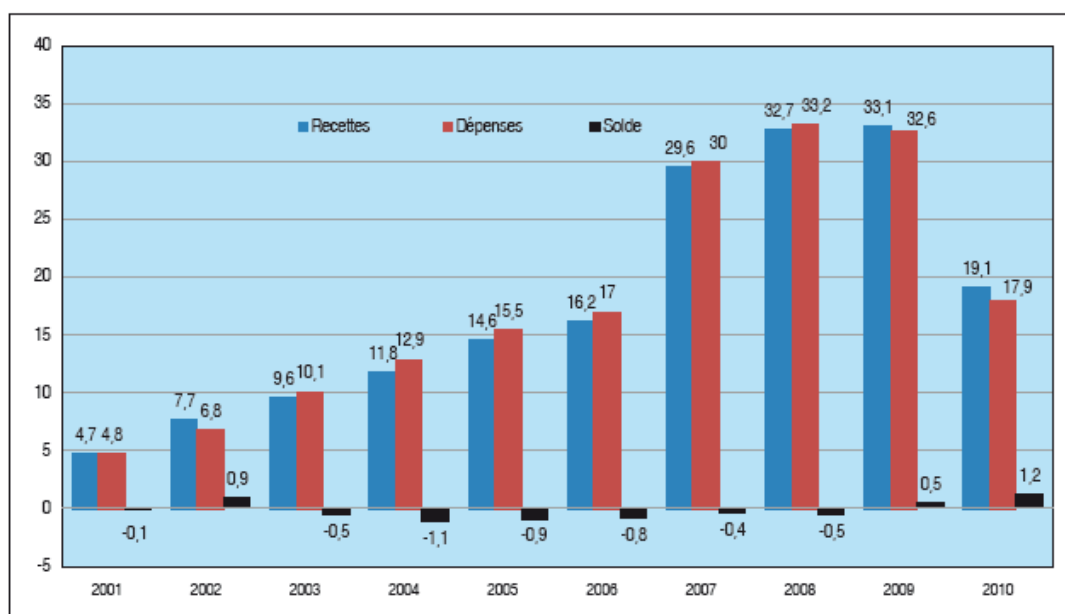
Par contre, celle se rapportant aux activités extérieures a atteint 4,8 % contre 4,9 % l'année précédente. La charge fiscale nette est passée de 12,9 % à 13,2 % d'une période à l'autre.

D'autre part, les dépenses publiques ont été contenues à 21,2 % du PIB en 2010 contre 34,2 % en 2009. Ainsi, l'exercice s'est clôturé par un excédent budgétaire de 1,2 % du PIB contre 0,5 % une année plus tôt.

La part de la consommation publique dans le PIB, qui était de 18,6 % en 2009, est passée à 13,1 % en 2010, tandis que celle de la formation brute du capital fixe s'est établie à 15,4 % à 7,6 % d'une année à l'autre.

Quant aux contributions des Administrations Publiques à la formation brute du capital fixe et aux revenus de ménages, elles ont enregistré des évolutions négatives, se situant respectivement à 11,9 % et 7,9 % contre 50,7 % et 9,1 % en 2009.

Graphique II.1 Importance relative des opérations du cadre budgétaire(en pourcentage du PIB)



Cfr tableau II.10.

Source : Banque Centrale du Congo, Rapport 2010

6.1. Association des Banques Centrales Africaines (ABCA)

6.2. Rappel des objectifs du Programme de Coopération Monétaire en Afrique

Le Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA) vise la réalisation, à l'horizon 2021, d'une zone monétaire intégrée avec une monnaie unique et une Banque Centrale commune au terme d'un processus de convergence réussi par au moins 51,0 % des pays membres. Ce programme prône l'adoption des mesures de politiques collectives à travers l'harmonisation des programmes de coopération monétaire des groupements sous-régionaux. A cet effet, des critères de convergence macroéconomique de 1er et 2ème rangs ont été définis et adoptés.

Critères de 1er rang :

1. Déficit public global (hors dons)/PIB < 3,0 % ;
2. Taux d'inflation < 5,0 % ;
3. Réduction au minimum du financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale ;
4. Réserves extérieures brutes > à six mois d'importation de biens et services.

Critères de 2ème rang :

5. Elimination des arriérés extérieurs et intérieurs et non accumulation de nouveaux arriérés ;
6. Ratio Recettes fiscales/PIB > 20,0 % ;
7. Ratio Dette publique/PIB ≤ 70,0 % ;
8. Ratio Masse salariale/Recettes fiscales totales < 35,0 % ;
9. Maintien de la stabilité du taux de change réel ;
10. Investissements publics/ total recettes fiscales > 20,0 % ;
11. Maintien des taux d'intérêt réels positifs.

6.3. Evaluation des critères de convergence du PCMA en 2010

En attendant l'évaluation globale du PCMA qui se fera au deuxième semestre 2011, la RDC en s'auto-évaluant a constaté une certaine avancée dans la réalisation de ces critères. Comme l'indique le tableau ci-dessous, sur les 11 critères, elle en a respectées 7, dont 2 de premier rang et 5 du second, contre un total de 5 en 2009.

Première partie EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2010

A. Critères de 1^{er} rang

| RDC | OBJECTIFS INTERMEDIAIRES | 2010 | OBSERVATION |
|---|--|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Déficit public global/PIB, hors dons ▪ Taux d'inflation ▪ Réduction au minimum du financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale ▪ Réserves extérieures brutes supérieures ou égales à six mois d'importation de biens et services | Déficit à un chiffre Inférieur à 5 % Réduction à 10 % à l'horizon 2009 Trois mois d'importation | +1,1 % 9,8 % 0,0 % 1,7 mois | Respecté Non respecté Respecté Non respecté |

B. Critères de 2^{ème} rang

| RDC | | 2010 | OBSERVATION |
|--|---------------------------|--------|--------------|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Non accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs | Soutenabilité de la dette | - | Respecté |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ratio Recettes fiscales/PIB | Supérieur ou égal à 20 % | 13,7 % | Non respecté |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ratio Dette publique/PIB | Inférieur ou égal à 70 % | 15,9 % | Respecté |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ratio Masse salariale/Recettes fiscales totales | Inférieure à 35 % | 37,0 % | Non respecté |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Maintien de la stabilité du taux de change réel | Maintien de la stabilité | -1,4 % | Respecté |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Financement des investissements publics sur recettes fiscales | Minimum à 20 % | 55,0 % | Respecté |
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ Maintien des taux d'intérêt réels positifs. | Allocation des ressources | 12,2 % | Respecté |

Evolution des réalisations de 2006 à 2010

| Critères de 1 ^{er} rang | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 1. Déficit public global/PIB, hors dons, inférieur à 3,0 % (Objectif intermédiaire : déficit à un chiffre) | Respecté | Respecté | Respecté | Respecté | Respecté |
| 2. Taux d'inflation inférieur à 3 % (Objectif intermédiaire : inflation à un chiffre) | Non respecté | Respecté | Non respecté | Non respecté | Non respecté |
| 3. Réduction au minimum du financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale (Objectif intermédiaire : réduction graduelle) | Respecté | Respecté | Respecté | Respecté | Respecté |
| 4. Réserves extérieures brutes supérieures ou égales à six mois d'importation de biens et services (Objectif intermédiaire : 3 mois d'importations à l'horizon 2008) | Non respecté | Non respecté | Non respecté | Non respecté | Non respecté |
| Nombre de critères observés sur quatre | 2 | 3 | 2 | 2 | 2 |

| Critères de 2 ^{ème} rang | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 1. Non accumulation de nouveaux arriérés intérieurs et extérieurs | Non respecté | Respecté | Respecté | Respecté | Respecté |
| 2. Ratio Recettes fiscales/PIB supérieur ou égal à 20,0 % ; | Non respecté | Non respecté | Non respecté | Non respecté | Non respecté |
| 3. Ratio Dette publique/PIB inférieur ou égal à 70,0 % ; | Non respecté | Non respecté | Non respecté | Non respecté | Respecté |
| 4. Ratio Masse salariale/Recettes fiscales totales inférieure à 35,0 % ; | Non respecté | Non respecté | Non respecté | Non respecté | Non respecté |
| 5. Maintien de la stabilité du taux de change réel ; | Respecté | Respecté | Non respecté | Non respecté | Respecté |
| 6. Financement des investissements publics sur recettes fiscales à 20,0 % au minimum ; | Non respecté | Non respecté | Non respecté | Respecté | Respecté |
| 7. Maintien des taux d'intérêt réels positifs | Respecté | Respecté | Respecté | Respecté | Respecté |
| Nombre de critères observés sur sept | 2 | 3 | 2 | 3 | 5 |
| Situation globale sur onze critères | 4 | 6 | 4 | 5 | 7 |

Sources : Directions des Analyses Economiques et des Statistiques, BCC.

6.4. Masse monétaire

L'accroissement de la masse monétaire s'est ralenti en 2010. Il a été noté une hausse de 30,1 % de l'offre de monnaie contre 48,2 % en 2009. Cette augmentation a concerné essentiellement les billets en circulation et les dépôts en devises des résidents. Principales composantes de la masse monétaire, la circulation fiduciaire et les dépôts en devises se sont accrus respectivement de 28,3 % et 22,7 %.

Une dynamique exceptionnelle a été notée dans le comportement des dépôts à vue et à terme en monnaie nationale en 2010, en dépit de leur poids marginal dans l'ensemble des moyens de paiement. Ces deux agrégats ont enregistré des hausses respectives de 119,2 % et 141,9 %. Cette évolution, liée, notamment à l'amélioration du cadre macroéconomique, au dynamisme de l'activité économique et à l'augmentation du nombre des banques, n'a pas pour autant amélioré la part de ces dépôts dans la masse monétaire.

Tableau IV.3 Composantes de la masse monétaire
(en milliards de CDF)

| | 2008 | 2009 | 2010 | Variation en % | |
|-------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|-------------|
| | | | | 2009 | 2010 |
| Masse monétaire | 1 041,4 | 1 543,6 | 2 008,6 | 48,2 | 30,1 |
| Masse monétaire (sens strict) | 392,5 | 479,9 | 705,1 | 22,3 | 46,9 |
| Circulation fiduciaire | 304,6 | 381,5 | 489,4 | 25,2 | 28,3 |
| Dépôts à vue | 87,9 | 98,4 | 215,7 | 11,9 | 119,2 |
| Quasi-monnaie | 606,0 | 1 022,0 | 1 258,6 | 68,6 | 23,1 |
| Dépôts à terme en MN | 1,3 | 3,5 | 8,5 | 169,2 | 141,9 |
| Dépôts en devises | 604,7 | 1 018,5 | 1 250,1 | 68,4 | 22,7 |
| Provisions pour importations | 42,9 | 41,7 | 45,0 | - 2,8 | 7,9 |

Source : Banque Centrale du Congo.

L'augmentation de la masse monétaire tient principalement à l'amélioration des avoirs extérieurs nets. La hausse de ces derniers, soit 948,9 milliards de CDF, est liée à la baisse des engagements extérieurs de l'Institut d'Emission consécutive, dans une large mesure, à l'annulation d'une fraction importante de ses engagements extérieurs.

En ce qui concerne les avoirs intérieurs nets, ils ont enregistré une baisse de 30,5 % imputable à la contraction des créances nettes sur l'Etat de 328,8 % et de la baisse de 6,1 % des autres postes nets.

L'amélioration de la position nette du Gouvernement est attribuable à l'accroissement des dépôts de l'Etat. Quant aux autres postes nets, leur diminution est expliquée par l'augmentation importante de l'encours des billets de trésorerie.

Au cours de l'année 2010, une progression des créances sur le secteur privé a été observée, quoique faible comparativement à l'année précédente. En effet, ce poste a connu une hausse de 18,6 % contre 44,5 % en 2009.

6.4.1. Monnaie et crédit

Il convient cependant de relever que la croissance importante observée en 2009 ne relève pas de l'effet volume, mais plutôt de l'effet prix attribuable à la dépréciation monétaire. Etant donné que la fraction la plus importante de ces crédits est accordée en devises, la dépréciation de 29,2 %

du taux de change enregistrée en 2009 a induit une forte augmentation de l'encours des créances sur le secteur privé. Par contre, la croissance desdits crédits constatée en 2010 tient principalement à l'augmentation en volume des créances sur le secteur privé, dans un contexte de stabilité du taux de change et de reprise de l'activité économique.

Tableau IV.4 Contreparties de la masse monétaire
(en milliards de CDF)

| | 2008 ^r | 2009 ^r | 2010 | Variation en % | |
|-------------------------------|-------------------|-------------------|---------|----------------|---------|
| | | | | 2009 | 2010 |
| Avoirs extérieurs nets | -296,8 | - 41,0 | 907,9 | 86,2 | 2 316,7 |
| avoids intérieurs nets | 1 338,2 | 1 584,7 | 1 100,7 | 18,4 | - 30,5 |
| créances nettes sur l'Etat | 248,9 | 172,8 | -395,2 | -30,6 | - 328,7 |
| Créances sur le secteur privé | 475,4 | 686,9 | 815,0 | 44,5 | 18,6 |
| Autres postes nets | 613,9 | 725,0 | 681,0 | 18,1 | - 6,1 |

Source : Banque Centrale du Congo.

(r) Situation corrigée à la suite du reclassement des allocations de droits de tirage spécial dans les engagements extérieurs de la BCC.

Préférences monétaires des agents économiques

L'examen de la structure de la masse monétaire révèle une prédominance de la quasi-monnaie. En effet à fin 2010, les disponibilités monétaires n'ont représenté que 35,1 % de la masse monétaire contre 62,7 % pour la quasi-monnaie. Le poids des provisions pour importations est demeuré stable autour de 2,2 %.

De même, la préférence des agents économiques pour les billets en circulation a également été stable en 2010 autour de 24,5 %. La demande des dépôts à vue en monnaie nationale a augmenté d'une année à l'autre, le poids de ces actifs étant passé de 6,4 % à 10,7 % de la masse monétaire. Le ralentissement sensible de l'inflation, la stabilité – voire l'appréciation - du taux de change ainsi que la bancarisation progressive de l'économie congolaise sont les principaux facteurs à la base de cette évolution.

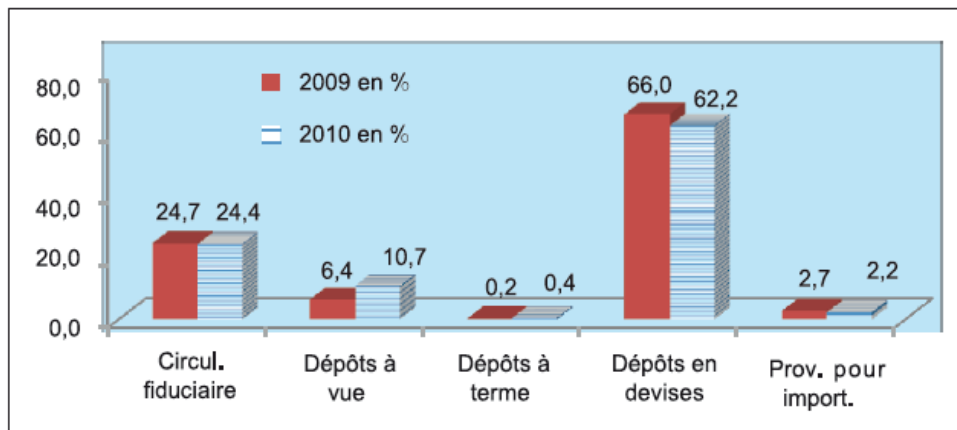
Par contre, la demande des dépôts en devises a connu un recul en raison des pertes sur détention d'actifs provoquées par les phases d'appréciation du franc congolais observées en 2010. Il convient de relever que ces dépôts ont représenté 62,2 % des moyens de paiement en 2010

contre 66,0 % en 2009. Cette importance est un indice de la persistance, voire de l'aggravation, de la dollarisation de l'économie congolaise.

Première partie EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE
EN 2010

Graphique IV.1 Structure de la masse monétaire (en pourcentage)

Graphique IV.1 Structure de la masse monétaire
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

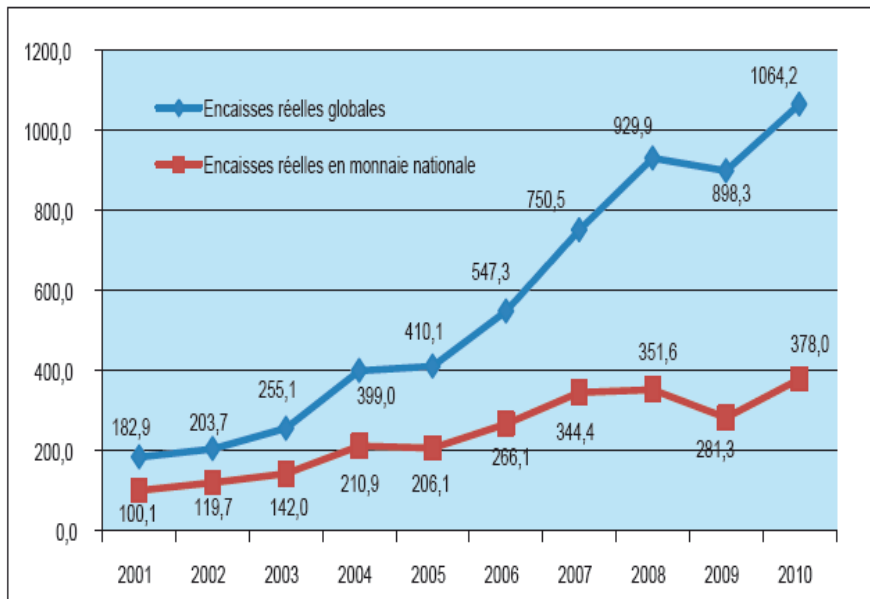
6.5. Evolution de la demande de monnaie

Au cours de l'année 2010, une hausse de la demande de monnaie a été observée. Cette situation est attestée tant par la hausse des encaisses réelles des agents économiques que par l'évolution de la vitesse - revenu de la monnaie.

6.5.1. Comportement des encaisses réelles

Le pouvoir d'achat de la monnaie nationale s'est amélioré en 2010 comparativement à 2009. Il a connu une augmentation de 34,4 % contre une baisse de 20,0 % il y a une année. Cette situation est expliquée par un accroissement plus important de la masse monétaire par rapport au rythme de formation des prix intérieurs. En effet, la masse monétaire a augmenté de 30,1 % tandis que les prix à la consommation n'ont enregistré qu'une hausse annuelle de 9,8 %.

Graphique IV.2 Encaisses réelles des agents économiques
(en CDF)

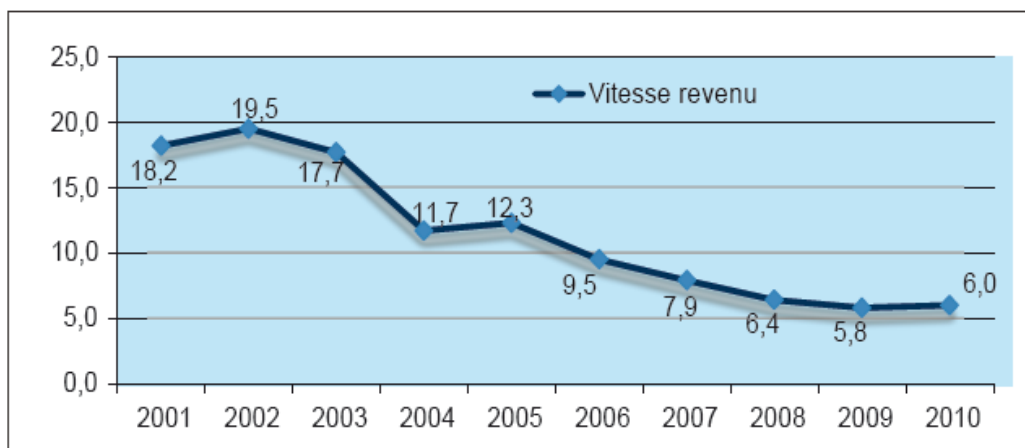


Source : Banque Centrale du Congo.

6.5.2. Evolution de la vitesse-revenu de la monnaie

L'intensité de l'utilisation de la monnaie s'est accrue en 2010. Cette situation est illustrée par l'évolution de la vitesse-revenu global qui a enregistré une hausse de 0,2 point.

Graphique IV.3 Evolution de la vitesse-revenu



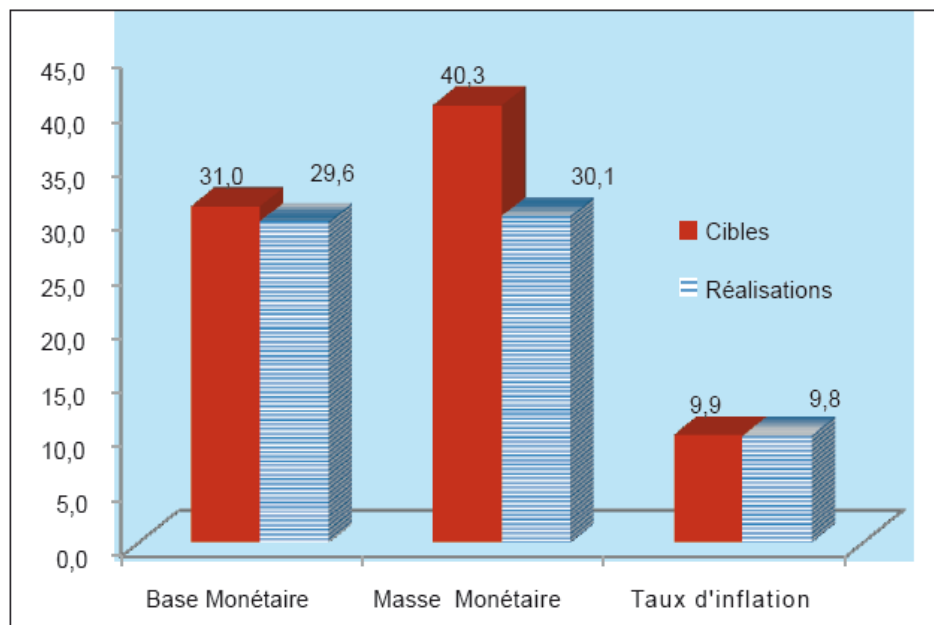
Source : Banque Centrale du Congo.

Section 7. POLITIQUE MONETAIRE

En raison du recul accéléré de l'inflation au cours de l'année 2010, la Banque Centrale du Congo a progressivement et prudemment assoupli sa politique monétaire. De mars à août, elle a revu à la baisse son principal taux de base à cinq reprises en vue d'impulser une détente des taux d'intérêt dans l'économie, soutenir le crédit au secteur privé et accompagner la croissance de l'activité économique. Le graphique

ci-après révèle le comportement des objectifs quantitatifs et des réalisations de la politique monétaire en 2010.

*Graphique IV.4 Cibles et réalisations de la politique monétaire en 2010
(en pourcentage)*



Source : Banque Centrale du Congo.

Les objectifs quantitatifs établis par la programmation monétaire - relatifs à l'inflation, la masse monétaire et la base monétaire - ont été tous atteints en 2010.

Ces performances tiennent principalement au renforcement au niveau institutionnel du cadre de coordination des politiques budgétaire, monétaire et de change.

Section 8. CADRE OPERATIONNEL DE LA POLITIQUE MONETAIRE

En 2010, le cadre opérationnel de la politique monétaire de la BCC est demeuré le même qu'en 2009. Il a reposé sur les taux d'intérêt sur le refinancement, le coefficient de réserve obligatoire et les appels d'offres du Billet de Trésorerie (BTR).

Section 9. COMPORTEMENT DES INSTRUMENTS

Au cours de l'année 2010, les trois instruments de la politique monétaire ont évolué comme suit :

a) Taux directeur

Eu égard à la désinflation accélérée de l'économie, laquelle a commencé dès fin février, la Banque Centrale du Congo a procédé à cinq ajustements de son taux directeur. Le tableau ci-après présente les dates et la fréquence des révisions du taux directeur ainsi que les différents contextes ayant entouré ces ajustements.

Tableau IV.5 Taux directeur de la BCC

| Succession des ajustements | Niveau du taux directeur (en %) | Date de la modification | Fréquence des ajustements du taux directeur | Facteurs explicatifs |
|------------------------------------|---------------------------------|-------------------------|---|---|
| Dernier ajustement de 2009 | 70,0 | lundi 26 octobre 2009 | | Forte inflation et accélération dépréciation monétaire |
| 1 ^{er} ajustement en 2010 | 60,0 | mardi 23 mars 2010 | 24 semaines | Ralentissement significatif de l'inflation, appréciation monétaire et hausse marge de positivité |
| 2 ^{ème} ajustement | 52,0 | lundi 5 avril 2010 | 2 semaines | |
| 3 ^{ème} ajustement | 42,0 | vendredi 21 mai 2010 | 6 semaines | Désinflation accélérée et renforcement de la coordination des politiques budgétaire, monétaire et de change |
| 4 ^{ème} ajustement | 29,5 | mardi 6 juillet 2010 | 7 semaines | - Atteinte du point d'achèvement et consolidation de la stabilité macroéconomique ; - Augmentation tendancielle des taux d'intérêt réels |
| 5 ^{ème} ajustement | 22,0 | mardi 10 août 2010 | 6 semaines | Niveaux élevés des taux d'intérêt réels |

Source : BCC, Rapport sur la politique monétaire 2010.

Section 10. EVOLUTION DES TRANSACTIONS

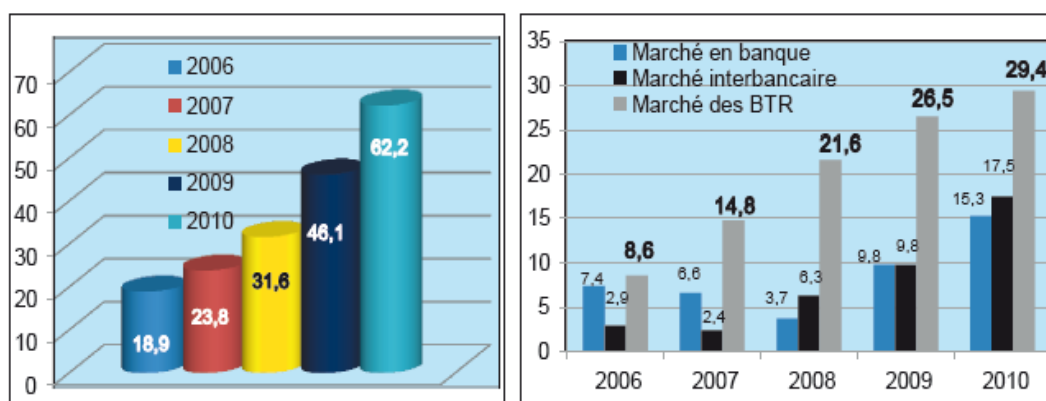
La taille du marché monétaire s'est légèrement accrue en 2010, quoique ce marché ait été un peu moins actif comparativement à 2009. En effet, les transactions sur ce marché ont poursuivi leur accroissement en

2010. Le volume global des transactions a augmenté de 35,2 %, passant d'une année à l'autre de 5.499,1 milliards de CDF à

7.432,2 milliards. Cette évolution tient, notamment à l'intensification de la concurrence entre les banques avec le déploiement de l'activité bancaire sur le territoire.

Les transactions sur le marché monétaire ont représenté 62,2 % du PIB en 2010 contre 46,1 % une année plus tôt. Les segments des BTR et interbancaire ont été les plus actifs.

Graphique IV.6 Volume des transactions sur le marché monétaire
(en pourcentage du PIB)



Source : Banque Centrale du Congo.

Section 11. Marché en banque

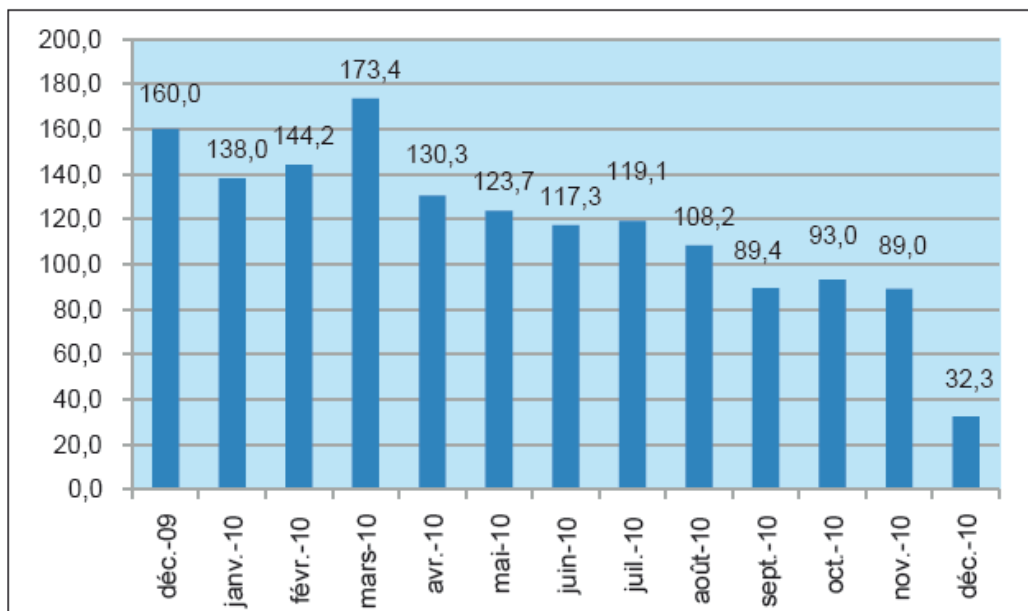
Ce marché concerne les concours que la Banque Centrale apporte, à travers ses deux guichets, aux banques commerciales en besoin des liquidités. Il comprend le prêt à court terme et les facilités permanentes.

11.1. EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2010

S'agissant des prêts à court terme, le volume annuel des transactions opérées a enregistré une croissance de 15,0 %, s'établissant à 1.357,9 milliards de CDF contre 1.180,7 milliards en 2009. Cette situation a résulté des concours apportés, tout au long de l'année, à une banque commerciale en difficulté. Cependant, un recul de l'encours des prêts à court terme a été noté à fin décembre 2010. Il s'est chiffré à 20,2 milliards de CDF contre 39,5 milliards une année plus tôt.

Concernant les facilités permanentes, ce guichet n'a pas été attractif au cours de l'année 2010. Cette situation est due, d'une part, à l'aisance des liquidités dans laquelle se sont retrouvées les banques commerciales à partir du mois de mars et, d'autre part, à des niveaux relativement moins élevés des taux d'intérêt sur le marché interbancaire par rapport aux taux offerts par la Banque Centrale. Le total des transactions au titre des facilités permanentes s'est chiffré à 478,4 milliards de CDF contre 1.025,3 milliards en 2009, soit un recul de 53,3 %.

Graphique IV.7 Evolution mensuelle des transactions sur le marché en banque
(en milliards de CDF)



Source : Banque Centrale du Congo.

Section 12. Crédits à décaissement

Après la baisse de 2,0 % enregistrée en 2009, un regain remarquable des crédits à décaissement a été noté en 2010 - hausse de 34,7 % -, expliqué notamment par le dynamisme de l'activité économique.

1) Allocations des crédits à décaissement par terme

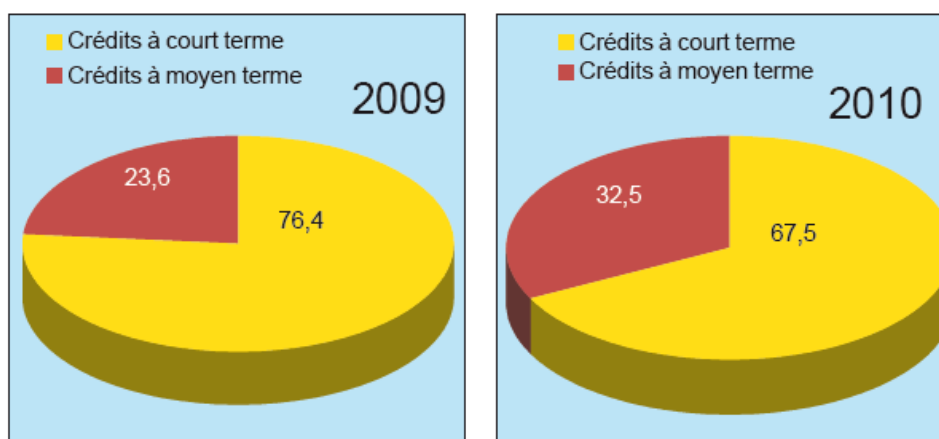
En dépit de la dominance structurelle des crédits à court terme, une avancée notable a été observée dans le comportement des crédits à moyen terme dont le poids relatif a atteint 32,5 % en 2010 contre 23,6 % une

année auparavant. Il importe de noter que, de manière générale, les banques locales ne financent pas encore des opérations à long terme.

Le graphique ci-après illustre l'arbitrage entre le court et les moyens termes en matière d'allocation des crédits des banques commerciales.

Les 2/3 des crédits octroyés sont absorbés par les crédits à décaissement.

Graphique IV.16 Structure des crédits par terme : arbitrage entre court et moyen terme
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

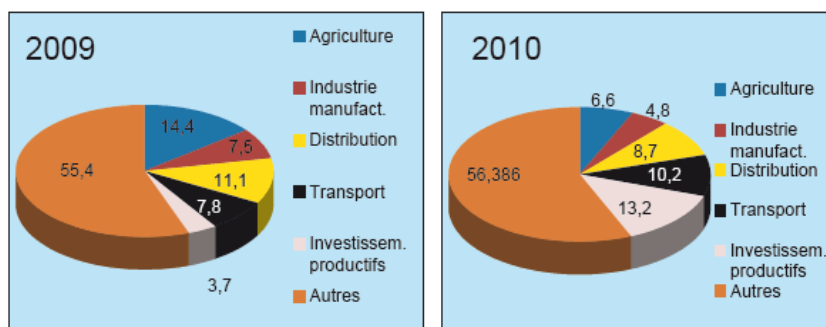
2) Allocations des crédits à décaissement par secteur

Avant d'analyser la structure sectorielle des crédits à décaissement, il est utile de relever au préalable que la rubrique « Autres » rassemble tous les secteurs non ventilés en raison des niveaux marginaux des crédits dont ils ont bénéficié. Considérées globalement, les allocations en faveur de ces secteurs leur attribuent un poids important.

L'analyse du graphique ci-après révèle que les allocations des crédits à court terme en faveur du secteur des transports se sont significativement accrues en 2010, passant de 7,8 % à 10,2 %.

Concernant les crédits à moyen terme, les investissements productifs ont connu une forte expansion en 2010, passant de 17,9 milliards de CDF en 2009, à 85,5 milliards.

Graphique IV.17 Allocation sectorielle des crédits à court et moyen termes
(en milliards de CDF)

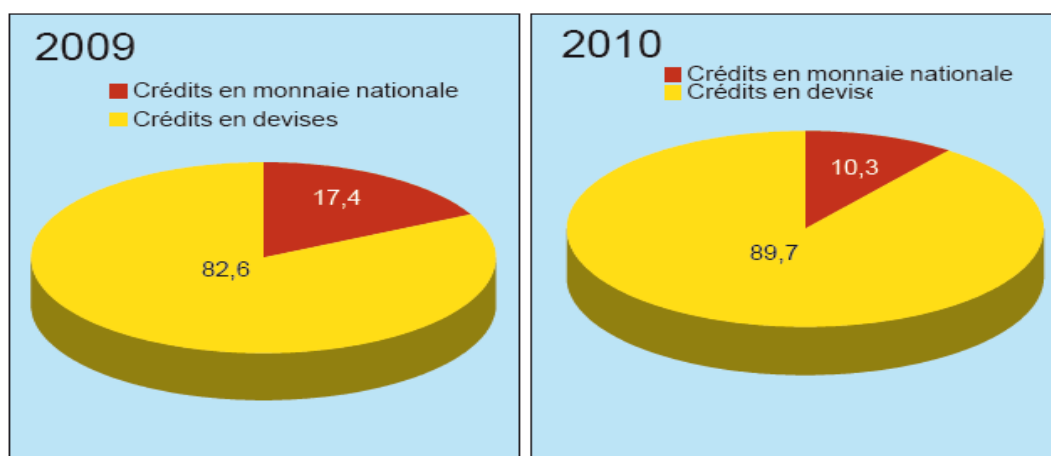


Source : Banque Centrale du Congo.

3) Répartition des crédits suivant la monnaie de règlement

La structure des crédits à l'économie suivant la monnaie de règlement reste dominée par les crédits en devises. En 2010, ces crédits ont absorbé 89,7 % des crédits bancaires contre 82,6 % une année auparavant. Le poids relatif des crédits octroyés en monnaie nationale a reculé de 7,1 points de pourcentage.

Graphique IV.18 Structure des crédits suivant la monnaie de règlement
(en pourcentage)



Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.9 Evolution du crédit aux entreprises et aux particuliers
(en milliards de CDF)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| I. Crédits à décaissement | 72,7 | 126,4 | 200,8 | 490,4 | 480,8 | 647,5 |
| A. <u>Crédits à court terme</u> | 60,6 | 115,2 | 169,3 | 412,3 | 367,5 | 436,9 |
| 1. Agriculture | 5,2 | 9,7 | 7,9 | 15,2 | 69,2 | 43,0 |
| 2. Industrie manufacturière | 9,9 | 13,4 | 16,4 | 29,9 | 36,3 | 31,1 |
| 3. Distribution | 10,9 | 16,4 | 23,3 | 79,8 | 53,4 | 56,5 |
| 4. Transport | 6,4 | 23,6 | 33,8 | 34,4 | 37,4 | 66,3 |
| 5. Autres (*) | 28,2 | 52,0 | 88,0 | 253,0 | 171,1 | 240,0 |
| B. <u>Crédits à M.T.</u> | 12,0 | 11,2 | 31,5 | 78,2 | 113,4 | 210,6 |
| 1. Investissem. productifs | 1,2 | 4,8 | 6,5 | 9,8 | 17,9 | 85,5 |
| 2. Prêts spéciaux | 9,0 | 0,0 | 2,3 | 8,6 | 0,0 | 0,0 |
| 3. Autres (*) | 1,8 | 6,4 | 22,7 | 59,7 | 95,5 | 125,1 |
| II. Crédits d'engagement | 50,2 | 57,1 | 77,6 | 78,2 | 65,9 | 167,8 |
| 1. Crédocs à l'import | 10,8 | 15,8 | 38,6 | 9,8 | 23,1 | 72,6 |
| 2. Crédocs à l'export | 1,2 | 0,0 | 0,0 | 8,6 | 0,0 | 0,0 |
| 3. Autres (*) | 38,3 | 41,3 | 39,0 | 59,7 | 42,8 | 95,2 |
| III. Total crédits des BCM | 122,9 | 183,5 | 278,4 | 568,6 | 546,7 | 815,4 |
| IV. Banque Centrale du Congo | 0,0 | 0,0 | 3,3 | 3,0 | 3,6 | 4,6 |
| V. TOTAL GENERAL | 122,9 | 183,5 | 281,7 | 571,6 | 550,2 | 819,9 |

Source : Banque Centrale du Congo.

(*) Le poste « Autres » rassemble les crédits alloués aux secteurs non ventilés.

Tableau N° 1. Evolution de la croissance économique des différents secteurs d'activités économique en pourcentage de 2006 à 2010

| Secteur de biens | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|------|------|------|-------|------|
| I. Secteurs de Biens | 3,7 | 3,5 | 4,7 | 3,5 | 8,2 |
| 1. Agricultures, sylvicultures, élevages et chasses | 3,2 | 3,3 | 3,0 | 3,0 | 3,0 |
| 2. Activités extractives et métallurgique | 0,9 | 2,5 | 11,4 | 2,5 | 24,6 |
| 3. Activités de fabrication | 0,9 | 5,1 | 2,7 | 1,4 | 1,6 |
| 4. Produit et distribution d'électricité de GAZ et eau | 4,3 | 1,8 | -4,9 | -1,6 | 0,8 |
| 5. Construction | 13,2 | 5,4 | 3,8 | 9,1 | 9,4 |
| II. Secteurs des Services | 9,1 | 11,1 | 9,8 | 2,4 | 4,1 |
| 1. Commerce de gros et détail | 8,9 | 13,1 | 12,3 | 4,3 | 4,4 |
| 2. Transport, entreposage, communication | 12,5 | 10,9 | 8,4 | 2,9 | 5,0 |
| 3. Services marchands | 7,5 | 6,9 | 4,8 | 3,5 | 3,1 |
| 4. Administration et dépense, sécurité obligatoire | 5,8 | 6,2 | 4,2 | -23,0 | 0,1 |
| 5. Droit et taxes à l'importation | 14,0 | 19,0 | 15,4 | 8,5 | 13,8 |
| Produit intérieur brut | 5,6 | 6,3 | 6,2 | 2,8 | 7,2 |

Source : Rapport de la banque centrale du Congo 2010 p. 94

Commentaire

De ce tableau, il ressort que la croissance du produit intérieur brut a été bonne. En 2006, ce dernier a été de 5,6%, nous remarquons que c'est le secteur des services qui contribue le plus que le service de biens. La

croissance du PIB tombe en 2009 à 2,8 à causé de la crise économique mondiale, puis une relance en 2010 de 7,2. Les activités ayant plus contribué sont celles de activités extractives et métallurgique avec 24,6% en 2010, le droit et taxe à l'importation, avec 13,8%, et la construction 9,4%. Toujours en 2010.

Le taux d'inflation

L'inflation étant une hausse généralisée des prix des facteurs dans différents secteurs d'activités économiques ; au Congo les données statistiques montrent qu'en glissement annuel le taux d'inflation s'est établi à 18% contre 21% en 2005 soit un recul 3,1% par rapport à 2005 ⁽²⁸⁾.

En moyenne annuelle, elle se situe à 13,2% contre 21,3% l'année précédente c'est le taux d'inflation qui a entraîné la dépréciation du franc congolais face au dollar Américain entre 2008 à 2009.Cela provient entre autre de la hausse de prix des carburants.

Pour rappel, en 2007 le taux d'inflation annuel de 9,96% était dû au fait qu'il s'est observé une rigidité de prix des biens et services, une désinflation et une faible reprise d'inflation.

En 2008, par contre le taux d'inflation est monté à 27,57%.Il ressort que l'inflation, au cours de cette année, était tributaire au financement monétaire des dépenses publiques, des déficits de la balance générale de paiement et de la hausse des coûts des facteurs.

Il s'en est suivi une désinflation malheureusement de courte durée, qui a entraîné une reprise d'inflation, le tableau ci dessous nous montre l'évolution du taux d'inflation en RD Congo de 2006 à 2010.

**Tableau N°02 : Evolution du taux d'inflation en RD
Congo de 2006 à 2010**

| 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|------|------|-------|--------|-------|------|
| 21% | 18% | 9,96% | 27,57% | 53,4% | 9,8% |

Source : Rapport annuel BCC 2010 p.23

Commentaire

De ce tableau, il ressort que le taux d'inflation a chuté de moitié en 2007 soit 9,96% contre 18% en 2006. Aussi, une flambée s'est produite en 2008 et 2009 à concurrence de 27,57 et 53,4% respectivement.

Les causes ont été, entres autre la baisse de l'activité économique due aux effets de la crise financière mondiale.

Aussi, les dépenses publiques ont joué un rôle déterminant car, en 2008 ayant une recette de 25,842.970 CDF, il se remarque une dépense de 420767.025 CDF ce qui est plus que proportionnelle.

De 53,4% en 2009, les efforts ont été consentis pour le ramener à 9,8% en 2010 à cause de la stabilité du taux de change à 915,1Fc.

4) Les finances publiques

Par finances publiques nous apprécions le budget de l'Etat pour l'exercice donné. Dans ce travail nous apprécions l'évolution des dépenses et recettes de l'Etat, cela de 2006 à 2010 dans le tableau ci-dessous.

Tableau N° 03 : Budget de L'Etat en Millions CDF Franc Courant

| Années | Recettes | | Dépenses | | Soldes |
|-------------|-------------|--------------|-------------|--------------|------------|
| | Previsions | Réalisations | Previsions | Réalisations | |
| 2006 | 1039561,000 | 532278102 | 1039561,000 | 554819350 | - 22541248 |
| 2007 | 1370309606 | 772823008 | 1370309606 | 786015418 | - 13192407 |
| 2008 | 1781415168 | 2582970 | 1781415165 | 42757025 | - 16924055 |
| 2009 | 2922394 | 1683013 | 2922394 | 1623970 | 59045 |
| 2010 | 5607518 | 5607518 | 2050513 | 1896329 | 154185 |

Source : Condensé d'informations statistiques de la BCC2006, 2007, 2008, 2009, 2010.

III.10.1. Retraitement des données d'analyse

Le passage de Franc courant au Franc constant doit intervenir pour procéder à une bonne lecture et comparaison de données économique dans

un environnement caractérisé par l'inflation il est utile pour les économistes de retraiter ces données au moyens d'un coefficient déflateur, calculé sur base du taux de change en monnaie stable.

En fin, nous allons procéder de la manière ci-après. L'année de base pour notre étude est 2006 qui est l'année pour laquelle nous avons obtenu les informations sur le taux de change à la banque centrale du Congo, d'après le tableau qui suit.

Tableau N°04 : Le taux de change de CDF contre \$ UD de 2006 à 2010

| Années | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|----------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Taux inducteur | 503,4 | 502,9 | 639,3 | 901,6 | 915,1 |

Source : Rapport annuel de la BCC 2010 p.53

III.10.2. Détermination de coefficient déflateur (CD)

Pour déterminer le coefficient déflateur il y a plusieurs méthode ou formules, mais nous allons utiliser l'une de ces méthodes, qui est la suivante.

$$CD = \frac{\text{taux de change de l'année de base}}{\text{taux de change de l'annéequelconque}}$$

Ainsi pour l'année 2006 le $CD: \frac{503,4}{503,4} = 1$

2007 le $CD: \frac{503,4}{502,9} = 1,000$

2008 le $CD: \frac{503,4}{639,3} = 0,787$

2009 le $CD: \frac{503,4}{901,6} = 0,558$

2010 le $CD: \frac{503,4}{915,1} = 0,550$

III.10.3. Passage de Franc courant en Franc constant

Pour obtenir les données économiques en Franc constant il suffit des analysés au Franc courant moyenne, le coefficient déflateur. Cela revient à dire que : montant en franc constant = montant en Franc courant X coefficient déflateur.

Tableau N°05 : Budget de l'Etat en million de CDF en Francs constants de 2006 à 2010

| Années | Recettes | | Dépenses | | Solde |
|--------|-------------|--------------|-------------|--------------|---------------|
| | Previsions | Réalisations | Previsions | Réalisations | |
| 2006 | 1039561000 | 532278102 | 1039561000 | 554819350 | - 22541248 |
| 2007 | 1370309606 | 1370309606 | 772823008 | 786015415 | - 13192407 |
| 2008 | 1401973737 | 1041973737 | 20338417,39 | 33649778,68 | - 13311361,29 |
| 2009 | 1630695,852 | 1630695852 | 939121,254 | 906175,26 | 32945,994 |
| 2010 | 3084134,9 | 1127782,15 | 3084134,9 | 1042980,95 | 84801,2 |

Source : Rapport annuel de BCC 2010 page : 29

Au regard du tableau, nous remarquons qu'en 2006 les réalisations des recettes étaient de 532278102, cependant leurs dépenses ont été de 554/819.350 soit un solde négatif de 22.541.248. Cette situation de déficit budgétaire s'est répétée avec respectivement de déficit de - 13192407 en 2007 et - 133.113.661,29 en 2008 pour s'améliorer en 2009 et 2010 avec un solde positif respectif de 32.945,994 et 84.801,2.

Au regard du tableau, nous remarquons qu'en 2006 les réalisations des recettes étaient de 532278102, cependant leurs dépenses ont été de 554/819.350 soit un solde négatif de 22.541.248. Cette situation de déficit budgétaire s'est répétée avec respectivement de déficit de - 13192407 en 2007 et - 133.113.661,29 en 2008 pour s'améliorer en 2009 et 2010 avec un solde positif respectif de 32.945,994 et 84.801,2.

Aussi voilà comment a évolué le solde budgétaire consolidé, en cela inclus les dons, en pourcentage de réalisation

Tableau N°06 : Evolution de solde budgétaire dons inclus en pourcentage de réalisation

| Années | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|------------------|-------|-------|------|------|------|
| Solde budgétaire | - 0,7 | - 2,5 | - 3 | 0,04 | 0,1 |

Source : Rapport annuel BCC 2010 p .31

De ce tableau, il ressort que le solde budgétaire a été négatif en 2006, 2007, 2008 à concurrence respectivement de -0,7% - 2,4 et - 3 puis a été positif de 2009 à 2010 à concurrence 0,04% et 0,1%.

III.10.4. Investissement en pourcentage du PIB

Un bon indicateur pour apprécier la santé d'une économie, le tableau ci-dessous, nous donne l'évolution des investissements en pourcentage du PIB de la RD Congo de 2006 à 2010.

Tableau N° 07 : Evolution des investissements en pourcentage du PIB

| Années | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|----------------|------|------|------|------|------|
| Investissement | 10,6 | 18,3 | 22,4 | 19,4 | 29,3 |

Source : Rapport annuel 2010, BCC p.51

De ce tableau, il ressort que l'évolution des investissements accuse une augmentation croissante de 2006 à 2008 en concurrence de 10,6 en 2006 et 18,3 ; 22,4% respectivement de 2007 à 2008, en 2009 il était de 19,4% puis une augmentation en 2010 pour 29,3% du PIB.

III.10.5. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT DE LA RD CONGO DE 2006 A 2010

Comme nous l'avons défini, le PIB est l'ensemble des biens et services produits au cours d'une année. Dans un pays, dans cette partie nous allons montrer comment les différents, secteurs économiques sont intervenu dans le PIB de notre pays durant les 5 ans de la période de notre étude.

III.10.6. L'intervention de secteurs économiques dans le PIB de la RD Congo

Tableau N°08 : Contribution de différents secteurs du Produit Intérieur Brut en pourcentage

| | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--|-------|-------|-------|--------|------|
| I. Agriculture, chasse, sylviculture et pêche | 23,6 | 20,6 | 18,3 | 40,6 | 15,7 |
| II. Industries | 21,6 | 16,1 | 30,0 | 39,0 | 57,6 |
| 1 Activités extractives et métallurgiques | 2,1 | 5,4 | 23,7 | 12,1 | 45,6 |
| 2 Activité de fabrication | 0,7 | 3,4 | 1,8 | 2,0 | 0,9 |
| 3 Production distribution Electricité, GAZ et Eau | 0,6 | 0,2 | - 0,6 | - 0,4 | 0,1 |
| 4 Construction | 18,2 | 7,1 | 5,0 | 26,2 | 11,0 |
| III. Services | 50,6 | 57,7 | 53,8 | 34,8 | 19,9 |
| 1 Commerce de gros et détail | 28,8 | 38,8 | 39,5 | 32,2 | 13,0 |
| 2 Transport,Entreposage,communication | 11,8 | 9,8 | 8,0 | 6,3 | 4,2 |
| 3 services marchands | 8,0 | 6,7 | 4,7 | 7,6 | 2,6 |
| 4 Dons, services financiers | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 4,2 | 0,1 |
| 5 Administration Publique et Défense, SEC, société | 2,0 | 1,9 | 1,3 | - 15,5 | 0,0 |
| Sous Total Valeur ajoutée au coût des factures | 95,7 | 93,9 | 102,4 | 111,0 | 93,0 |
| Productions empruntées des services, Bancaires (-) | - 1,1 | - 1,0 | - 8,9 | - 19,7 | 1,2 |
| Droit et taxes à l'importation | 5,4 | 7,1 | 6,6 | 8,7 | 5,8 |
| PIB aux prix du marché | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source : Rapport annuel de BCC 2010 p.38

Au regard de ce tableau, nous constatons que l'agriculture qui constitue la principale activité dans le monde rural et qui occupe près de 70% de la population a représenté 23,6% du PIB en 2006. L'année 2007 a connu un ralentissement de la croissance du secteur dû à l'instabilité micro-économique et à des fortes tensions politiques (29). Aussi, ce secteur a atteint un taux de 20,6 et 18,3 les deux années qui suivent 2007 et 2008. Cette régression dans ce secteur sera redressée en 2009, avec un taux de 40,6%, puis une régression drastique à 15,7% en 2010.

D'autre part le secteur industriel est allé de 21,5% en 2006 à 57,7% en 2010 nonobstant une baisse en 2007 à concurrence de 16,1%.

Quand au secteur des services, ce dernier a contribué en première ligne avec 50,6% ; 57,5% et 53,8% respectivement en 2006, 2007 et 2008 pour atteindre 34,3% et 19,9 de 2009 et 2010.

A cet effet, en valeur, le produit intérieur brut congolais a évolué comme indiqué dans le tableau ci-après.

Tableau N°09 : Evolution du PIB de la RD Congo en million de constant

| Année | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|-------|-----------|-----------|-------------|------------|------------|
| PIB | 386386002 | 410565111 | 343002778,5 | 2499244,02 | 2644068404 |

Source : Rapport annuel de BCC 2010, page 36

De ce tableau, il se révèle que le PIB de la RDC est dans une progression à la hausse il est passé de 386.386.002 CDF constant en 2006 à 410.565.111 CDF constant en 2007 contre 343.002.778,5 en 2008. Cette régression part jusqu'en 2009 pour 24.994.244,02 CDF constant puis a une petite hausse de 2.644.068.404 de CDF constant en 2010.

III.10.6. Etude évolutive des composantes de la masse monétaire de 2006 à 2010

Comme nous l'avons défini précédemment, la masse monétaire est l'ensemble de toute la monnaie en circulation et la quantité détenue dans le compte à vue. L'étude montre que l'expansion de la masse monétaire observée en 2006 à connue une hausse en 2007. En effet cet agrégat s'accrues contre 183.233, 9 millions de CDF en 2006 les dispositions

²⁹ WWW.bcc.cd

monétaire, ont en enregistré, un accroissement de 233.253,0 millions de CDF par rapport à l'année précédente.

Tableau N°10 : Evolution des disponibilités monétaire en Millions de CDF

| Années | Circulation monétaire | Dépôt à vue MN | Disponibilité mon |
|--------|-----------------------|----------------|-------------------|
| 2006 | 183.333.9 | 279.746.1 | 221.913.0 |
| 2007 | 233.253.0 | 670.200.0 | 300.273.0 |
| 2008 | 304.300.0 | 89.500.0 | 393.800.0 |
| 2009 | 381.500.0 | 98.400.0 | 479.900.0 |
| 2010 | 267.694.891 | 215.682.446 | 483.377.267 |

Source : Rapport annuel de BCC. 2010, P.126

Cette construction s'explique essentiellement par le repli de la circulation fiduciaire.

Au cours de l'année 2006 la variation de la masse monétaire a été plus importante qu'en 2007 les montants accrus de 304.300.0 million de CDF contre 233.253.0 millions de CDF en 2007.

L'évolution s'explique par l'expansion des avoirs intérieurs nets à la suite de la forte croissance de secteur privé de créances nettes sur l'Etat et les autres postes nets³⁰.

Pour l'année 2009 un ralentissement de l'expansion de la masse a été observé, l'ensemble s'étant accru de 381.500 millions de CDF. Ceci trouve son explication des avoirs extérieurs nets de 246,3 millions de CDF lié à l'augmentation du crédit, au secteur privé.

Pour bien avoir une bonne lecture de l'évolution des disponibilités monétaire dans le temps et par tranches d'activités il nous paraît intéressant de connaître le taux d'accroissement.

En effet le taux d'accroissement se calcule de la manière ci-après : $\frac{T_2 - T_1}{T_1} \times 100$

T_2 = la période ultérieure de l'étude

T_1 = la période antérieure de l'étude

100 = le pourcentage

³⁰ www.bcc.cd

$$\text{pour l'année 2007} = \frac{233.253.000 - 183.253.000}{183.253.000} \times 100 = 27\%$$

Le calcul de L'année 2007 est pris comme modèle pour d'autres années qui suivent

Tableau N°11 : Le taux d'accroissement de la mase monétaire de la RD Congo de 2007 à 2010

| Années | Circulation monétaire | Dépôt a vie M.N. | Disponibilité monétaire |
|--------|-----------------------|------------------|-------------------------|
| 2007 | 27% | - 76% | 35,7% |
| 2008 | 36,3% | 33,5% | 23,7% |
| 2009 | 25,3% | 9,9% | 21,8% |
| 2010 | - 29,8% | 119% | 0,7% |

Sources : D'après nos propres calculs suivant la formule

III.10.7. EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE EN RD CONGO

La balance commerciale est un indicateur économique important, il enregistre de flux des biens et services à l'importation d'un pays et toutes les transactions économiques entre résidents d'un pays et les résidents des pays étrangers pendant une période de temps donnée ⁽³¹⁾.

La notion même de la balance symbolise une situation dans laquelle les relations entre diverses variables composant l'ensemble, restent inchangées.

Elle est considérée par les autorités économiques du pays comme un instrument d'inflation, grâce auquel la situation de l'économie nationale est rendue claire, bien que de nature statique, la balance aide à pouvoir et pousse à l'action.

Le compte courant de la balance du commerce comprend les exportations et les importations de biens et services. La balance des comptes est dite excédentaire lorsque les exportations sont supérieures aux importations, prix de transport et services divers inclus.

³¹ Charles P. KIN LEBERGE INTERNATIONAL ECONOMIC, éd. edition Richard D. INWIN INC HOME WOOD ILINIOS 1963 P.17

Ainsi l'économie de la RD Congo est, depuis des années, extravertie, la plus grande partie de la production étant tournée à l'exportation. Nous exportons comme nous l'indique le tableau ci-dessous.

A ce stade, une question importante se pose pour notre balance commerciale au Congo. Durant notre période d'étude un constat est fait : Toutes les années de 2006 à 2009 notre solde commerciale était toujours déficitaire sauf en 2010 où on a remarqué un solde positif.

Tableau N°12 : Balance commerciale de la RD Congo (en millions de francs constants)

| Année | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|--------------------|-------------|--------------|----------------|----------------|----------------|
| Exportation | 742.654,9 | 134.333,8, 5 | 111.698,6, 66 | 174.850,3, 602 | 422.109,0, 5 |
| Importation | 105.886,9,5 | 152.420,6,6 | 120.429,1, 325 | 232.9674, 775 | 400.691,6, 485 |
| Solde | - 316.214,6 | - 180.838,1 | - 87.304,665 | - 58.117,173 | 214.174,015 |

Source : Rapport annuel BCC. 2010 p.164

Au regard de ce tableau, il convient de signaler que notre balance commerciale est déficitaire de 2006 à 2009. Il est excédentaire seulement en 2010. Au simple regard de la balance commerciale, elle a été déficitaire de - 316.214,6 en 2006 contre - 58.117,173 en 2009 puis l'excédent de 214.174,015 de CDF au taux constant en 2010.

III.10.8. LES TAUX DE CHANGE DE LA RDC DE 2006 A 2010

Le taux de change c'est un coefficient d'une monnaie nationale par rapport à une monnaie étrangère pour une période donnée, cela s'exprime sous forme de relations entre deux unités monétaires.

L'évolution du taux de change en RD Congo durant nos années d'étude s'est effectuée de la manière suivante :

En 2006 le taux de change était 503,4 CDF pour 1\$UD de cours indicatif et le cours parallèle de 515,9. Par contre en 2007 le taux s'apprécie de 503,4 CDF au cours indicatif et le cours parallèle de 504,7 CDF pour 1\$UD. Ceci suite à un lâchement de ces politiques celui-ci s'est accompagné d'une stabilité de prix

intérieurs et du taux de change et leur renversement, par contre a induit une amélioration de l'évolution de ces paramètres de conjoncture ⁽³²⁾.

En 2008 le taux de change soit 639,3CDF le Dollar, le franc congolais a enregistré une dépréciation de 21,3% à l'indicatif et de 23,2 sur le marché libre.

Pour l'année 2009 le taux de change de 902,6 CDF contre 1Dollar UD du taux d'indicatif et 314,5 du taux parallèle, il y a une dépréciation de 29,2% à l'indicatif et de 28,1% au parallèle ⁽³³⁾.

Cette dépréciation s'explique par l'affermissement de la monnaie américaine, ce dérapage des opérations financières des secteurs sur l'ensemble des marchés à la suite de la crise financière internationale.

L'année 2010, le taux de change s'est établi à 915,1 CDF le Dollar à l'indicatif et 934,5 du taux parallèle cette situation résulte essentiellement de la poursuite de l'amélioration de la coordination des politiques budgétaire et monétaire.

Une dépréciation 2,0% à l'indicatif 0,8% au parallèle au terme de deux premiers mois de l'année.

Faisant suite essentiellement au phénomène cyclique lié au besoin de reconstitution des encaisses en devises, par les opérateurs économiques après les festivités de fin d'année.

Toute fois, l'intervention banque centrale du Congo pour la vente des devises d'un import de 10,0 millions de USD permis de freiner l'élan de la volatilité du taux de change au cours de cette année ⁽³⁴⁾.

Tableau N°13 : Le taux de change de CDF contre le \$ UD de 2006 à 2010

| Années | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|-----------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Taux indicateur | 503,4 | 502,9 | 639,3 | 902,6 | 915,1 |
| Taux parallèle | 515,9 | 504,7 | 657,5 | 914,5 | 934,5 |

Source : Rapport annuel de la BCC 2010 p.20

³² Rapport annuel de BCC 2010, p.

³³ Idem

³⁴ Rapport annuel de la BCC 2010

Les explications de ce tableau se trouvent dans les analyses de chaque taux de change comme expliqué précédent.

CHAPITRE IV : L'ANALYSE DES CAUSES FONDAMENTALES DE LA DEPRECIATION DU FRANC CONGOLAIS PAR RAPPORT AU DOLLAR AMERICAIN DE 2006 A 2010

Dans ce chapitre, notre attention se base sur les causes qui font déprécier le Franc congolais face aux autres devises fortes, mais plus particulièrement le dollar américain.

Parmi les causes de cette dépréciation du Franc congolais nous signalons :

- L'inflation et
- Le déficit budgétaire.

Avant de les aborder, nous trouvons utile de renseigner comment la masse monétaire, les importations et les taux de change ont évolué durant la période de notre étude. Pour clore ce chapitre nous parlerons aussi de la dollarisation de notre économie et ses conséquences, qui mettra fin de l'étude que nous avons mené sur la dépréciation de Franc congolais de 2006 à 2010.

IV.1. L'évolution de la mase monétaire de 2006 à 2010 en RD Congo

La masse monétaire est la somme de l'ensemble de la monnaie en circulation et la quantité détenue dans le compte à vue, comme nous l'avons dit dans ce chapitre 2, encore précisé dans le tableau n°7. De notre deuxième chapitre.

Ici nous allons faire une petite comparaison entre la détention et la circulation de nos deux monnaies qui se consomment dans la vie de chaque jour en RDC.

Pour ce faire, le tableau que nous présentons, illustre la monnaie dont les congolais préfèrent garder le dollar américain ou la monnaie nationale.

Tableau N°14: Le placement de la monnaie à la BCC

| Dépôt monnaie | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 |
|-------------------|-------------|-------------|-------------|------------|---------------|
| Monnaie nationale | 7 910 873 | 16 716 026 | 14 385 823 | 10 560 923 | 221 374 026 |
| En devise | 217 697 811 | 353 655 227 | 648 892 935 | 163661341 | 12 861 34 041 |

Source : Rapport annuel BCC 2010, p.230

Commentaire :

En faisant une petite comparaison de placements de deux monnaies, il ressort que le dépôt en devise est supérieur à celui de la monnaie nationale ; cela nous confirme que les congolais préfèrent plus le dollar que leur monnaie le franc congolais, suite à sa dépréciation chronique pendant la période de notre étude.

IV.2. L'évolution des importations de 2006 à 2010

Tableau N°15 : Evolution des importations par rapport aux exportations en million de CDF courant

| Période | Exportation | Importation | Solde |
|---------|---------------|---------------|-----------------|
| 2006 | 742 654 900 | 1 058 889 500 | - 316 314 600 |
| 2007 | 1 343 368 500 | 1 524 206 600 | - 180 838 100 |
| 2008 | 1 840 336 800 | 2 206 075 400 | - 165 738 500 |
| 2009 | 3 133 519 000 | 4 175 044 400 | - 1 041 525 400 |
| 2010 | 7 679 710 000 | 7 285 302 700 | 394 407 300 |

Source : Rapport annuel de BCC 2010 p.164

Pour bien comprendre nous devons calculer le pourcentage d'évolution et le taux de variation par la formule suivante $\frac{t_2-t_1}{t_1} \times 100$

Les pourcentages servent à des propositions, mais on les utilise aussi pour représenter des variations dans le temps, ils expriment en fait une variation relative puisque l'on compare une valeur d'arrivée à sa valeur de départ. En effet si t 2 est la valeur de la grandeur de départ et t1 la valeur de la grandeur d'arrivée, le taux de variation se calcule ainsi $\frac{t_2-t_1}{t_1} \times 100$

- 1) $\frac{1\ 343\ 268\ 500 - 742.654.900}{742654900} \times 100 = 81,1\%$
- 2) $\frac{1\ 840\ 336\ 800 - 134\ 268\ 500}{134\ 268\ 500} \times 100 = 37,1\%$
- 3) $\frac{3\ 133\ 519\ 000 - 1\ 840\ 336\ 800}{1\ 840\ 336\ 800} \times 100 = 70,3\%$

- 4) $\frac{7\ 679\ 710\ 000 - 3\ 133\ 519\ 000}{3\ 133\ 519\ 000} X100 = 145,1\%$
- 5) $\frac{1\ 522\ 066\ 000 - 1\ 058\ 889\ 500}{1\ 058\ 889\ 500} X100 = 133,1\%$
- 6) $\frac{2\ 206\ 075\ 400 - 1\ 524\ 206\ 600}{1\ 524\ 206\ 600} X100 = 44,7\%$
- 7) $\frac{4\ 175\ 044\ 400 - 220\ 6075\ 400}{2\ 206\ 075\ 400} X100 = 75,5\%$
- 8) $\frac{7\ 285\ 302\ 700 - 4175\ 044\ 400}{4\ 175\ 044\ 400} X100 = 74,5\%$
- 9) $\frac{-180\ 838\ 100 - 316\ 314\ 600}{-316\ 314\ 600} X100 = -52,8\%$
- 10) $\frac{-365\ 738\ 500 - 180\ 838\ 100}{180\ 833\ 100} X100 = -7,6\%$
- 11) $\frac{-1\ 041\ 525\ 400 - 365\ 738\ 500}{365\ 738\ 500} X100 = -5,2\%$
- 12) $\frac{394\ 407\ 300 - 1\ 041\ 525\ 400}{1\ 041\ 525\ 400} X100 = 70,6\%$

Tableau N°16 : Evolution de taux d'accroissement des exportations par rapport aux exportations en million de CDF courant

| Période | Exportation | Importation | Solde |
|---------|-------------|-------------|---------|
| 2007 | 81,1% | 133,9% | - 52,8% |
| 2008 | 37,1% | 44,7% | - 7,6% |
| 2009 | 70,3% | 75,5% | - 5,2% |
| 2010 | 145,1% | 74,5% | - 70,6% |

Source : Etabli par nous même sur base des éléments du tableau N°3

Commentaire :

Ce tableau nous montre que, le pays a connu un déficit budgétaire en 2007 soit de - 52,8% car le pays dépendait des importations en produisant peu, et cette situation s'est poursuivie jusqu'à 2008 et 2009 compte tenu de leurs soldes déficitaires respectivement de - 7,6% et de - 5,5%. On peut dire que, pendant ces trois années, l'économie congolaise a connu une dépréciation, mais en 2010, il y a eu une amélioration, c'est à dire, le pays a produit plus et a vendu au reste du monde c'est pourquoi, il a obtenu une balance commerciale positive, soit un solde de 70,6%.

IV.3. EVOLUTION DE COURS DE CHANCE INTERBANCAIRE DE 2006 A 2010

Le cours de change interbancaire est le cours employé pour les banques agréées pour exécuter les changes sur les marchés de change.

Pour bien et mieux saisir l'évolution du taux de change au cours interbancaire de devise nous pouvons nous référer aux données du tableau suivant :

Tableau N°17 : Evolution du cours de change interbancaires CDF/USD 2006 à 2010

| Mois | 2006 | 2007 | 2008 | 209 | 2010 |
|-----------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Janvier | 434,94 | 540,20 | 523,28 | 680,77 | 909,89 |
| Février | 433,38 | 562,62 | 546,15 | 728,98 | 917,87 |
| Mars | 437,49 | 553,23 | 554,37 | 790,88 | 912,15 |
| Avril | 440,04 | 545,95 | 558,38 | 835,40 | 897,76 |
| Mai | 445,91 | 495,47 | 558,00 | 787,90 | 897,33 |
| Juin | 448,51 | 496,18 | 559,47 | 766,27 | 899,64 |
| Juillet | 454,64 | 494,48 | 558,47 | 770,86 | 900,94 |
| Août | 465,95 | 495,06 | 559,12 | 802,59 | 901,31 |
| Septembre | 486,52 | 499,24 | 560,60 | 869,38 | 903,55 |
| Octobre | 518,11 | 497,28 | 567,47 | 898,82 | 907,25 |
| Novembre | 531,83 | 502,85 | 582,25 | 898,92 | 910,65 |
| Décembre | 521,83 | 502,97 | 606,04 | 905,53 | 911,99 |

Source : Rapport annuel BCC : 2006, p.153, 2010, 176

Commentaire

Ce tableau nous renseigne que la lecture sur l'évolution du Franc congolais par rapport au dollar américain peut être saisie à partir des données fournies par la BCC. Ainsi, en analysant les données du tableau ci-haut, nous constatons qu'il y a eu une dépréciation importante de la monnaie locale face à la devise américaine au cours e la période sous étude de 2006 à 2010. Car au mois du janvier 2006 au cours interbancaire 1\$ = 434,94, à la fin de la même année, la valeur d'un dollar est passée à 521,83, sauf en 2007 la monnaie locale a presque gardé peu sa valeur mais les autres années il y a eu une forte dépréciation de la monnaie nationale qu'était 1\$ = 523,85 au début de l'année 208 à la fin 606,04 même cas pour 2009 et 2010.

Enfin, cette dépréciation de franc Congolais par rapport à la devise américaine produit la fragilité de l'économie Congolaise qui dépend essentiellement d'une grande partie des importations du reste du monde. C'est

pourquoi une variation du taux de change a des effets sur le secteur d'activités nationales. L'évolution de l'économie Congolaise étant fortement dollarisée une petite variation du taux de change se fait sentir rapidement sur tous les marchés et les prix des biens et services connaît un changement automatiquement.

IV.4. La dollarisation de l'économie congolaise

4.1. Définition

Pour les besoins de l'étude, le chercheur pouvait partir de la définition suivante :

La dollarisation c'est l'usage d'une devise étrangère principalement de dollar américain dans les transactions commerciales et financières dans un pays.

Selon Bourguinat et Dahni la dollarisation désigne le processus de remplacement par le dollar des Etats- Unies d'Amérique des monnaies nationales préexistantes entant qu'unité de fixation de prix des biens d'instruments de paiement et détentions de l'épargne ³⁵.

4.2. Histoire de la dollarisation en RDC

La dollarisation de l'économie congolaise est un phénomène récurrent sur laquelle travaille depuis quelque temps la banque centrale du Congo pour l'éradique.

La dollarisation, constitue, depuis plusieurs années, l'une de caractéristiques principales de l'économie congolaise. Cette rigidité a vu le jour pendant la décennie 90. Cette période marque une crise économique due aux faits constatés de placement Bindo, les politiques monétaires et budgétaires, les guerres etc.

Ces éléments ont contribué à la désintermédiation financière profonde .La politique budgétaire des presse consistait à financer des déficits de l'Etat. Cette création monétaire, sans contrepartie, a provoqué le dérapage du taux de change ainsi qu'une inflation très prononcée.

³⁵ www.bcc.cd

Sur le marché, les congolais (zaïrois à l'époque) ont assisté à une augmentation imprévisible et exponentielle du niveau général de prix, une fuite devant la monnaie nationale, etc. Face à cet état de choses, les agents économiques, pour prévenir contre perte de leur pouvoir d'achat, se détachèrent de la monnaie nationale en vue de se rattacher à une monnaie étrangère stable (dollar)³⁶

4.3. Les effets de la dollarisation sur les secteurs de la vie des congolais

Nous allons passer en revue les grandes activités ou les grands secteurs de l'économie congolaise pour évaluer le niveau de pénétration du phénomène.

4.3.1. Dans l'enseignement en général

Aujourd'hui dans presque toutes les institutions universitaires du pays les frais académiques sont fixés en dollars américains, aucun document ne pouvant s'acheter par la monnaie locale. Le cas plus visible est celui de notre Université Pédagogique Nationale, où toutes les transactions sont faites par le dollar. Même dans les écoles primaires le dollar devient la monnaie de paie des frais scolaires.

4.3.2. Dans les services administratifs

Pour ne citer que le cas le plus frappant au Congo le budget est fixé en dollar, les paiements de documents comme les assurances sont payés en dollar américain, des salaires des nos autorités politico-administratives fixés en dollars. Toutes les institutions des Nations Unies travaillant au Congo font leur transaction en dollar. Nul ne peut nier la circulation de dollar dans notre administration, les taxes sont même payés en dollars.

4.3.3. Dans le commerce

Une petite visite dans nos magasins au centre-ville, nous fait voir que les prix des biens sont fixés en dollar, lors de l'achat, même si le paiement se fait en

³⁶ Idem

monnaie locale. Mais on le fait à un taux plus élevé, soit disant pour préserver la dépréciation de la monnaie nationale.

4.3.4. Dans le transport

Ce phénomène dans le service du transport trouve sa résidence dans le transport aérien et fluvial où les tickets soit les billets sont vendus en dollars et dans le transport aérien on exige toujours le dollar pour l'achat du document de ce transport.

4.3.5. Les télécommunications et le Courier exprès

Dans ces services la monnaie exigée est le dollar. Prenons nos téléphones, vérifions les unités, les taux sont fixés en dollars, tout au profit des étrangers, les détenteurs des institutions aux questions

4.4. Les facteurs explicatifs du phénomène dollarisation au Congo

Les facteurs qui ont été à la base de cette évolution et leur implication sur le seigneurage, les causes de la dollarisation de l'économie congolaise sont évidents.

Il s'agit principalement de l'instabilité politique et des déséquilibres macroéconomiques.

1. L'instabilité politique joue un rôle majeur car elle rend l'avenir incertain, face à cette incertitude, les agents cherchent à détenir un actif et un moyen de paiement sûrs : les devises.
2. Les déséquilibres macro-économiques comprennent, notamment, les déficits chroniques des finances publiques et de la balance courante, qui se traduisent par l'inflation galopante et par la dépréciation de la monnaie nationale ⁽³⁷⁾.

➤ Les facteurs explicatifs

Neuf facteurs semblent être à la base de l'apparition, du développement, de l'application et de la pénétration de ce phénomène dans l'économie

³⁷ KOLA LENDELE et Joseph KAMANDA KIMONA-MBINGA : Nature et spécificités de la dollarisation de l'économie congolaise, www.bcc.cd

nationale. L'étude devra permettre de voir l'influence de chaque facteur. Ainsi que son intériorité dans l'apparition du dit phénomène.

Les neufs facteurs proposés sont :

- 1) La rareté de devises étrangères et la difficulté de les obtenir par la voie bancaire pourraient être la première cause de la dollarisation
- 2) La dépréciation continue de la monnaie nationale semble être la deuxième cause, obligeant tout le monde à se réfugier derrière les monnaies étrangères pour maintenir son pouvoir d'achat
- 3) La libéralisation de l'exploitation des matières précieuses (or, diamant, etc.) a permis de plus en plus au congolais de disposer des devises étrangères
- 4) Avec la faillite du système bancaire national, l'argent a quitté le circuit officiel pour se retrouver dans des circuits informels
- 5) Le transfert en devises étrangères opérés par la diaspora étrangère ont été une source de la dollarisation de l'économie
- 6) Les flux de réfugiés congolais et Rwandais ont amené avec eux au Congo une masse en devises étrangères, difficile à chiffrer
- 7) La disponibilité des multiples du dollar 1\$, 5\$, 20\$, 100\$ a permis non seulement de faciliter la transaction dans cette monnaie, mais aussi à hisser le dollar américain à la première place des devises étrangères utilisées au Congo bien avant le franc belge et le franc français.
- 8) La présence des cambistes dans les coins stratégiques des grandes agglomérations a certainement contribué à la pénétration du phénomène dans l'économie congolaise
- 9) Le dernier facteur est l'attitude du gouvernement devant ce phénomène : il ne le combat pas, il le tolère, laisse faire, consciente que ce phénomène permet au pays, économiquement malade, de survivre.

4.5. Les conséquences de la dollarisation sur l'économie congolaise

La dollarisation de l'économie congolaise trouve ses racines immédiatement dans la dépréciation de la monnaie domestique, ce pendant, sans pourtant s'attaquer à ses racines, les autorités politiques ont livré à certains moments une bataille contre la dollarisation au motif de combattre ses effets nocifs sur l'économie qui n'avait abouti à rien.

➤ **Les conséquences positives**

La dollarisation constitue un mal nécessaire dans un contexte d'inflation galopante.

- La dollarisation permet de préserver le pouvoir d'achat des agents privés ;
- La dollarisation limite la démonétisation de l'économie qui pourrait freiner les échanges intérieurs et occasionner une contraction de la production ;
- La dollarisation favorise le maintien d'un degré élevé de monétarisation de l'économie permettant, ainsi d'éviter les pertes de production ;
- La dollarisation offre une alternative efficiente de placement et d'intégration des marchés financiers domestiques avec l'économie mondiale.

➤ **Les conséquences négatives**

- La dollarisation aggrave le problème budgétaire car elle entraîne une diminution du revenu de la création monétaire, c'est-à-dire en substituant la monnaie étrangère à la monnaie d'encaisses réelles ;
- La dollarisation amplifie les pressions inflationnistes dont elle est pourtant la cause immédiate. Au cas où l'économie devient complètement dollarisée, le gouvernement perd totalement son revenu du seignuriage ou profit des autorités émettrices des devises ;
- La dollarisation complique également la gestion de la politique monétaire et de la politique de change parce qu'elle introduit une composante étrangère dans le stock des moyens de paiement de l'économie. Cette composante n'est malheureusement pas contrôlée par les autorités monétaires ;
- La dollarisation accroît la fragilité du système financier ; les banques peuvent devenir vulnérables face à l'accroissement des transactions en devises. Puisque la banque centrale domestique ne crée pas de devises, le système bancaire devient plus vulnérable en cas de défaillance où d'incapacité d'une banque donnée à honorer ses engagements en devises.

**V. L'INFLATION COMME CAUSE DE LA DEPRECIATION MONETAIRE EN RDC
2006 A 2010**

L'inflation comme défini ci-haut, c'est une hausse généralisée de prix des différents facteurs d'activités dans le secteur économique.

C'est une cause fondamentale de la dépréciation de Franc-congolais par rapport au dollar.

L'inflation en RDC pour ne pas parler seulement de nos années d'études, remonte surtout sur l'histoire de notre pays.

Les causes lointaines pourraient être écartées si tous les dispositifs étaient mis en œuvre par le gouvernement qui s'est succédé au sommet de l'Etat.

Mais rappelons à cet effet que les mesures de Zaïrianisation du 05 janvier 1973 et celle de radicalisation du 30/12/1974 ont favorisé les déclins de l'activité économique en RDC et par ricochet accéléré et amplifié l'inflation.

Il convient de signaler aussi les deux pillages qu'a connus notre pays. Les guerres civiles, près de deux décennies, sont aussi à la base de la chute de notre économie.

Comme si toutes les erreurs n'ont pas servi de leçons aux gouvernements, d'autres même se sont ajoutées et ont entraîné la gabegie financière : la corruption, le tribalisme, la mauvaise gestion de la chose publique, l'incompétence etc.

Ceci est cité pour faire voir que notre pays a des sérieux problèmes pour relever des défis mais pour notre période d'étude les causes retenues sont classées de l'année en année.

D'après notre analyse, nous allons renseigner sur les causes probables de la dépréciation du Franc congolais durant les années 2006 à 2010.

De 2006 à 2007

Les causes de l'inflation étaient les suivantes :

- Le relâchement de la politique budgétaire attesté par l'expansion du déficit public ;

- Le non renouvellement des stocks causés par la psychose de l'approche des échéances électorales ;
- Réajustement à la hausse des prix de pétroles ⁽³⁸⁾.

De 2007 à 2008

Les causes suivantes sont retenues :

- ✓ L'expansion de la base monétaire et du taux de change suite en financement excessif ;
- ✓ La hausse de prix de biens et services sur les marchés ;
- ✓ La majoration du prix de carburant qui s'est répercuté sur le coût de transport et les produits alimentaires ⁽³⁹⁾.

De 2008 à 2009

Nous avons comme causes :

- ✓ Le financement monétaire du déficit public intervenu à la fin de l'année 2007 ;
- ✓ Le paiement des arriérés des rémunérations des fonctionnaires ;
- ✓ Les dépenses sécuritaires à l'Est du pays;
- ✓ L'organisation de la conférence sur la paix tenue à GOMA du 06 au 21 janvier 2008 ;
- ✓ La crise alimentaire et énergétique entraînant la hausse de prix des céréales et du Baril de pétrole, dont l'impact s'est ressenti sur le prix des produits finis ⁽⁴⁰⁾.

De 2009 à 2010

Nous avons pu déceler les causes suivantes :

- ✓ La crise financière internationale qu'avait touché le monde entier était la cause principale pour cette période de temps ⁽⁴¹⁾

De 2010 : la dépréciation de franc Congolais est axée sur :

³⁸ Rapport annuel de BCC 2006- p.19

³⁹ Rapport annuel de la BCC, 2007- p.17-18

⁴⁰ Rapport annuel de BCC : 2008, p.19

⁴¹ Rapport annuel de BCC : 2009, p.22

- ✓ La demande des biens et services dans un contexte de baisse de stock au début de l'année ;
- ✓ L'expansion de la demande de bien et services relatives à la rentrée scolaire ainsi qu'à la préparation de la festivité de la fin d'année ;
- ✓ Les chocs exogène lié aux enrichissements des principaux produits de grande consommation sur le marché mondial et alignement de pris des carburant à la pompe.

N.B : Pour voir comment l'inflation a évolué durant la période sous étude, nous nous référons du tableau n°2 du chapitre II.

VI. LE DEFICIT BUDGETAIRE DE LA RDC DE 2006 à 2010

Le déficit budgétaire c'est une situation dans laquelle les recettes de l'Etat sont inferieures aux dépenses.

Au Congo, depuis l'indépendance, la richesse n'est qu'une illusion alors que chaque année presque se clôture par un déficit exclusivement financé par les avances monétaires, faute du marché financier.⁴²

On peut donc comprendre que le déficit budgétaire ne procède pas d'une politique délibérée de financement de postes budgétaires pour lesquels les prévisions n'avaient pas pu trouver des ressources correspondantes.

Concrètement, au lieu que le déficit procède d'absence des ressources de financement des prévisions établies, on constate qu'en RD Congo, le déficit résulte des dépassements habituels des prévisions établies et dont les sources de financement ne sont pas indiquées.

En d'autres termes, le déficit budgétaire chronique, qui caractérise le comportement des finances publiques en RD Congo provient de la légèreté des prévisions budgétaire telles qu'on est fondé à considérer qu'elle résulte des calculs plutôt facultatifs comme indiqué dans le tableau n°04 du Chapitre 2 de notre mémoire.

Cependant, les causes de ces déficits restent les mêmes :

⁴² WWW.Bcc.cd

En 2006 : le déficit budgétaire était dû à la suspension des appuis budgétaires consécutive à l'expiration de la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, l'accroissement des dépenses de souveraineté ainsi que l'augmentation des salaires accordée en octobre pour apaiser les tensions sociales, financés presque exclusivement par les avances de la banque centrale ; cela a provoqué le déficit pour l'année 2006⁴³

En 2007 :

- ✓ Le paiement des arriérés de salaires de 2006 ;
- ✓ L'augmentation des salaires avec effet rétroactif.

En 2008 :

- ✓ Dépenses sécuritaire suite à la résurgence des conflits armés à l'Est du pays ;
- ✓ L'augmentation des dépenses de souveraineté et l'uniformisation des salaires à la base dans l'administration publique ont occasionné une détérioration de la position nette du gouvernement et, partant, une augmentation du crédit net à l'Etat ⁽⁴⁴⁾.

Les deux années qui suivent se sont soldées par un excédent budgétaire, comme l'indique le tableau suivant.

**Tableau N°18 : Solde des opérations du cadre budgétaire en million de CDF
courant de 2006 à 2010**

⁴³ Rapport annuel de la BCC 2006 Page

⁴⁴ Rapport annuel de la BCC2007 Page

| Années | Solde des opérations du cadre budgétaire | Ajustement statistique | Besoin de financement |
|--------|--|------------------------|-----------------------|
| 2006 | - 34703800 | 9405300 | - 25303500 |
| 2007 | - 55269400 | 34469700 | - 21799700 |
| 2008 | - 160330000 | 19196500 | - 35229500 |
| 2009 | 45277000 | -1114200 | 44162800 |
| 2010 | 152303000 | -5654900 | 146648100 |

Source : Rapport Annuel de la BCC 2010 p.85.

Commentaire : De ce tableau il ressort que de 2006 à 2008 la RD Congo présentait un solde budgétaire déficitaire et qu'il fallait que le Gouvernement cherche un financement à l'extérieur pour l'ajustement de 9505300 en 2006, 34469700 à 2007 et 19196500 en 2008 tandis que pour l'année 2009 et 2010 il ya un solde excédentaire.

VII. PISTES DE SOLUTION POUR LUTTER CONTRE LA DEPRECIATION DE LA MONNAIE NATIONALE PAR RAPPORT AU DOLLAR

La solution que nous trouvons comme modèle est celle prônée par l'école de Chicago Friedman, qui préconise que la lutte contre l'inflation est une affaire purement technique et non politique⁴⁵

Friedman dit, il suffit de contrôler et limiter l'expansion et la masse monétaire, qui est une variable primaire et qu'il suffit de maîtriser pour influencer le comportement des autres grandeurs économiques. Ce contrôle des variations de la masse monétaire rendrait inutiles les procédés fiscaux ou budgétaires dans la lutte de l'inflation⁴⁶

On constate que la stricte limitation de la masse monétaire n'a pas la stabilisation des prix mais le ralentissement des activités économiques, car les prix étant invisiblement poussés par l'inflation, par la demande et les coûts, si la masse monétaire ne peut s'adapter librement aux variations des prix.

L'équilibre entre masse monétaire, prix production ne peut se rétablir que par un plafonnement de cette dernière variable « la production »⁴⁷

⁴⁵ MABI MULUMBA : La monnaie dans l'Economie LEDI in 2001 page 165

⁴⁶ Idem

⁴⁷ MABI MULUMBA, op. cit., p. 167-186

En résumé, pour les monétaristes, l'inflation étant d'origine monétaire et pour contrôler l'inflation il faut et il suffit de contrôler la croissance de la masse monétaire à un niveau proche du taux de croissance de la production.

En outre il ne suffit pas de couvrir les déficits budgétaire par la création monétaire car la dépréciation se présentera ;

La création des industries de production pour doter la RD Congo des produits qu'elle peut exporter ;

L'interdiction, par l'autorité monétaire, de la mise en circulation des autres devises sur les marchés Congolais, peut valoriser notre monnaie ;

La gestion de finance du secteur public doit se faire en tenant compte des ressources de financement prévues dans le budget au lieu de faire un dépassement que pour couvrir on doit recourir à la banque centrale pour la création de monnaie⁴⁸

⁴⁸[www.NIUMcorp.Com/News.php,ID NEW=10](http://www.NIUMcorp.Com/News.php,ID%20NEW=10)

CONCLUSION

Nous voici au terme de notre rédaction qui a porté sur l'esquisse sur la perte du pouvoir d'achat de la monnaie nationale et ses incidences sur le PIB du congolais au cours de la période allant de 2006 à 2010, fruit de multiples efforts consentis.

Pour y parvenir, nous avons scindé ce travail en 4 chapitres, outre l'introduction et la conclusion.

Le premier chapitre a planché sur la clarification des concepts de base, le deuxième a porté sur la relation entre le PIB et la croissance économique, le troisième s'est penché sur l'évolution du taux de change et ses indices sur le PIB du congolais de 2006 à 2010, et enfin le dernier chapitre qui est le quatrième a traité de la dépréciation de la monnaie nationale vis-à-vis du taux de change du dollar américain.

L'étude menée est de savoir : les actions susceptibles d'être menées pour valoriser notre monnaie nationale, comment se comporte le PIB du congolais vis-à-vis de la monnaie nationale ainsi que les stratégies à adopter pour élever le PIB du congolais.

Après analyse et traitement des données au moyen de l'outil statistique et algébrique, nous avons abouti aux résultats suivants :

Au cours de nos années d'études (2006 à 2010), c'est la composante *dépense globale* qui a contribué à la croissance du PIB, indicateur incontesté du bien être d'une nation donnée.

Nous pouvons dire qu'il n'existe pas de relation de long terme entre les variables représentatives du capital humain et le taux de croissance du PIB en RDC. Ces variables n'influencent pas significativement la croissance, le capital humain ne figure pas encore parmi les déterminants de la croissance en RDC.

Au regard de ces résultats, quelques suggestions s'avèrent pertinentes pour le développement de l'accumulation du capital humain et de sa prise en compte dans le déterminant de la croissance économique.

Pour que la croissance économique améliore les conditions de vie de la population, elle doit, comme l'écrivait l'économiste Simon KUZNETS, refléter une capacité pérennante d'offrir à une population en augmentation une quantité accrue de bien et services par habitant.

Pour ce faire, il est crucial d'insister non seulement sur une croissance forte et durable, mais aussi et surtout mettre un accent particulier sur les politiques de redistribution en vue de la lutte contre les inégalités, en préservant ou en favorisant l'égalité des chances par rapport à :

- L'accès à la formation de base ou au perfectionnement ;
- L'accès à l'emploi ;
- La mise en place d'une politique salariale adéquate insistant sur les normes internationales admises en matière de tensions et des réformes dans le domaine de répartition et d'affectation des bénéfices ;
- L'introduction d'un système efficient de sécurité et de protection sociale et des mécanismes efficaces d'accès au crédit à la consommation ;
- ...

Le présent travail, étant le fruit d'une œuvre humaine, nous pensons qu'il n'est pas parfait. Nous n'avons pas non plus la prétention d'avoir tout épuisé pour un sujet aussi vaste et complexe comme celui-ci. Nous espérons cependant avoir fait l'essentiel et non seulement restons ouvert aux critiques constructives qui pourront nous être faites, mais aussi réceptif des avis de ceux qui aimeraient en approfondir la réflexion, principalement pour les pistes qui sont restées inexplorées.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

1. BINDUNGA IBANDA, Comment élaborer un travail de fin de cycle, éd. Médiaspaul, Kinshasa, 2008.
2. DWIGT H. PERSKINS, Steven. Rubelet et DAVID, Macro économique, éd de Boeck, Bruxelles, 2008.
3. GADREY et JANY-CATRICE F. Les nouveaux indicateurs de richesse, La Découverte, Paris, 2005.
4. GILLIS. M., Economie du développement, éd. Universitaires, Bruxelles, 1990.
5. JAQUEMIN A. et TULKENS H., Fondements d'économie politique, 2^{ème} édition De Boeck, Bruxelles, 1996.
6. Jacques LESOURNE, Analyse microéconomique, éd. MASSON S. A., Paris 1994.
7. MARTORY B., CAPUL J.Y., Economie générale, éd. Armand Collin, Paris, 2005.
8. MBUMBA NZUZI. N., La production de l'Etat et les modes de gestion des services publics, Tome I, éd. Licooren, Kinshasa, 2007.
9. MUCCHIL J.L., Economie internationale, éd. DALLOZ, Paris, 2005.
10. MONTOUSSE M., Théories économiques, éd. Bréal, Paris, 2003.
11. PINTOR et GRAWITZ, Méthode en science sociale, éd. Sireg, Paris, 1974.
12. SAMU P., ELISON et W. NOR DAHANS, Macro économique, 14^{ème} édition d'organisation, Paris, 1995.

13. STGLITZ J.E et CHALTON A., *Pour un commerce mondial plus juste*, éd. Oxford University Presse, 2005.
14. TEULON F., *Croissance, crises et développement*, éd. PUF, Paris, 2006.

II. Notes de cours

1. BONGO BONGO, Cours d'Economie Monétaire Générale, G3 SCA/J, UPN, 2007 - 2008, inédit.
2. BOKONGO. L, Notes du cours d'initiation à la recherche scientifique, G1 FASEG, UPN, 2007 - 2008, inédit.
3. KANKWANDA G., Théories de croissance économique, manuel à l'usage des étudiants de L1 Eco et G., UNIKIN, 2007.
4. MASALA BAFUILA. R., Cours de statistique descriptive, G1 SCA/J, UPN, 2007-2008, inédit.
5. MASALA BAFUILA. R., Cours de Comptabilité Nationale G3 SCA/J, UPN 2009-2010, inédit.
7. NTINTA BASHIBAYA, Cours d'Economie Politique, G1 SCA/J, UPN 2007-2008, inédit.

III. DICTIONNAIRE

1. Hachette, Volume 5, Paris, 2002.

IV. MEMOIRES ET TFC

1. BIBIMBU MASIDI, Analyse de la demande globale et ses effets sur la croissance économique en RDC, Mémoire, FASEG, UPN, 2010 - 2011, inédit.
2. MUKENGE NTUMBA, L'accumulation du capital humain et la croissance économique en RDC, Mémoire, FASEG, UPN, 2010 - 2011, inédit.

3. SEKE WENGASUMBU, La problématique de la contribution du secteur agricole dans la croissance économique en RDC, UPN, Mémoire, FASEG, 2010 - 2011, inédit.
4. KAMBALE LEUSA, Conséquences de la fluctuation du taux de change du dollar américain dans la ville de Kinshasa, UPN, TFC, FASEG, 2009 - 2010, inédit.

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|----------|
| EPIGRAPHE | i |
| DEDICACE | ii |
| REMERCIEMENTS | iii |
| SIGLES ET ABREVIATIONS | iv |
| | |
| O. Introduction | 1 |
| 0.1. Problématique | 1 |
| 0.2. Hypothèse du travail | 3 |
| 0.3. Choix et intérêt du sujet | 4 |
| 0.4. Méthodes et techniques..... | 4 |
| 0.4.1. Méthodes | 4 |
| 0.4.2. Techniques | 4 |
| 0.5. Délimitation spatio-temporelle | 5 |
| 0.6. Division du travail..... | 5 |
| CHAPITRE I: CLARIFICATION DES CONCEPTS..... | 5 |
| Section 1. MONNAIE | 5 |
| 1.1. Définition de la monnaie | 6 |
| 1.2. Historique de la monnaie | 6 |
| 1.3. Création de la monnaie..... | 8 |
| 1.4. Fonction de la monnaie dans l'économie..... | 9 |
| 1.5. Types de monnaie..... | 9 |
| Section 2. TAUX DE CHANGE | 11 |
| 2.1. Notions et définition | 11 |
| 2.2. L'importance des taux de change | 12 |
| 2.3. Les opérations de change | 13 |
| 2.4. Détermination du taux de change | 14 |
| 2.4.1. Les taux de change à long terme..... | 14 |
| 2.4.2. La théorie de la parité des pouvoirs d'achats | 14 |
| 2.4.3. Les facteurs qui influencent le taux de change à long terme..... | 14 |
| 2.4.4. Les taux de change à court terme | 16 |
| Section 3. POLITIQUE DE CHANGE..... | 17 |
| 3.1. Système de change flexible | 17 |
| 3.2. Système de change fixe..... | 17 |

| | |
|--|----|
| Section 4. LE DOLLAR ET LA DEVALUATION | 18 |
| 4.1. Définition et sortes de dollars..... | 18 |
| 4.2.1. Présentation | 18 |
| 4.2.3. Effet de la dévaluation | 19 |
| 4.3. Dévaluation du Dollar Américain | 21 |
| Section 5. DEFLATION ET INFLATION..... | 22 |
| 5.1. INFLATION | 22 |
| 5.2. DEFLATION | 23 |
| 5.3. Sortes d'inflation..... | 25 |
| 5.3.1. L'inflation par excès de monnaie..... | 25 |
| 5.3.2. L'inflation par la demande | 25 |
| 5.3.3. L'inflation par les coûts | 25 |
| 5.3.4. La spirale inflationniste..... | 25 |
| 5.4. CAUSES ET CONSEQUENCES | 25 |
| 5.4.1. Causes | 25 |
| 5.4.2.1. <i>Conséquences économiques et sociales</i> | 29 |
| 5.5. MESURES DE STABILISATION | 30 |
| Chapitre II. RELATION ENTRE LE PRODUIT INTERIEUR BRUT ET LA CROISSANCE ECONOMIQUE..... | 33 |
| Section 1. LES SOURCES ET LES LIMITES DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE..... | 34 |
| 1.1.1. Les sources de la croissance..... | 34 |
| 1.1.2. L'augmentation de la productivité du travail | 35 |
| 1.1.3. <i>L'accumulation du capital et du progrès technique</i> | 35 |
| 1.1.4. Les limites de la croissance économique. | 36 |
| 1.1.5. <i>Les causes qui empêchent de poursuivre le processus actuel de croissance</i> | 36 |
| Section 2. LES FACTEURS DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE | 38 |
| 2.1.1. Les facteurs liés à l'offre | 38 |
| 2.1.2. Les facteurs liés à la demande | 38 |
| 2.1.2.1. <i>La consommation finale</i> | 39 |
| 2.1.2.2. <i>L'investissement</i> | 39 |
| 2.1.2.3. <i>Les échanges extérieurs</i> | 40 |
| 2.1.3. Le rôle de l'Etat..... | 41 |
| 2.1.4. Les facteurs d'ordre psychologique | 42 |
| Section 3. LES DETERMINANTS DU TAUX DE CROISSANCE..... | 42 |
| 3.1. LA NOTION DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE | 43 |

| | |
|--|----|
| 3.1.1. Définition de la croissance | 43 |
| 3.1.2. Typologie de la croissance économique..... | 43 |
| 3.1.3. Sources de la croissance et ses déterminants..... | 44 |
| 3.1.4. Quelques théories de croissance économique | 49 |
| 3.1.5 La mesure de la croissance..... | 54 |
| 3.2. L'ACCUMULATION DU CAPITAL HUMAIN..... | 55 |
| 3.2.1. Aperçu historique | 55 |
| 3.2.2. Mesure de l'accumulation du capital humain | 55 |
| 3.2.1 Indice de Développement Humain..... | 56 |
| Section 4. TYPES DE CROISSANCES ECONOMIQUES | 58 |
| 4.1. La croissance équilibrée:..... | 58 |
| 4.2. La Croissance déséquilibre: | 58 |
| 4.3. La croissance extensive | 58 |
| 4.4. La croissance intensive..... | 59 |
| Section 5. NOTIONS SUR LE PRODUIT INTERIEURE BRUT (PIB) | 59 |
| 5.1. Définition..... | 59 |
| 5.2. Calcul du PIB | 60 |
| 5.3. Le PIB et le produit national brut (PNB) | 61 |
| Section 6. LE DEVELOPPEMENT..... | 62 |
| 6.1. Définition..... | 62 |
| 6.2. Le concept de développement humain | 62 |
| CHAPITRE III. EVOLUTON DU PIB DU CONGOLAIS ET SON IMPACT SUR LA MONNAIE NATIONALE..... | 64 |
| Section 1. PRODUIT INTERIEUR BRUT | 65 |
| Section 2. EVOLUTION DU PIB PAR BRANCHE D'ACTIVITE | 65 |
| Section 3. EVOLUTION DU PIB SELON LES EMPLOIS | 68 |
| 3.1. Demande intérieure..... | 68 |
| 3.2.1. Consommation finale..... | 68 |
| 3.2.2. Investissements bruts | 69 |
| 3.3. Demande extérieure | 71 |
| Section 4. INFLATION GLOBALE | 71 |
| Section 5. INFLATION SOUS-JACENTE | 73 |
| Section 6. EMPLOI..... | 74 |
| 6.1. Secteur privé | 74 |
| 6.1. Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) | 80 |

| | |
|--|-----|
| 6.2. Rappel des objectifs du Programme de Coopération Monétaire en Afrique..... | 80 |
| 6.3. Evaluation des critères de convergence du PCMA en 2010 | 80 |
| 6.4. Masse monétaire..... | 82 |
| 6.4.1. Monnaie et crédit..... | 83 |
| 6.5. Evolution de la demande de monnaie | 85 |
| 6.5.1. Comportement des encaisses réelles | 85 |
| 6.5.2. Evolution de la vitesse-revenu de la monnaie..... | 86 |
| Section 7. POLITIQUE MONETAIRE..... | 87 |
| Section 8. CADRE OPERATIONNEL DE LA POLITIQUE MONETAIRE | 88 |
| Section 9. COMPORTEMENT DES INSTRUMENTS | 88 |
| Section 10. EVOLUTION DES TRANSACTIONS | 88 |
| Section 11. Marché en banque | 89 |
| Section 12. Crédits à décaissement | 90 |
| CHAPITRE IV : L'ANALYSE DES CAUSES FONDAMENTALES DE LA DEPRECIATION DU FRANC CONGOLAIS PAR RAPPORT AU DOLLAR AMERICAIN DE 2006 A 2010 | 105 |
| CONCLUSION | 120 |
| BIBLIOGRAPHIE..... | 122 |
| TABLE DES MATIERES | 125 |